Ministère du Procureur général

Division des services aux tribunaux

Rapport annuel 2002-2003

Ontario

104-03921/

© 2003 Imprimeur de la Reine pour l'Ontario
ISSN 1708-198X

Table des matières

Message du sous-procureur général i

Communication de la sous-procureure générale adjointe iii

Chapitre 1: Présentation de la Division des services aux tribunaux 1
Mission 1
Services de base 1
Faits saillants de la rentrée des tribunaux 1
Rôle de la sous-procureure générale adjointe 3
Structure régionale 3
Directeurs régionaux 3
Portrait des régions 4
Soutien interne 6
Directrices et directeurs ministériels 6

Chapitre 2: Introduction aux tribunaux de l'Ontario 7
La Cour d'appel de l'Ontario 7
La Cour supérieure de justice 7
La Cour de justice de l'Ontario 8
La magistrature 9

Chapitre 3: Activité des tribunaux en 2002-2003 10
Tendances sur cinq ans 10
Nouvelles affaires reçues 10
Les tribunaux de droit criminel 11
Les tribunaux de droit civil 12
Les tribunaux de la famille 13
La Cour des petites créances 15
La Cour d'appel 15

Chapitre 4: Survol des activités de 2002-2003 16
Les tribunaux de droit criminel 16
Les tribunaux de droit civil 17
Les tribunaux de la famille 18

Chapitre 5: Initiatives de la Division en 2002-2003 19
Modernisation de la prestation des services 19
Amélioration du soutien au personnel et des communications internes 21
Collaborer avec nos partenaires du secteur de la justice 22
Gestion des installations judiciaires 23

Chapitre 6: Rapport sur les ressources 25
Ressources humaines par région 25
Recettes par région 25
État des dépenses 26

Chapitre 7: Planifier l'avenir 27
Plan quinquennal de la Division des services aux tribunaux 27

Annexe: Tendances sur cinq ans dans les tribunaux
Données statistiques pour les exercices 1998-1999 à 2002-2003 ..... A1

Message du sous-procureur général

La Division des services aux tribunaux n'aurait pu choisir un meilleur moment pour entreprendre la publication d'un rapport annuel sur ses activités. La Division a pris l'ambitieux parti de changer et a instauré un processus de planification pluriannuelle pour élaborer la stratégie de mise en œuvre des changements. On trouvera dans le présent rapport le premier plan quinquennal de la Division. Ce plan fera l'objet d'un examen et d'une mise à jour tous les ans, en consultation avec la magistrature, les partenaires de la Division et les usagers des tribunaux et sera publié dans le Rapport annuel.

Je suis ravi que la Division entreprenne cette transformation. Je crois que les initiatives que la Division a prévu de mettre en œuvre au cours des cinq prochaines années lui permettront effectivement d'atteindre les objectifs et les normes qu'elle s'est fixés et que ceux-ci sont réalisables compte tenu des ressources dont nous disposons.

En raison d'un certain nombre de facteurs, il est beaucoup plus compliqué de réussir des changements dans la fonction publique que dans le secteur privé. Le gouvernement est plus gros que la plupart des entreprises et il doit gérer une gamme d'activités beaucoup plus variée. En outre, il doit rendre des comptes au public. Toutefois, la difficulté de quantifier nos préoccupations fondamentales est, selon moi, la raison principale pour laquelle le changement est tout un défi pour nous.

Il est évident que la fonction publique a des préoccupations fondamentales, mais elles sont très complexes. Les gouvernements doivent tenir compte d'un large éventail d'intérêts et de clientèles qui, parfois, se concilient mal. C'est notamment le cas dans le secteur de la justice. Nos préoccupations fondamentales comprennent non seulement l'utilisation judicieuse des ressources, mais aussi l'intégrité même du système judiciaire. C'est donc dire que nos préoccupations fondamentales sont à la fois qualitatives et quantitatives. Nous devons résister à l'impulsion de remplacer ce qui est souhaitable par ce qui est mesurable; l'obsession de la quantification masque en effet l'aspect qualitatif. Le défi est de taille!

Par ailleurs, si les préoccupations fondamentales existent bel et bien, les moyens de les satisfaire ne dépendent pas entièrement de nous. En plus de devoir tenir compte de priorités différentes, et peut-être contradictoires, nous ne sommes pas en mesure d'imposer unilatéralement les préoccupations que nous jugeons prioritaires. Le système judiciaire ne nous appartient pas. Les préoccupations des juges, des avocats, des victimes, des services policiers, des

organismes sociaux et des autres intéressés s'inscrivent dans le rôle distinct joué par chacun. Nous avons nos propres préoccupations, mais nous devons nous assurer de discuter de nos priorités avec les autres institutions autonomes mais toutefois interdépendantes qui composent le système. Nous devons prendre soin de tenir compte des préoccupations des autres sans pour autant sembler vouloir nous immiscer dans des affaires qui ne relèvent pas de notre compétence. C'est certes difficile à concilier, compte tenu que nous devons aussi rendre compte aux organismes centraux, à l'Assemblée législative et au grand public d'une saine gestion financière et de nos choix en matière de programmes et de politiques. Nous devons donc faire très attention à la façon dont nous abordons le changement dans cet environnement complexe.

Compte tenu de ces défis, j'ai formulé un conseil en deux volets à l'intention de la Division des services aux tribunaux. Premièrement, je crois que nous devons miser sur des changements modestes, qui seront mis en œuvre à petite échelle et dont les bienfaits se feront sentir progressivement. Je suis entièrement d'accord pour voir grand, mais il nous faut commencer petit à petit. Je suis convaincu qu'une série de petites mesures efficaces nous permettra d'atteindre plus sûrement nos objectifs qu'une réforme systémique et radicale.

Deuxièmement, j'ai conseillé à la Division de définir des initiatives qui misent sur nos points forts. Les initiatives qui s'inscrivent dans notre infrastructure actuelle et évitent de trop perturber nos méthodes de travail courantes sont plus susceptibles d'être bien accueillies par le personnel et par ceux et celles avec qui nous travaillons dans les tribunaux.

Je félicite la Division pour l'élaboration d'un plan quinquennal qui incorpore cette stratégie de changement, ainsi que des progrès qu'elle a accomplis au cours de la première année de mise en œuvre du plan. J'ai très hâte de voir se dérouler ce processus de changement. Par ailleurs, étant donné que l'objectif principal de la Division des services aux tribunaux est de soutenir la prestation de services judiciaires de grande qualité au public, j'accueillerai avec plaisir les observations de ceux et celles qui liront ce rapport et qui s'intéressent à la progression de nos travaux.

Mark Freiman
Sous-procureur général
31 mars 2003

Communication de la sous-procureure générale adjointe

J'ai le plaisir de transmettre le Rapport annuel sur les activités de la Division des services aux tribunaux du ministère du Procureur général pour l'exercice commencé le 1er avril 2002 et terminé le 31 mars 2003.

La Division des services aux tribunaux est l'une des plus importantes divisions opérationnelles du gouvernement de l'Ontario. Nous avons pour mandat d'assurer la gestion de tribunaux entièrement fonctionnels et dotés de tout l'effectif nécessaire dans plus de 250 endroits de la province. Entre autres, nous fournissons des services d'information publique et de dépôt de documents aux greffes des tribunaux, maintenons les dossiers des tribunaux, assurons un soutien en salles d'audience à la magistrature, gérons le système de jury, assurons la prestation des programmes de médiation pour les affaires de droit civil et de droit de la famille et mettons à exécution les ordonnances du tribunal.

Le système judiciaire de l'Ontario possède de nombreux points forts, mais son atout principal est la grande compétence des femmes et des hommes qui oeuvrent quotidiennement dans l'administration des services des tribunaux. Les juges compétents et impartiaux ainsi que les avocats dévoués et très talentueux de l'Ontario continuent d'offrir conseils et orientation au ministère. Les excellents rapports de travail qui existent entre la magistrature, les avocats et le ministère sont essentiels pour assurer le maintien de l'un des meilleurs systèmes judiciaires dans le monde. La Division des services aux tribunaux est fière de soutenir les efforts de collaboration de ces participants autonomes mais toutefois interdépendants du système de la justice.

L'étendue du territoire ontarien pose assurément des défis à l'administration des services des tribunaux. Nous partageons les préoccupations de la population au sujet de l'accès, des délais et de la complexité du système judiciaire. Nous prenons des mesures pour améliorer nos processus de planification et relever ces défis afin d'accroître l'efficacité, l'efficience et l'accessibilité des services des tribunaux en Ontario.

La Division a mis au point un processus de planification détaillé pour maintenir ses activités axées sur les résultats. Notre plan quinquennal décrit les problèmes et les perspectives de la Division, établit des normes de service et énumère les initiatives que nous mettrons en œuvre pour atteindre ces normes. Le plan traduit les objectifs des administrateurs locaux des palais de justice de l'Ontario et a été élaboré en consultation avec la magistrature. Le perfectionnement de la main-d'œuvre, l'élargissement de l'accès aux services des tribunaux à l'aide de la technologie ainsi que le maintien et l'amélioration du réseau de palais de justice de la province sont au nombre des priorités décrites dans le plan.

Le Rapport annuel s'inscrit dans notre engagement continu d'améliorer l'exactitude, l'étendue et l'accessibilité des renseignements sur la Division des services aux tribunaux de l'Ontario et sur le fonctionnement des tribunaux de la province. Je suis convaincue que ce rapport présente une vue d'ensemble informative des programmes et des initiatives que nous mettons en œuvre pour assurer des services aux tribunaux modernes et professionnels qui favorisent la prestation de services judiciaires accessibles, équitables, rapides et efficaces.

Debra Paulseth
Sous-procureure générale adjointe
Division des services aux tribunaux
31 mars 2003

Photo (page ci-contre) : Cour de justice de l'Ontario, ancien hôtel de ville, Toronto

Chapitre 1

Présentation de la Division des services aux tribunaux

Mission

Le ministère du Procureur général est chargé de l'administration de la justice en Ontario. Au sein du ministère, la Division des services aux tribunaux (DST) est responsable de l'administration des tribunaux. Elle a comme mission d'assurer des services aux tribunaux modernes et professionnels qui favorisent la prestation de services judiciaires accessibles, équitables, rapides et efficaces.

Services de base

La DST gère le réseau de greffes le plus important et le plus achalandé du Canada et l'un des plus importants en Amérique du Nord. Nos services de base comprennent ce qui suit :

Services de greffe
La DST fournit des services de greffe dans plus de 250 collectivités de la province. Le personnel des greffes inscrit les dossiers au rôle selon les directives de la magistrature, maintient les dossiers du tribunal, renseigne le public et facilite la prestation des programmes clés dont le Programme d'aide aux victimes et aux témoins, le programme de libérations sous caution, le programme de tribunaux pour l'instruction des causes de violence conjugale et l'Aide juridique.

Soutien à la magistrature et en salles d'audience
La DST fournit un soutien administratif à tous les juges de la Cour d'appel, de la Cour supérieure de justice et de la Cour de justice de l'Ontario ainsi qu'aux juges de paix. Elle gère en outre le système des jurés et fournit un soutien en salles d'audience par le truchement de greffiers, de commis, de sténographes, de préposés à l'écoute et d'interprètes.

Programmes de médiation
La DST assure la prestation des services de médiation dans les tribunaux civils et de la famille. La médiation obligatoire dans les affaires de droit civil fait maintenant partie de la procédure des tribunaux civils à Ottawa, Toronto et Windsor. De même, toutes les Cours unifiées de la famille offrent des services de médiation sur une base volontaire dans l'ensemble de la province.

Services d'application
La DST administre le dépôt des brefs d'exécution, met à exécution les ordonnances civiles et gère la perception des amendes et des montants de dédommagement issus des poursuites intentées à l'égard des infractions criminelles.

Faits saillants de la rentrée des tribunaux

La cérémonie annuelle de rentrée des tribunaux est une occasion pour tous les membres de la communauté juridique de se pencher sur le travail effectué quotidiennement dans les tribunaux. Le 6 janvier 2003, le juge en chef McMurtry a présidé la cérémonie de rentrée des tribunaux de la province au palais de justice de la communauté urbaine de Toronto, sis au 361, avenue University. Des représentants de la magistrature, du Barreau, des gouvernements fédéral et provincial, des services de police, du clergé, des médias et des organismes de services sociaux participaient à la cérémonie. Dans son allocution aux juges en chef, le Procureur général David Young a mis l'accent sur l'engagement de l'Ontario d'assurer un système judiciaire accessible. « Redoublons nos efforts – chacun dans notre rôle et de concert – pour élargir l'accès à la justice dans notre province. Acceptons notre responsabilité d'assurer l'efficacité des lois et du système judiciaire pour tous les citoyens de l'Ontario et agissons en conséquence. » [Traduction]

« La rentrée des tribunaux est un rappel important du rôle crucial joué par l'administration de la justice comme fondement essentiel et irremplaçable d'une société démocratique. » [Traduction]

Allocution du juge en chef McMurtry à l'occasion de la rentrée des tribunaux, janvier 2003
Photo (page ci-contre) : Cour supérieure de justice, Kingston

La Division a pour mission d'assurer des services aux tribunaux modernes et professionnels qui favorisent la prestation de services judiciaires accessibles, équitables, rapides et efficaces.

Rôle de la sous-procureure générale adjointe, Division des services aux tribunaux

La sous-procureure générale adjointe, Division des services aux tribunaux, est responsable de l'administration générale des tribunaux de l'Ontario. Elle relève du sous-procureur général, lequel rend compte au Procureur général.

Structure régionale

Aux fins de la prestation des services aux tribunaux, l'Ontario se divise en six régions administratives.

Chaque région est chargée des fonctions suivantes :

- Assurer la prestation des services locaux de tribunaux de droit criminel, de droit civil et de droit de la famille
- Fournir des services d'information publique et de dépôt de documents
- Maintenir les dossiers, les pièces à conviction et les bases de données des tribunaux
- Fournir des services de soutien à la magistrature, y compris un soutien administratif et en salles d'audience
- Gérer le système de jury
- Assurer la prestation des programmes de médiation dans les affaires civiles et de droit de la famille
- Mettre à exécution les ordonnances du tribunal
- Gérer les amendes, les droits et honoraires et les fonds en fidéicommis
- Gérer les ressources humaines et financières régionales
- Élaborer et coordonner les plans pour les installations régionales
- Gérer les communications avec les intervenants régionaux
- Échanger des renseignements et des documents avec des organismes externes
- Recruter et former le personnel
- Mettre en œuvre les initiatives de la Division

Directrice de l'administration des tribunaux
Région du Centre-Est
Susan Lee

Directrice de l'administration des tribunaux
Région du Centre-Ouest
Joanne Spriet

Directeur de l'administration des tribunaux
Région de l'Est
Tom Fagan

Directeur de l'administration des tribunaux
Région du Nord
Jon Junkin*

Directrice de l'administration des tribunaux
Région de Toronto
Lori Newton

Directeur de l'administration des tribunaux
Région de l'Ouest
Len Griffiths

* En janvier 2003, Paul Langlois et Robert Gordon agissaient comme codirecteurs par intérim de la région du Nord pour Jon Junkin.

Directeurs régionaux

Chaque région est administrée par un directeur ou une directrice de l'administration des tribunaux, qui relève de la sous-procureure générale adjointe, Division des services aux tribunaux.

Portrait des régions

Centre-Est
Située au nord et à l'est de Toronto, la région du Centre-Est dessert un grand nombre de collectivités de la région du Grand Toronto. Le taux de croissance de la population de cette région est l'un des plus élevés au Canada.

Centre-Ouest
Desservant plus de 2,6 millions de résidents, la région du Centre-Ouest compte la plus grande population parmi les six régions de la DST. Elle comprend l'Aéroport international Pearson et de nombreuses collectivités de la région du Grand Toronto.

Est
La région de l'Est est la seconde en importance en Ontario du point de vue de la superficie et elle compte un grand nombre de francophones. La DST offre de nombreux services en français dans cette région.

Nord
La région du Nord comprend 70 % des terres de l'Ontario et 10 % de sa population. Les endroits éloignés, les conditions de voyage hivernales et les caractéristiques démographiques uniques de cette région posent de nombreux défis à la prestation des programmes. Le personnel des tribunaux, les membres de la magistrature et les avocats doivent parcourir régulièrement de grandes distances pour fournir des services communautaires dans les endroits éloignés.

La région compte un grand nombre de francophones et de populations autochtones. Les services des tribunaux sont fournis régulièrement en français, en ojibwa et en cri.

Toronto
La région de Toronto dessert la ville de Toronto et est la plus peuplée des régions de la DST avec une population d'environ 2,5 millions de personnes. Un immigrant sur quatre au Canada s'établit à Toronto et la région est une mosaïque d'ethnies.

La région de Toronto comprend un grand nombre de palais de justice à volume d'instances élevé et regroupe de nombreux participants clés du système judiciaire, dont la Cour d'appel de l'Ontario à Osgoode Hall, les bureaux des juges en chef de la Cour d'appel, de la Cour supérieure de justice et de la Cour de justice de l'Ontario, l'Assemblée législative provinciale, les bureaux de la *Provincial Law Society* (association professionnelle des avocats) ainsi qu'un grand nombre de cabinets juridiques importants.

Étant donné que la majorité des affaires de droit commercial de l'Ontario sont instruites à Toronto, il y a d'importantes ressources affectées à la gestion des affaires civiles dans la région, dont un effectif de protonotaires responsables de la gestion des causes. La région de Toronto administre en outre la première salle d'audience électronique de l'Ontario pour les affaires de droit commercial et autres affaires civiles sans jury.

Ouest
La région de l'Ouest couvre trois régions judiciaires et comprend Sarnia et Windsor, qui sont des points de passage frontaliers importants entre le Canada et les États-Unis. La grande quantité de camions sur les routes de cette région et le volume élevé de voyageurs frontaliers génèrent un grand nombre d'accusations liées à la circulation.

On trouve également dans la région de l'Ouest le *Central Jury Office* de l'Ontario, qui est chargé d'administrer la sélection des tableaux de jurés pour les tribunaux de la province.

« Je tiens à remercier tout notre personnel administratif et tous ceux et celles qui œuvrent dans les tribunaux de la province. Je salue tout le personnel de la Division des services aux tribunaux, dont le travail, effectué souvent dans des conditions difficiles et défavorables, est absolument essentiel au bon fonctionnement des tribunaux. » [Traduction]

Allocution du juge en chef Lennox à l'occasion de la rentrée des tribunaux, janvier 2003

Source :
Statistique Canada, Recensement 2001
La carte n'est pas à l'échelle.

Régions administratives de la Division des services aux tribunaux

Nord
Centre régional : Sudbury
Population : 786 443
Superficie (km²) : 802 379
Densité de population (au km²) : 0,98

Est
Centre régional : Ottawa
Population : 1 543 162
Superficie (km²) : 35 299
Densité de population (au km²) : 43,72

Centre-Est
Centre régional : Newmarket
Population : 1 953 928
Superficie (km²) : 25 810
Densité de population (au km²) : 75,70

Toronto
Centre régional : 720, rue Bay
Population : 2 481 494
Superficie (km²) : 630
Densité de population (au km²) : 3 938,88

Centre-Ouest
Centre régional : Hamilton
Population : 2 539 187
Superficie (km²) : 10 662
Densité de population (au km²) : 238,15

Ouest
Centre régional : London
Population : 2 105 832
Superficie (km²) : 32 876
Densité de population (au km²) : 64,05

Soutien interne

En septembre 2001, la DST a institué une nouvelle structure de bureau principal pour tenir compte de l'élargissement des responsabilités de la Division en matière d'élaboration de politiques, de projets, de lois et règlements et de programmes. Le bureau principal a été restructuré de manière à créer trois directions qui se partagent les responsabilités comme suit :

La **Direction de la planification interne** est chargée des tâches suivantes :

- S'occuper de la planification de la Division
- Gérer les ressources humaines et financières
- Élaborer des plans de technologie de l'information
- Recueillir les statistiques relatives aux tribunaux et en faire rapport
- Établir des mesures de rendement pour la Division et surveiller la conformité aux politiques et normes opérationnelles
- Coordonner les communications destinées au public
- Élaborer et diffuser les directives de la Division, les manuels opérationnels et les guides de formation du personnel
- Gérer les installations de la Division
- Soutenir le processus de nomination des juges, des juges de paix, des commissaires et des notaires
- Assurer la liaison avec les municipalités pour les affaires relevant de la *Loi sur les infractions provinciales*
- Mettre sur pied des équipes de projet de politique pour répondre aux défis du système judiciaire

La **Direction des politiques et des programmes en matière de droit criminel** est chargée des tâches suivantes :

- Élaborer, mettre en œuvre et gérer les initiatives en matière de législation, de réglementation et d'administration qui concernent le système de justice pénale
- Fournir un soutien en matière de politiques et de programmes au personnel des tribunaux de droit criminel
- Fournir un soutien et des avis juridiques à la haute direction sur les questions concernant les tribunaux de droit criminel
- Assurer le soutien des initiatives émanant de la Division du droit criminel du ministère
- Soutenir les initiatives visant à éliminer l'encombrement des rôles des tribunaux de droit criminel
- Gérer le projet d'examen des juges de paix

La **Direction des politiques et des programmes en matière de droit civil et de droit de la famille** est chargée des tâches suivantes :

- Élaborer, mettre en œuvre et gérer les initiatives en matière de législation, de réglementation et d'administration qui concernent le système de justice civile et de droit de la famille
- Fournir un soutien en matière de politiques et de programmes au personnel des tribunaux de droit civil et de droit de la famille
- Fournir un soutien et des avis juridiques à la haute direction sur les questions concernant les tribunaux de droit civil et de droit de la famille
- Élaborer, mettre en œuvre et gérer des stratégies de réforme de la justice civile pour réduire les frais et les délais dans le système de justice civile
- Gérer les services de médiation et d'information familiales
- Participer aux comités fédéraux-provinciaux-territoriaux en matière de droit de la famille et au comité des règles en matière de droit de la famille
- Négocier et surveiller le financement fédéral des services de justice à la famille

Directrices et directeurs ministériels

L'administration de chaque direction est assurée par une directrice ou un directeur depuis le bureau principal de la DST situé à Toronto. Les directrices et directeurs ministériels relèvent de la sous-procureure générale adjointe, Division des services aux tribunaux.

Directrice, Direction de la planification interne
Sandra Wain

Directrice, Direction des politiques et des programmes en matière de droit criminel
Tara Dier

Directrice, Direction des politiques et des programmes en matière de droit civil et de droit de la famille
Ann Merritt

Chapitre 2

Introduction aux tribunaux de l'Ontario

La *Loi sur les tribunaux judiciaires* constitue le cadre de la structure des tribunaux de la province. La Loi établit la compétence des trois cours provinciales : la Cour d'appel de l'Ontario, la Cour supérieure de justice et la Cour de justice de l'Ontario.

Photo : La Cour d'appel de l'Ontario à Osgoode Hall, Toronto

La Cour d'appel de l'Ontario

La Cour d'appel de l'Ontario est le plus haut tribunal d'archives de la province. Elle entend ce qui suit :

- Les appels en droit criminel pour les infractions majeures
- Les appels au civil des décisions définitives de la Cour supérieure de justice
- Les appels visant des jeunes
- Les appels de certaines décisions rendues par la Cour divisionnaire
- Les appels des détenus (les audiences ont lieu à Kingston, en Ontario)

La Cour d'appel siège à Osgoode Hall, à Toronto. Elle se compose d'un juge en chef de l'Ontario nommé par le gouvernement fédéral, d'un juge en chef adjoint de l'Ontario et de 20 autres juges. Les appels sont entendus par un ou trois juges suivant la nature de l'appel. On peut interjeter appel auprès de la Cour suprême du Canada des décisions rendues par la Cour d'appel. (La Cour suprême du Canada est administrée par le gouvernement fédéral conformément aux paragraphes 91 (27), 92(14) et 96-101 de la *Loi constitutionnelle*.)

La Cour supérieure de justice

La Cour supérieure de justice entend ce qui suit :

- Les poursuites en droit criminel pour les infractions majeures
- Certaines poursuites en droit criminel visant des jeunes
- Les appels en matière de déclaration sommaire de culpabilité de la Cour de justice de l'Ontario
- Les révisions en matière de mises en liberté sous caution
- Les actions civiles (les actions civiles portant sur une somme inférieure à 10 000 $ relèvent de la Cour des petites créances de la Cour supérieure.)
- Les affaires de droit de la famille comportant une demande de divorce, une revendication sur les biens, une demande de pension alimentaire pour enfants et conjoint ou une demande pour obtenir la garde des enfants et le droit de visite (dans les régions où il y a une Cour de la famille de la Cour supérieure de justice, la Cour supérieure entend toutes les affaires de droit de la famille, y compris celles intéressant la protection des enfants.)

La Cour supérieure de justice siège dans 49 emplacements permanents en Ontario. Elle est dirigée par un juge en chef de la Cour supérieure de justice nommé par le gouvernement fédéral, un juge en chef adjoint et par des juges principaux régionaux qui supervisent l'inscription des causes au rôle et les questions judiciaires dans leur région. Par ailleurs, la plupart des palais de justice de l'Ontario comptent aussi un juge administratif local qui supervise les questions d'administration judiciaire à cet endroit précis.

Cour de la famille

Dans certaines régions de l'Ontario, une Cour de la famille de la Cour supérieure de justice a été établie pour entendre toutes les affaires de droit de la famille, y compris les demandes de divorce, les demandes de séparation de biens, les questions touchant la protection des enfants, l'adoption, les demandes de pension alimentaire pour enfants et conjoint et les affaires intéresssant la garde d'enfants et le droit de visite. Les services spéciaux fournis par la Cour de la famille comprennent les centres d'information sur le droit de la famille, les centres de visites surveillées, les services de médiation et les séances d'information des parents.

Il y a une Cour de la famille dans 17 municipalités de la province. En l'absence d'une telle cour, la compétence sur les affaires de droit de la famille est répartie entre la Cour supérieure de justice et la Cour de justice de l'Ontario.

Cour divisionnaire
La Cour divisionnaire de la Cour supérieure de justice entend ce qui suit :

- Les appels et les révisions des décisions rendues par les organismes, les tribunaux et les commissions du gouvernement
- Certains appels en matière civile portant sur des montants inférieurs à 25 000 $

La Cour divisionnaire siège dans différents endroits de la province en comités de trois juges. Elle comprend le juge en chef de la Cour supérieure de justice, le juge en chef adjoint de la Cour supérieure de justice et d'autres juges de la Cour supérieure de justice nommés à la Cour divisionnaire.

Cour des petites créances
La Cour des petites créances de la Cour supérieure de justice entend les actions intentées au civil pour des montants ne dépassant pas 10 000 $. Certains juges de la Cour des petites créances sont nommés en permanence, mais la Cour est habituellement présidée par des avocats chevronnés qui sont nommés pour agir comme juges suppléants.

La Cour de justice de l'Ontario

Toutes les causes de droit criminel sont instruites à la Cour de justice de l'Ontario et plus de 95 % se règlent à cette cour. Les juges et les juges de paix de la Cour de l'Ontario siègent dans plus de 200 palais de justice de la province.

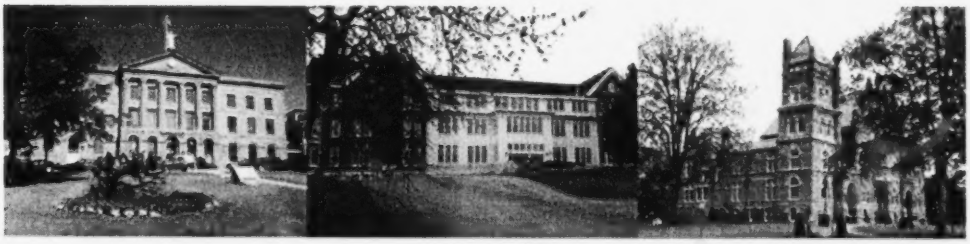
Les juges de la cour entendent ce qui suit :

- Les poursuites intentées au criminel pour des infractions majeures et des déclarations de culpabilité sommaires
- La plupart des poursuites en matière criminelle visant des jeunes
- Les appels de décisions rendues par les juges de paix en vertu de la *Loi sur les infractions provinciales*
- Les requêtes intéressant la protection des enfants, les affaires de droit de la famille comportant des requêtes pour obtenir la garde des enfants, le droit de visite, une pension alimentaire et les requêtes d'adoption, dans les régions où il n'y a pas de Cour de la famille de la Cour supérieure de justice

Les juges de paix entendent ce qui suit :

- Les enquêtes sur le cautionnement
- Les poursuites intentées pour des infractions provinciales

La cour est dirigée par un juge en chef de la Cour de justice de l'Ontario, un juge en chef adjoint, un juge en chef adjoint/coordonnateur des juges de paix, des juges principaux régionaux et des juges de paix principaux régionaux. La plupart des palais de justice de l'Ontario comptent également un juge administratif local qui supervise les aspects judiciaires de la cour à cet endroit précis.



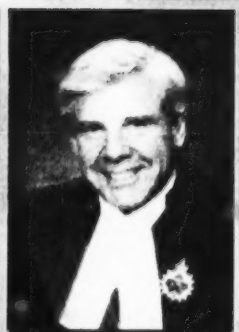
Montage photographique : Palais de justice à Brockville, Orillia et Woodstock

La magistrature

Juge en chef de l'Ontario
L'honorable
R. ROY McMURTRY

Juge en chef adjoint de l'Ontario
L'honorable
DENNIS R. O'CONNOR

Juge en chef de la Cour supérieure de justice
L'honorable
HEATHER FORSTER SMITH



Juge en chef adjoint de la Cour supérieure de justice
L'honorable
J. DOUGLAS CUNNINGHAM

Juge en chef de la Cour de justice de l'Ontario
L'honorable
BRIAN W. LENNOX

Juge en chef adjoint de la Cour de justice de l'Ontario
L'honorable
J. DAVID WAKE

Juge en chef adjoint de la Cour de justice de l'Ontario/ coordonnateur des juges de paix
L'honorable
DONALD A. EBBS

Effectif judiciaire (au 31 mars 2003)

Cour	Fonctionnaires judiciaires	Effectif
Cour d'appel de l'Ontario	Juges de la Cour d'appel de l'Ontario	22
Cour supérieure de justice	Juges de la Cour supérieure de justice	287
	Juges de la Cour des petites créances (temps plein)	3
	Juges de la Cour des petites créances (temps partiel)	5
Cour de justice de l'Ontario	Juges de la Cour de justice de l'Ontario (temps plein)	260
	Juges de la Cour de justice de l'Ontario (temps partiel)	32
	Juges de paix	317

Chapitre 3

Activité des tribunaux en 2002-2003

Tendances sur cinq ans

Les données statistiques sur l'activité des tribunaux proviennent du Réseau intégré d'information sur les infractions (RIII), qui est le système opérationnel de la DST pour les instances criminelles à la Cour de justice de l'Ontario, et du Système d'information statistique des tribunaux (SIST), qui est le système de suivi des causes en matière de droit civil et de droit de la famille et des instances criminelles à la Cour supérieure de justice. Les données issues du SIST sont beaucoup plus restreintes que celles provenant du RIII.

La DST a conçu un nouveau système de suivi des causes pour les affaires de droit civil et de droit de la famille, ainsi que pour les instances criminelles à la Cour supérieure et les poursuites à la Cour des petites créances et à la Cour divisionnaire. Ce système fait présentement l'objet d'un projet pilote dans quatre palais de justice; il est censé être déployé dans la province plus tard cette année. Le nouveau système est conçu expressément pour répondre aux besoins opérationnels et d'information de gestion de la DST; il fournira des données complètes sur le traitement des causes. Pour élaborer ce système, la DST a rassemblé tous les renseignements contenus dans le système de gestion des causes SUSTAIN à Toronto, Ottawa et Windsor, y compris les données sur le suivi des délais et sur l'ancienneté des causes. Le nouveau système contient également d'autres données importantes, notamment des renseignements détaillés sur les événements.

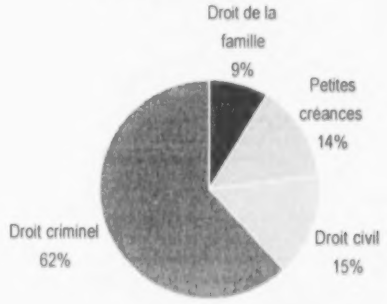
La DST étudie en outre des options pour améliorer le système de gestion des causes criminelles, notamment pour accroître l'exactitude et l'étendue des données provenant du RIII. D'autres mesures sont également instaurées pour améliorer l'exactitude, la portée et l'accessibilité de l'information de gestion de la DST.

On examine ci-après des tendances dont la DST assure actuellement le suivi pour tous les domaines de pratique. On trouvera dans l'annexe des définitions et des renseignements statistiques plus détaillés.

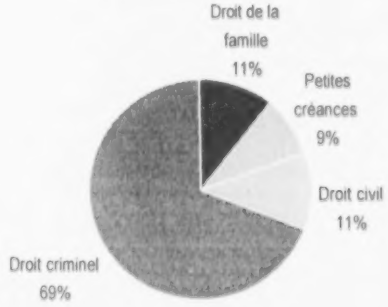
Nouvelles affaires reçues

Au cours des 10 dernières années, les affaires intéressant la Cour des petites créances et le droit civil ont diminué par rapport à l'activité totale des tribunaux, tandis que les affaires de droit de la famille et de droit criminel ont augmenté.

Nouvelles affaires reçues par domaine de pratique en 1993-1994



Nouvelles affaires reçues par domaine de pratique en 2002-2003



Les tribunaux de droit criminel

Accusations et actes d'accusation reçus

Au cours des cinq dernières années, le nombre d'accusations reçues à la Cour de justice de l'Ontario a augmenté de 13 % tandis que le nombre de décisions rendues à l'égard d'accusations s'est accru de 6 %. On note une hausse du nombre d'accusations reçues dans toutes les régions, alors que le nombre de décisions rendues à l'égard d'accusations a augmenté partout sauf dans les régions de Toronto et du Nord. Le nombre d'actes d'accusation reçus à la Cour supérieure de justice a diminué de 14 % et le nombre de décisions rendues, de 23 %.

Nombre d'événements

Dans l'ensemble, le nombre d'événements entendus dans les affaires de droit criminel a progressé de 29 % au cours des cinq dernières années. L'augmentation du nombre d'événements dépasse celle du nombre de nouvelles accusations reçues. En d'autres termes, l'instruction d'une cause exige en moyenne l'audition d'un plus grand nombre d'événements qu'au cours des années précédentes.

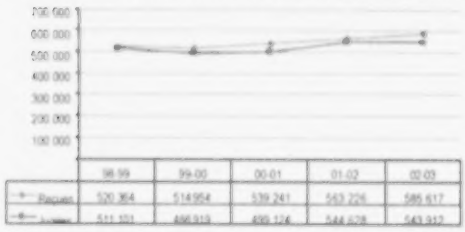
À la Cour de justice de l'Ontario, les événements ont enregistré une hausse de 29 % dans l'ensemble. Ils ont augmenté de façon marquée dans les régions du Centre-Est (44 %), du Centre-Ouest (49 %) et de l'Est (43 %). Dans les régions de l'Ouest et du Nord, les événements ont progressé de 35 % et 30 % respectivement, tandis qu'on note une hausse de 8 % dans la région de Toronto.

À la Cour supérieure de justice, les événements ont diminué de 1 %. Le nombre d'événements a reculé dans les régions du Nord (9 %), de Toronto (17 %) et de l'Ouest (22 %), tandis qu'il a progressé dans les régions du Centre-Est (4 %), du Centre-Ouest (23 %) et de l'Est (46 %).

Accusations et actes d'accusation en instance

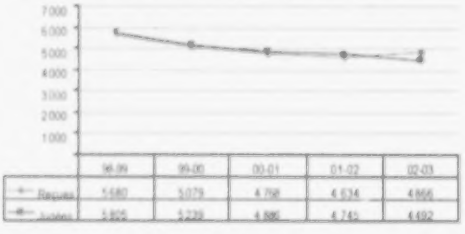
On note une augmentation générale du nombre d'accusations et d'actes d'accusation en instance au cours des cinq dernières années. Le nombre d'accusations en instance à la Cour de justice de l'Ontario a augmenté de 36 %, tandis que le nombre d'actes d'accusation en instance à la Cour supérieure de justice a progressé de 4 %.

Accusations reçues et jugées dans les tribunaux de droit criminel de la Cour de justice de l'Ontario, de 1998-1999 à 2002-2003



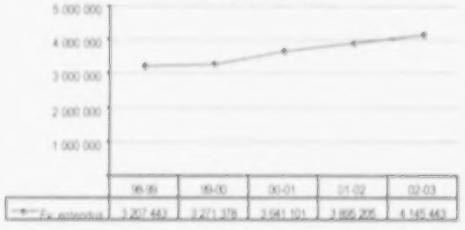
	98-99	99-00	00-01	01-02	02-03
Reçues	520 364	514 954	539 241	563 226	585 617
Jugées	511 101	496 319	499 124	544 678	543 912

Actes d'accusation et appels reçus et jugés dans les tribunaux de droit criminel de la Cour supérieure de justice, de 1998-1999 à 2002-2003



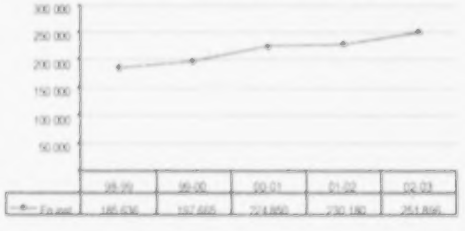
	98-99	99-00	00-01	01-02	02-03
Reçues	5 680	5 079	4 758	4 634	4 866
Jugées	5 805	5 229	4 886	4 745	4 692

Événements entendus dans les tribunaux de droit criminel de la Cour de justice de l'Ontario et de la Cour supérieure de justice, de 1998-1999 à 2002-2003



	98-99	99-00	00-01	01-02	02-03
Événements	3 207 443	3 271 379	3 541 101	3 895 205	4 145 443

Accusations et actes d'accusation en instance dans les tribunaux criminels de la Cour de justice de l'Ontario et de la Cour supérieure de justice, de 1998-1999 à 2002-2003



	98-99	99-00	00-01	01-02	02-03
En cours	185 636	197 665	224 890	230 180	251 896

Les tribunaux de droit civil

Nouvelles affaires

Le nombre de nouvelles causes civiles instruites à la Cour supérieure de justice a diminué de 2 % au cours des cinq dernières années. Cette baisse est en partie imputable au transfert, en juin 1998, de la Cour supérieure de justice au Tribunal du logement de l'Ontario, des affaires de location résidentielle relevant de la *Loi sur la location immobilière*. En revanche, les autres causes civiles ont augmenté de 11 % au cours de la même période, en partie à la suite de l'inclusion, à compter de 2001, des données sur les faillites et les affaires de droit commercial de la région de Toronto. Pour l'exercice 2002-2003, les demandes déposées en vertu de la règle 76 des *Règles de procédure civile* (procédure simplifiée) constituaient 23 % de toutes les demandes en droit civil déposées à la Cour supérieure.

Défenses déposées

Le nombre de demandes à l'égard desquelles une défense a été déposée par rapport aux nouvelles demandes déposées au cours d'une année donnée est passé de 36 % en 1998-1999 à 56 % en 2002-2003. Plus particulièrement, on note une augmentation de 76 % du nombre de défenses déposées dans la région de Toronto au cours de la période de cinq ans. On peut vraisemblablement attribuer cette hausse à la mise en œuvre intégrale de la règle 77 des *Règles de procédure civile* (gestion des causes civiles) dans la région de Toronto.

Nombre d'événements

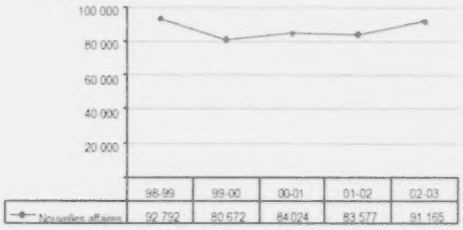
Le nombre d'événements total dans les affaires civiles a diminué de 1 % depuis 1998-1999; on note une baisse spectaculaire de 46 % dans la région du Centre-Est et de 51 % dans la région de l'Ouest. Les données pour Toronto indiquent une hausse de plus de 50 %; celle-ci est probablement imputable à l'inclusion des affaires de faillite et de droit commercial dans les données de la région de Toronto à compter de 2001-2002 et à la mise en œuvre intégrale de la gestion des causes en juillet 2001.

Le taux d'instructions se maintient à 2 % depuis 1998-1999, bien qu'on note une hausse marquée du nombre d'instructions dans la région de Toronto en 1999-2000 à la suite de la mise en œuvre au cours de cet exercice d'une stratégie visant à avancer les dates d'instruction.

Règlement par voie de médiation

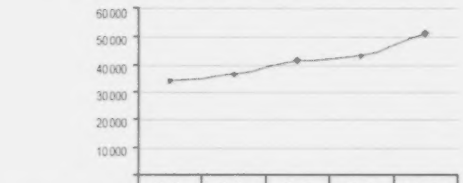
La médiation obligatoire fait partie de la gestion des causes civiles à Toronto et Ottawa (et à Windsor depuis 2003). À Toronto et Ottawa, les taux de règlement total pour les causes renvoyées à la médiation obligatoire se sont maintenus à 40 % environ.

Nouvelles affaires introduites dans les tribunaux civils de la Cour supérieure de justice, de 1998-1999 à 2002-2003



	98-99	99-00	00-01	01-02	02-03
Nouvelles affaires	92 792	80 672	84 024	83 577	91 165

Défenses déposées dans les tribunaux civils de la Cour supérieure de justice, de 1998-1999 à 2002-2003

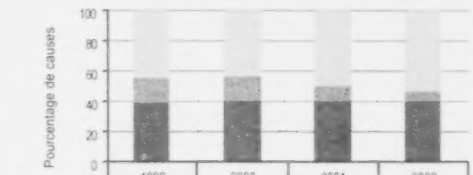


	98-99	99-00	00-01	01-02	02-03
Défenses déposées	33 796	36 368	41 363	43 232	51 125

Événements entendus dans les tribunaux civils de la Cour supérieure de justice, de 1998-1999 à 2002-2003

	98-99	99-00	00-01	01-02	02-03
Év. entendus	117 482	108 419	93 340	93 244	116 741

Taux de règlement par médiation des causes civiles à Toronto et Ottawa, de 1999 à 2002



	1999	2000	2001	2002
Aucun règl.	44.4	43.9	49.9	53.2
Règl. partiel	16.8	16.6	10.3	6.5
Règl. total	38.8	39.6	39.8	40.3

settlement

Les tribunaux de la famille

Conformément à ce qui a été dit précédemment, les affaires de droit de la famille sont entendues tant à la Cour de justice de l'Ontario qu'à la Cour supérieure de justice. À certains endroits, on a établi une Cour de la famille de la Cour supérieure de justice pour entendre toutes les affaires de droit de la famille. Il y a une Cour de la famille dans tous les palais de justice de la région du Centre-Est, dans la plupart de ceux de la région de l'Est et dans un petit nombre de palais de justice des régions du Centre-Ouest et de l'Ouest. L'expansion la plus récente de la Cour de la famille, en 1999, conjuguée à l'adoption des nouvelles *Règles en matière de droit de la famille* la même année, a eu une incidence importante sur les données des tribunaux. Ces changements ont eu un effet sur le volume des nouvelles affaires dans différents palais de justice ainsi que sur les procédures des tribunaux de la famille et sur les pratiques de codage.

Nouvelles affaires

Dans l'ensemble, le nombre de nouvelles affaires de droit de la famille a augmenté de 4 % au cours des cinq dernières années.

Les affaires de droit de la famille entendues à la Cour de justice de l'Ontario ont diminué de 28 %. Dans la région du Centre-Est, elles sont maintenant entendues exclusivement à la Cour de la famille de la Cour supérieure de justice. Les nouvelles affaires à la Cour de justice de l'Ontario ont diminué dans les régions de l'Est (69 %), du Centre-Ouest (36 %) et de Toronto (29 %). Dans les régions du Nord et de l'Ouest, le nombre de nouvelles affaires de droit de la famille a progressé de 37 % et 15 % respectivement.

La Cour supérieure de justice a enregistré une hausse de 37 % des nouvelles affaires de droit de la famille, en partie à la suite de l'expansion de la Cour de la famille en 1999. On note une augmentation de 96 % dans la région de l'Est et des hausses de plus de 50 % tant dans la région du Centre-Est que dans celle du Nord. La région de l'Ouest est la seule qui ait enregistré une diminution des nouvelles affaires (baisse de 7 %).

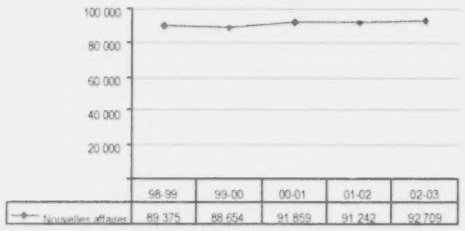
Nombre d'événements

Dans l'ensemble, le nombre d'événements entendus dans les affaires de droit de la famille a augmenté de 48 % au cours de la période de cinq ans.

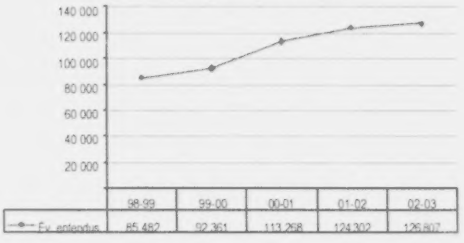
Le nombre d'événements entendus dans les affaires de droit de la famille à la Cour de justice de l'Ontario a grimpé de 6 %. Les régions de l'Ouest et du Nord ont enregistré les plus fortes hausses d'événements (109 % et 189 %) au cours de la période de cinq ans, alors que le nombre d'événements a diminué dans les autres régions. Dans la région du Centre-Est, le nombre d'événements a baissé à 0, ce qui représente la suite logique du transfert des dossiers de la Cour supérieure de Justice à la Cour de la famille. Le nombre d'événements a régressé de 65 % dans la région de l'Est, de 24 % dans celle du Centre-Ouest et de 31 % à Toronto.

Globalement, le nombre d'événements entendus dans les affaires de droit de la famille à la Cour supérieure de justice a augmenté de 70 %. Les événements dans la région du Centre-Est ont progressé de 140 %, tandis que la région de l'Est affichait une hausse de 88 %, à la suite de l'expansion de la Cour de la famille. La région du Nord est la seule qui ait enregistré une diminution du nombre d'événements, soit une baisse de 4 %.

Nouvelles affaires en droit de la famille à la Cour de justice de l'Ontario et à la Cour supérieure de justice, de 1998-1999 à 2002-2003



Événements entendus dans les affaires de droit de la famille à la Cour de justice de l'Ontario et à la Cour supérieure de justice, de 1998-1999 à 2002-2003

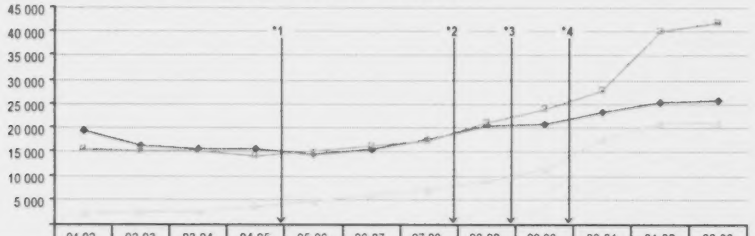


Affaires relevant de la *Loi sur les services à l'enfance et à la famille*

Le volume d'activité des tribunaux relevant de la *Loi sur les services à l'enfance et à la famille* augmente depuis 1995; on note une hausse des causes (78 %), des ordonnances prononcées (177 %) et des audiences inscrites au rôle (360 %). La Cour supérieure de justice a enregistré les plus fortes hausses d'activité, en partie à cause du transfert de causes de la Cour de justice de l'Ontario à la suite de l'expansion de la Cour de la famille en 1999. En revanche, on note une augmentation du nombre d'ordonnances prononcées et du nombre d'audiences inscrites au rôle à la Cour de justice de l'Ontario.

Le délai pour rendre une décision dans les causes relevant de la *Loi sur les services à l'enfance et à la famille* a augmenté constamment au cours de la période; les délais les plus longs ont été enregistrés dans les régions où il y a une Cour de la famille de la Cour supérieure de justice et dans la région de Toronto.

Activité des tribunaux relevant de la *Loi sur les services à l'enfance et à la famille* à la Cour de justice de l'Ontario et à la Cour supérieure de justice, de 1991-1992 à 2002-2003



	91-92	92-93	93-94	94-95	95-96	96-97	97-98	98-99	99-00	00-01	01-02	02-03
Enfants visés par des requêtes	19 292	16 196	15 807	15 813	14 483	15 612	17 711	20 627	20 750	23 384	25 429	25 765
Ordonnances prononcées/préparées	15 466	15 353	15 147	14 270	15 041	16 507	17 395	21 082	23 946	27 872	40 149	41 659
Audiences inscrites au rôle	2 228	2 593	2 705	3 644	4 628	6 127	7 009	9 100	11 270	17 741	21 107	21 289

Dates importantes :

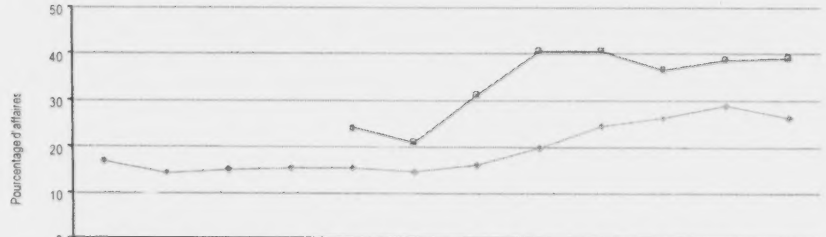
*1 Première expansion de la Cour de la famille de la Cour supérieure de justice

*2 Financement de 170 millions de dollars sur trois ans aux sociétés d'aide à l'enfance

*3 Financement ponctuel supplémentaire de 106 millions de dollars aux sociétés d'aide à l'enfance; nouvelle expansion de la Cour de la famille de la Cour supérieure de justice; mise en œuvre des nouvelles règles en matière de droit de la famille

*4 Financement supplémentaire de 237 millions de dollars aux sociétés d'aide à l'enfance; modifications de la *Loi sur les services à l'enfance et à la famille*

Pourcentage d'affaires relevant de la *Loi sur les services à l'enfance et à la famille* dans le cas desquelles la Cour de justice de l'Ontario et la Cour de la famille de la Cour supérieure de justice ont mis plus de quatre mois pour rendre une décision, de 1998-1999 à 2002-2003



	91-92	92-93	93-94	94-95	95-96	96-97	97-98	98-99	99-00	00-01	01-02	02-03
CJO-famille	16,8	14,3	15	15,3	15,3	14,6	15,9	19,6	24,3	26,1	28,8	26,4
CSJ-famille (CUF)	0	0	0	0	24	20,9	31	40,4	40,8	36,5	38,7	39,2

La Cour des petites créances

Sur la totalité des causes civiles introduites en 2002-2003, 45 % étaient des demandes concernant la Cour des petites créances.

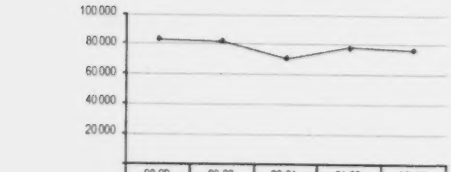
Nouvelles affaires

Le nombre de causes introduites à la Cour des petites créances a diminué de 9 % au cours de la période de cinq ans. La région du Nord a enregistré la plus forte baisse (18 %). Le nombre de demandes à l'égard desquelles une défense a été déposée en proportion du nombre de nouvelles demandes déposées au cours d'une année donnée est passé de 27 % à 33 % pendant la période de cinq ans. Le taux de jugements par défaut (jugements obtenus dans les cas où aucune défense n'a été déposée) a augmenté de 37 % à 39 %. En 2002-2003, 15 % des causes ont fait l'objet d'un procès.

Nombre d'événements

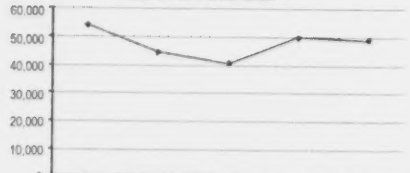
Le nombre d'événements entendus a fléchi de 9 %. Ici encore, la baisse la plus importante a été enregistrée dans la région du Nord (20 %). Le nombre d'enquêtes préliminaires inscrites au rôle a diminué de 7 % au cours de la période de cinq ans; il s'agit d'audiences tenues avant un procès pour assurer la divulgation de tous les faits et aid ies parties à régler les questions en litige et à se prépar er en vue du procès.

Nouvelles affaires à la Cour des petites créances, de 1998-1999 à 2002-2003



	98-99	99-00	00-01	01-02	02-03
Nouvelles affaires	83 345	82 177	70 462	77 466	75 790

Événements entendus à la Cour des petites créances, de 1998-1999 à 2002-2003



	98/99	99/00	00/01	01/02	02/03
Év. Entendus	53 897	44 210	40 576	49 779	49 032

La Cour d'appel

Les données relatives à la Cour d'appel sont recueillies par année civile.

Appels en matière criminelle

Le nombre d'appels interjetés en matière criminelle a diminué de 24 % entre 1998 et 2002. Le nombre de décisions rendues sur les appels en matière criminelle a régressé de 22 % au cours de la même période. Le nombre d'appels en instance au début de chaque année civile a chuté de 21 %.

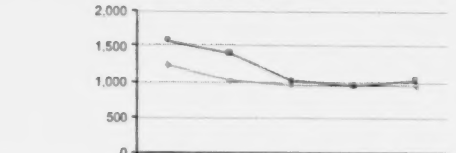
Appels en matière civile

Le nombre d'appels interjetés en matière civile a diminué de 24 % entre 1998 et 2002. Le nombre de décisions rendues sur les appels en matière civile a régressé de 35 % au cours de la même période. Le nombre d'appels en instance au début de chaque année civile a chuté de 46 %.

Appels en matière criminelle qui ont été déposés et sur lesquels une décision a été rendue à la Cour d'appel de l'Ontario, de 1998 à 2002

	1998	1999	2000	2001	2002
Appels déposés	1 147	1 159	1 164	966	873
Décisions rendues	1 219	1 104	1 289	1 151	960

Appels en matière civile qui ont été déposés et sur lesquels une décision a été rendue à la Cour d'appel de l'Ontario, de 1998 à 2002



	1998	1999	2000	2001	2002
Appels déposés	1 232	1 002	953	948	939
Décisions rendues	1 568	1 389	1 013	934	1 015

Chapitre 4

Survol des activités de 2002-2003

Les tribunaux de droit criminel

Initiative visant à réduire l'encombrement des rôles
L'initiative visant à réduire l'encombrement des rôles est un projet conjoint de la DST, de la Division du droit criminel et de la magistrature de la Cour de justice de l'Ontario. Elle consiste à affecter des ressources spéciales à la réduction de l'arriéré des causes criminelles, surtout dans les tribunaux de la région du Grand Toronto. Chaque tribunal visé par l'initiative se voit affecter un supplément de procureurs de la Couronne et de juges ainsi que du personnel de soutien aux tribunaux, pour des périodes maximales de six mois. En 2002-2003, les ressources spéciales ont été dirigées vers Brampton, North York, Oshawa et Scarborough. En 2003-2004, elles seront affectées à la réduction de l'encombrement des rôles à Newmarket, Ottawa et Brampton.

Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents
La *Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents* (projet de loi C-7), adoptée le 1er avril 2003, a modifié considérablement le fonctionnement du système de justice pour les jeunes. La loi met l'accent sur la réhabilitation des jeunes contrevenants dans la collectivité, élargit les critères dont il faut tenir compte dans les enquêtes sur le cautionnement, instaure de nouveaux genres de peines et transforme la procédure visant à obtenir une peine applicable aux adultes.

Transfert de l'administration de la *Loi sur les infractions provinciales*
La *Loi sur les infractions provinciales* (LIP) régit les infractions qui ne relèvent pas du *Code criminel*, telles que les infractions aux règlements concernant le stationnement, la circulation et les permis de vente d'alcool, ainsi que les infractions punissables en vertu de la *Loi sur la santé et la sécurité au travail* et de la *Loi sur la protection de l'environnement*. Dans le cadre du projet de transfert de la LIP, les municipalités se sont vu confier la responsabilité d'administrer toutes les infractions relevant de la LIP et d'intenter des poursuites à l'égard de certaines d'entre elles. La province continue d'assurer la qualité de l'ensemble du système judiciaire et d'intenter les poursuites à l'égard des infractions graves intéressant la LIP.

Le projet de transfert a été mené à bien le 25 février 2002. La rationalisation du système permet aux municipalités de tirer des recettes des amendes imposées en vertu de la LIP, leur accorde le pouvoir sur les questions qui ont une incidence sur leur collectivité et permet par ailleurs à la province de concentrer ses ressources sur les affaires criminelles plus graves.

Sommet de la justice : initiative visant à éliminer l'arriéré de causes criminelles
Le sous-procureur général et les juges en chef de la Cour supérieure de justice et de la Cour de justice de l'Ontario ont convoqué de concert un sommet de la justice (Justice Summit) au début de 2002 pour traiter de l'augmentation croissante de l'arriéré des causes criminelles et des affaires intéressant la protection des enfants. Le sommet a réuni des représentants de la magistrature, du Barreau, du ministère du Procureur général, du Bureau de l'avocat des enfants, d'Aide juridique Ontario, des sociétés d'aide à l'enfance et du ministère des Services à la collectivité, à la famille et à l'enfance. Dans le cadre du sommet, des comités ont été créés pour étudier les questions de cautionnement et de renvoi et pour se pencher sur les améliorations pouvant être apportées à l'inscription des causes criminelles aux rôles.

Les participants du sommet se sont réunis de nouveau en février 2003. Le comité chargé de l'étude des questions de cautionnement et de renvoi a présenté un rapport sur ses initiatives et doit maintenant élaborer des plans de mise en œuvre. Les travaux du comité responsable de l'examen des améliorations à apporter à l'inscription des causes criminelles aux rôles progressent.

Les tribunaux de droit civil

Stratégie visant à réformer le système de justice civile
La gestion des causes et la médiation obligatoire sont deux composantes de la stratégie du ministère pour réformer le système de justice civile afin de réduire les délais et les frais inutiles du système de justice civile.

Gestion des causes civiles
Dans le cadre de la gestion des causes, le tribunal supervise la progression des affaires pour favoriser un règlement rapide. Les délais concernant les événements clés d'une affaire sont établis dans la règle 77 des *Règles de procédure civile.*
La gestion des causes aux termes de la règle 77 est en vigueur à Ottawa et à Toronto depuis 1997. En juillet 2001, son application à Toronto est passée de 25 % à 100 %. À Windsor, la gestion des causes a été instaurée en 1990 aux termes d'une règle différente. La règle 77 est entrée en vigueur à Windsor en décembre 2002.

Médiation obligatoire
Établi en vertu de la règle 24.1 des *Règles de procédure civile,* le programme de médiation obligatoire de l'Ontario vise à aider les parties à régler leur cause à une étape préliminaire de la procédure judiciaire et à économiser ainsi temps et argent. Aux termes de la règle 24.1, les parties à la plupart des causes civiles, autres que les causes de droit de la famille, régies par le système de gestion des causes, sont renvoyées à une séance de médiation dans les 90 jours suivant le dépôt de la première défense.

Le programme de médiation obligatoire a été lancé en 1999 à Toronto et Ottawa sous la forme d'un projet pilote. Il est devenu permanent en juillet 2001 à la suite d'une évaluation indépendante de deux ans qui a confirmé l'effet positif de la médiation sur la rapidité du déroulement, les frais et les résultats des affaires civiles. En janvier 2003, la médiation obligatoire a atteint un taux de règlement total ou partiel de 50 %, dépassant ainsi l'objectif de 40 % que s'était fixé le ministère. Le programme est entré en vigueur à Windsor en décembre 2002.

Modifications des règles de procédure civile
Le Comité des règles de procédure civile est un comité réglementaire composé de représentants de la magistrature, du Barreau et du ministère du Procureur général. Le Comité a le pouvoir d'établir des règles concernant la procédure dans toutes les instances civiles de la Cour d'appel et de la Cour supérieure de justice. En 2002-2003, le Comité des règles de procédure civile a approuvé des modifications visant à étendre la gestion des causes et la médiation obligatoire au comté d'Essex (Windsor), à élargir l'éventail de motions pouvant être entendues par un greffier, à clarifier les dispositions concernant les dépens et à réduire le nombre de documents à déposer dans le cadre d'un appel.

Règle relative à la procédure simplifiée
La *règle relative à la procédure simplifiée* (règle 76 des *Règles de procédure civile)* vise à résoudre les problèmes de dépens et de retards dans les causes civiles portant sur des montants relativement peu élevés. La procédure rationalisée réduit le nombre de procédures préalables à l'instruction, applique des délais obligatoires et élimine les interrogatoires préalables oraux et écrits. La *règle relative à la procédure simplifiée* a été instaurée en mars 1996 comme projet pilote pour les causes portant sur des montants maximums de 25 000 $. À la suite d'une évaluation positive, la règle 76 est devenue permanente en janvier 2001. La compétence monétaire de la règle a été majorée à 50 000 $ en janvier 2002.

Cour des petites créances
Le 2 avril 2001, la compétence monétaire de la Cour des petites créances est passée de 6 000 $ à 10 000 $, ce qui correspond à la compétence en vigueur en Colombie-Britannique et en Nouvelle-Écosse. Le ministère continue de surveiller l'incidence de cette augmentation. Par ailleurs, des représentants du ministère ont participé aux travaux du sous-comité des règles de la Cour des petites créances. Le sous-comité, qui relève du Comité des règles de procédure civile, a entrepris de réviser les règles de la Cour des petites créances et étudiera notamment la possibilité d'imposer à l'échelle de la province la tenue de conférences en vue d'une transaction et des délais de rejet automatique.

Réforme du processus d'enquête préalable
Le gouvernement de l'Ontario et la Cour supérieure de justice ont nommé un groupe de travail chargé d'examiner l'efficacité du processus ontarien d'enquête préalable, de déterminer les problèmes et de faire des recommandations en vue d'une réforme. Dans le cadre de l'exécution de son mandat, le groupe de travail a consulté des représentants de la magistrature et du Barreau dans l'ensemble de la province, rassemblé des données quantitatives et qualitatives et examiné les processus d'enquête préalable en vigueur à l'extérieur de l'Ontario. Le groupe de travail est censé présenter son rapport final avant le printemps 2003.

Les tribunaux de la famille

Services de médiation familiale
Les services de médiation familiale offrent une médiation volontaire des litiges qui découlent d'une rupture de la famille. En 2002-2003, la médiation familiale a atteint un taux de règlement de 78 %, soit un règlement total dans 62 % des cas et partiel, dans 16 % des cas. De nouveaux contrats de médiation ont été conclus avec des fournisseurs de services d'information et de médiation familiales.

Satisfaction de la clientèle à l'égard des services
Les sondages de satisfaction de la clientèle réalisés pour 2002-2003 indiquent un taux de satisfaction de 90 % à l'égard des services de médiation familiale, de 98 % en ce qui concerne les centres d'information sur le droit de la famille et de 100 % pour les séances d'information des parents.

Sommet de la justice : initiative visant à éliminer l'arriéré des affaires intéressant la protection des enfants
En plus de se pencher sur la réduction de l'encombrement des rôles des tribunaux de droit criminel, le sommet de la justice tenu en 2002 visait à remédier à l'augmentation constante de l'arriéré des affaires intéressant la protection des enfants en Ontario. Convoqué de concert par le sous-procureur général et les juges en chef de la Cour supérieure de justice et de la Cour de justice de l'Ontario, le sommet comptait des représentants de la magistrature, du Barreau, du ministère du Procureur général, du Bureau de l'avocat des enfants, d'Aide juridique Ontario, des sociétés d'aide à l'enfance et du ministère des Services à la collectivité, à la famille et à l'enfance. Des groupes de travail mis sur pied à cette occasion ont traité de la protection des enfants et des pratiques exemplaires ainsi que du recours à la technologie pour gérer les affaires intéressant la protection des enfants.

Lors d'une nouvelle réunion des participants du sommet en février 2003, les groupes de travail ont présenté un rapport sur leurs initiatives et doivent maintenant élaborer des plans de mise en œuvre.

Modifications des règles en matière de droit de la famille
Le Comité des règles en matière de droit de la famille est un comité réglementaire composé de représentants de la magistrature, du Barreau et du ministère du Procureur général, qui a le pouvoir d'établir des règles de procédure pour les tribunaux de la famille de l'Ontario. En 2002-2003, le Comité a approuvé des modifications visant à réduire les délais de traitement des affaires intéressant la protection des enfants, à adopter des formules d'état financier moins compliquées, à clarifier le traitement des causes portant sur l'adoption et à mettre en œuvre la *Loi sur les ordonnances alimentaires d'exécution réciproque*.

Modifications de la *Loi sur le divorce*
En décembre 2002, le gouvernement fédéral a apporté des modifications à la *Loi sur le divorce* pour éliminer les termes garde des enfants et droit de visite. La DST participera à la mise en œuvre fédérale-provinciale-territoriale de ces modifications après leur adoption par le Parlement fédéral. L'Ontario étudie en outre la pertinence d'apporter des modifications semblables à la *Loi sur le droit de la famille*.

Expansion possible de la Cour de la famille
En 2002, le gouvernement fédéral a annoncé 62 nouvelles nominations à la magistrature des Cours unifiées de la famille dans l'ensemble du Canada. De concert avec la magistrature et le gouvernement fédéral, la DST examine la possibilité d'ajouter d'autres Cours de la famille de la Cour supérieure de justice en Ontario.

Photos : Tribune de la magistrature, Cour de justice de l'Ontario, ancien hôtel de ville, Toronto; tribune de la magistrature, Cour supérieure de justice, Thunder Bay

Chapitre 5 :

Initiatives de la Division en 2002-2003

Modernisation de la prestation des services

Salle d'audience électronique modèle
En 2002-2003, la DST a installé une salle d'audience électronique modèle à la Cour supérieure de justice au 393, avenue University, à Toronto. On y fera l'essai de la technologie au tribunal dans les affaires de droit commercial et autres affaires de droit civil sans jury. La technologie servira à :

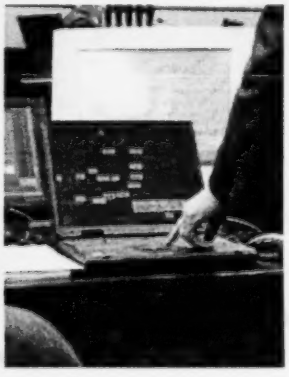
- la présentation numérique d'éléments de preuve et d'arguments
- la comparution à distance des avocats, des témoins et des interprètes par vidéo et téléconférence
- la tenue d'audiences transfrontières simultanées

La mise à l'essai de la salle d'audience électronique se poursuivra au cours du printemps 2003.

En février 2002, la DST s'est par ailleurs affiliée à *Courtroom 21*, un tribunal d'essai de technologies de pointe conçu par le U.S. National Centre for State Courts (centre national américain des tribunaux d'État) et le College of William and Mary. L'affiliation permettra à la DST d'avoir accès aux connaissances et à l'expérience acquises par d'autres compétences dans l'utilisation de technologies de pointe dans les tribunaux.

Projet de tableaux d'affichage
Les personnes qui visitent les tribunaux ont souvent besoin d'aide pour repérer l'endroit où se déroule l'instance à laquelle elles souhaitent assister. Le projet de tableaux d'affichage permettra aux usagers de trouver eux-mêmes ce renseignement grâce à l'affichage du rôle des salles d'audience sur de grands tableaux installés dans le hall des palais de justice.

Des tableaux d'affichage seront installés dans 18 palais de justice de la province, soit dans les villes de Barrie, Brampton, Cornwall, Hamilton, Kitchener, London, Milton, Newmarket, North Bay, Oshawa, Ottawa, Owen Sound, Sarnia, Sault Ste. Marie et Toronto. Le 31 mars 2003, la conception et la mise à l'essai étaient terminées. Les tableaux d'affichage devraient être installés au printemps 2003.



Photos : (à gauche) salle d'audience électronique modèle au 393, avenue University, à Toronto; (à droite) présentation électronique d'éléments de preuve par un avocat.

Nouveau système de suivi des causes judiciaires
Afin de moderniser la gestion des causes de la Cour supérieure dans les domaines criminel, civil, du droit de la famille et des petites créances, des causes de la Cour divisionnaire et des causes de droit de la famille de la Cour de l'Ontario, la DST a mis au point récemment un nouveau système de suivi électronique des causes judiciaires. Le système consigne les délais, permet au personnel d'inscrire au rôle par voie électronique les salles d'audience et les fonctionnaires judiciaires, crée une base de données électronique et améliore le compte rendu.

Au printemps 2003, la DST met à l'essai le nouveau système à Brantford, Sudbury et Oshawa/Whitby dans le cadre d'un projet pilote. La formation et la mise en œuvre progressive du système à l'échelle de la province se poursuivront en 2003-2004.

Système de renvois par vidéo
Un grand nombre de comparutions préliminaires en cour pénale sont des « renvois », suivant lesquels l'accusé est mis en détention provisoire en attendant son procès. Le Projet de mise en œuvre d'un système de renvois par vidéo permet à l'accusé de comparaître en cour par vidéoconférence depuis un poste de police ou un établissement correctionnel.

Le système de renvois par vidéo réduit le transport de détenus au tribunal, permet aux services de police de réaliser des économies et libère les cellules de détention provosoire des palais de justice. La troisième année du déploiement du système est terminée. Le 31 mars 2003, le système avait été installé dans 96 palais de justice, établissements correctionnels et postes de la Police provinciale de l'Ontario. Six installations sont prévues en 2003-2004. Les responsables du projet continuent de collaborer avec la Police provinciale de l'Ontario et les services de police des Premières nations pour coordonner les installations visiophoniques POTS (service téléphonique traditionnel) dans le but de fournir des services de vidéo dans les endroits éloignés de la province.

Modernisation des télécommunications
Le projet de modernisation des télécommunications du ministère du Procureur général a été entrepris pour répondre à la nécessité de mettre à niveau l'infrastructure téléphonique désuète partout dans la province afin d'améliorer la conformité du ministère à la Stratégie en matière de qualité des services mise en œuvre par l'Ontario.

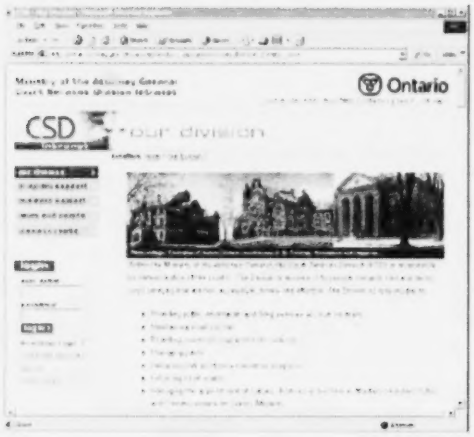
Au cours de 2002-2003, les travaux de modernisation des télécommunications se sont poursuivis aux palais de justice de Barrie, Ottawa, Sault Ste. Marie, St. Catharines, Peterborough, L'Orignal, Dryden et Sioux Lookout.

« Déterminé à moderniser le système judiciaire, le gouvernement a recours à une technologie de pointe afin de mieux servir le public et de permettre un partage approprié des renseignements entre les principaux partenaires du domaine de la justice. »

Plan d'activités 2002-2003 du ministère du Procureur général

Amélioration du soutien au personnel et des communications internes

L'intranet de la Division des services aux tribunaux
En 2001-2002, la Direction de la planification interne a créé et lancé un nouvel intranet pour la DST. Ce site est le principal moyen de communication entre le bureau principal de la DST et les régions. Il comprend plus de 1 800 pages Web, notamment les directives de la Division, des guides à jour, des formulaires électroniques et d'autres communications de la DST. Le site reçoit plus de 25 000 requêtes de fichiers par jour.



Guides de procédure
La Direction de la planification interne a lancé le projet de rédaction de guides en 2001-2002 pour remédier aux lacunes sur le plan des ressources destinées au personnel régional, à la détérioration des normes de services communs et aux écarts dans les procédures judiciaires qui sont en vigueur dans la province. Dans le cadre du projet, la Direction entreprend de réécrire ou de créer plus de 30 guides de procédure judiciaire.

Mis à la disposition du personnel sur le site intranet de la DST, les nouveaux guides :

- présentent l'information de façon claire et lisible
- fournissent des liens électroniques aux formulaires et aux lois requis à des fins d'autorisation légale
- incorporent toutes les directives de la DST
- demeurent à jour, puisqu'il est possible de les actualiser en temps réel a mesure que des modifications sont apportées aux politiques et aux procédures
- présentent les instructions étape par étape sous forme de schémas

Les guides sont élaborés en collaboration par des rédacteurs professionnels, des concepteurs, des spécialistes des secteurs d'activité, des groupes de discussion et des comités de révision.

Formulaires électroniques
La Direction de la planification interne s'emploie également à présenter en format électronique plus de 1 500 formulaires judiciaires. Le personnel des tribunaux pourra ainsi :

- Utiliser la version la plus récente des formulaires
- Remplir les formulaires par voie électronique
- Sauvegarder le contenu des formulaires à des fins de consultation

Produire les formulaires sur place, selon les besoins, et réaliser ainsi des économies importantes. Les formulaires sont reliés aux guides de procédure sur le site intranet de la DST pour permettre au personnel des tribunaux d'y accéder facilement.

Collaborer avec nos partenaires du secteur de la justice

Amélioration de l'éducation juridique publique
Le Réseau ontarien d'éducation juridique a vu le jour en 2002. Les juges en chef McMurtry, LeSage et Lennox en sont les administrateurs fondateurs. Fruit de l'activité du groupe de travail sur l'éducation juridique publique, le Réseau est une entreprise en collaboration dont l'objectif est de favoriser la connaissance du système judiciaire dans le public.

Les membres de la DST ont joué un rôle déterminant dans le lancement de cette initiative de vulgarisation de la justice. Des comités locaux ont été créés dans un grand nombre de palais de justice de l'Ontario pour faciliter l'éducation du public par des bénévoles du système judiciaire et permettre de rejoindre un plus grand public. Grâce au programme « Salles d'audience et salles de classe », plus de 30 000 étudiantes et étudiants de l'Ontario ont pu prendre part à des séances interactives avec divers participants du système judiciaire.

En août 2002, le Réseau ontarien d'éducation juridique a présenté le premier Institut juridique d'été à l'intention des enseignantes et enseignants des écoles secondaires. Donné à Osgoode Hall, le programme de deux jours, qui a remporté beaucoup de succès, comprenait des séances au tribunal et fournissait aux enseignantes et enseignants du matériel pour faire connaître les valeurs qui sous-tendent le système de la justice aux élèves de 10e année qui suivent des cours d'éducation civique.

Justice Ontario – services internationaux
Justice Ontario – services internationaux est le service de consultation international du ministère du Procureur général. S'inspirant de l'expérience que le gouvernement de l'Ontario a acquise en assurant le fonctionnement de l'un des plus vastes systèmes judiciaires d'Amérique du Nord, Justice Ontario – services internationaux aide les gouvernements clients à concevoir des systèmes judiciaires équitables, impartiaux, accessibles et efficients et à en assurer le fonctionnement.

Dans le cadre de Justice Ontario, la DST a commencé à élaborer des programmes de formation internationale personnalisée sur l'administration des tribunaux. Il s'agit de modules qui passeront progressivement des fondements des lois et des politiques aux aspects pratiques tels que la gestion des dossiers, la gestion des causes, la gestion financière, les pratiques de vérification, les relations de travail et le soutien en salles d'audience.

Information de gestion
Les statistiques de la DST, recueillies par le personnel des tribunaux dans l'ensemble de la province, représentent la plus importante source de données statistiques utilisée par le ministère du Procureur général. La DST perfectionne continuellement ses systèmes d'information de gestion pour :

- Améliorer l'exactitude, la portée et l'accessibilité des statistiques sur les tribunaux
- Présenter en ligne les statistiques sur les tribunaux
- Produire des rapports statistiques courants
- Permettre la production de rapports personnalisés
- Faciliter la prise de décisions stratégiques éclairées dans l'ensemble du ministère
- Fournir des données aux tribunaux pour les aider dans la gestion de leurs dossiers.

« Le Réseau ontarien d'éducation juridique est une tribune permanente qui permet aux participants du système judiciaire, aux éducateurs, aux représentants de la collectivité et à d'autres intéressés d'aider les gens à se familiariser avec le système judiciaire et de dialoguer avec le public pour assurer le soutien d'un système de justice attentif et inclusif.»
[Traduction]

Allocution du juge en chef Smith à l'occasion de la rentrée des tribunaux, janvier 2003

Investir dans les installations judiciaires
Depuis 1996, l'Ontario a affecté 269 millions de dollars au programme de construction de palais de justice, qui est axé sur l'unification des tribunaux de la Cour supérieure de justice et de la Cour de justice de l'Ontario. Les projets de construction de palais de justice sont terminés à Brampton, Cornwall, Hamilton, Owen Sound, Toronto (tribunaux de droit civil et de droit de la famille), Welland et Windsor et sont en cours à Chatham, Brockville et Pembroke.

Les autres investissements en immobilisations du ministère sont de plus petite envergure et portent principalement sur le réaménagement et la réparation des installations judiciaires existantes pour répondre aux besoins de santé, de sûreté et de sécurité.

	Superficie louée (pi²)	Superficie appartenant au gouvernement (pi²)	Superficie totale (pi²)
Centre-Est	267 915	325 214	593 129
Centre-Ouest	244 177	735 578	979 755
Est	293 649	332 266	625 915
Nord	102 588	450 684	553 272
Toronto	1 207 683	626 213	1 833 896
Ouest	363 128	555 944	919 072
Province - total	**2 479 140**	**3 025 899**	**5 505 039**

Projets de construction de palais de justice en 2002-2003

Brockville : Unification des tribunaux de la Cour de justice de l'Ontario et de la Cour supérieure de justice dans un palais de justice patrimonial rénové comptant cinq salles d'audience, à un coût estimatif de 14,1 millions de dollars. Des coûts de 5,3 millions de dollars ont été engagés en 2002-2003.

Chatham : Unification des tribunaux de la Cour de justice de l'Ontario et de la Cour supérieure de justice dans un palais de justice rénové comptant six salles d'audience, à un coût estimatif de 12,9 millions de dollars. Des coûts de 6,7 millions de dollars ont été engagés en 2002-2003. La construction est censée se terminer au printemps 2003 et le palais de justice devrait accueillir ses premiers occupants à l'été 2003.

Owen Sound : Unification des tribunaux de la Cour de justice de l'Ontario et de la Cour supérieure de justice dans un nouveau palais de justice comptant cinq salles d'audience, à un coût estimatif de 16,5 millions de dollars. Des coûts de 5,6 millions de dollars ont été engagés en 2002-2003. Le nouveau palais de justice unifié a ouvert ses portes le 3 février 2003.

Pembroke : Unification prévue des tribunaux de la Cour de justice de l'Ontario et de la Cour supérieure de justice dans le palais de justice historique sis au 297, rue Pembroke Est. Le coût prévu des travaux de rénovation de ce palais de justice qui compte cinq salles d'audience s'élève à plus de 15 millions de dollars.

Toronto : Fermeture de l'installation située au 80 The East Mall et ouverture d'un nouveau palais de justice au 2201, avenue Finch Ouest. Le nouvel établissement compte 11 salles d'audience et a ouvert ses portes le 29 juillet 2002; des services de sécurité améliorés pour les cellules de détention provisoire y ont été ajoutés le 3 mars 2003. Le coût de construction total s'élevait à 29 millions de dollars; 14,3 millions de dollars ont été engagés en 2002-2003.

Montage photographique de palais de justice de l'Ontario : (rangée du haut) Ottawa, Gore Bay, Napanee; (rangée du centre) Barrie, Thunder Bay, Brampton; (rangée du bas) Picton, Sarnia, L'Orignal

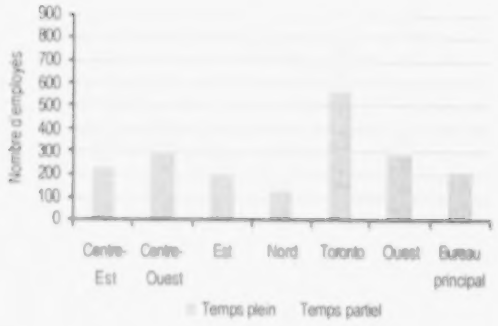
Chapitre 6

Rapport sur les ressources

Ressources humaines par région

Au 31 mars 2003

	Temps plein	Temps partiel	Total
Centre-Est	227	150,1	377,1
Centre-Ouest	291	153,07	444,07
Est	199	82,81	281,81
Nord	123	83,56	206,56
Toronto	562	273,14	835,14
Ouest	289	114,39	403,39
Bureau principal	216	3,41	219,41
Grand Total	**1 907**	**860,48**	**2 767,48**



Recettes par région

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2003

	Centre-Est	Centre-Ouest	Est	Nord	Toronto	Ouest	Total
Droits et honoraires	11 628 901	13 193 099	6 193 672	3 721 082	18 926 443	10 735 314	64 398 511
Redevances des brefs	268 441	304 549	142 974	85 897	436 897	247 813	1 486 571
Ventes	56 547	46 259	31 398	18 000	67 934	22 087	242 225
Amendes	4 134 239	4 719 179	2 211 057	1 317 229	6 755 042	3 883 536	23 020 282
Remboursements*	2 031 368	2 304 606	1 081 927	650 008	3 306 122	1 875 273	11 249 304
Divers	207 384	286 239	98 595	114 396	393 497	197 653	1 297 764
Gouvernement du Canada	668 409	758 316	356 001	213 881	1 087 859	617 047	3 701 514
Total	**18 995 288**	**21 612 247**	**10 115 625**	**6 120 494**	**30 973 792**	**17 578 723**	**105 396 171 $**

* Remboursements provenant des emplacements autonomes

Remarque : Les recettes déclarées par le bureau principal de la DST ont été réparties entre les régions d'après le ratio des recettes régionales tirées des droits et honoraires aux recettes totales de la province.

État des dépenses

Pour les exercices terminés les 31 mars 2003, 2002, 2001, 2000 et 1999.

	2002-2003	2001-2002	2000-2001	1999-2000	1998-1999
FONCTIONNEMENT					
Administration de la justice					
Ces coûts concernent l'inscription des dossiers au rôle, le maintien des dossiers du tribunal, la perception des amendes et des droits et honoraires, la mise à exécution des ordonnances civiles, la fourniture de renseignements sur la justice au public, la fourniture d'un soutien en salles d'audience et la facilitation de la prestation d'autres services liés à la justice.					
Traitements et salaires	115 936 979	106 578 528	106 353 355	103 834 474	98 880 644
Avantages sociaux	24 263 650	19 927 339	20 191 671	21 223 560	21 246 782
Transports et communications	9 287 613	10 593 787	8 417 883	7 928 776	7 948 507
Services	34 987 409	34 175 841	40 542 429	28 933 817	28 212 230
Fournitures et matériel	10 324 333	10 153 350	11 561 171	7 444 835	9 075 175
Paiements de transfert (aux Bibliothèques de droit de comté et de district à la Subvention – Service d'orientation aux familles de Frontenac et au Juge en chef de l'Ontario – Conférences et colloques)	118 146	172 269	64 673	86 100	86 100
	194 918 130	181 601 114	187 131 182	169 451 562	165 449 438
Services judiciaires					
Ces coûts comprennent la rémunération des juges et des juges de paix de la Cour de l'Ontario et des fonctionnaires quasi-judiciaires de la Cour supérieure et la fourniture d'un soutien administratif judiciaire à la Cour de justice de l'Ontario et à la Cour supérieure de justice ainsi qu'à la Cour d'appel.					
Traitements et salaires	78 006 915	82 045 775	66 057 299	73 009 077	55 415 305
Avantages sociaux des employés et de la magistrature	18 778 633	18 474 129	17 703 681	22 542 389	16 588 843
Transports et communications	3 957 845	3 412 052	3 071 425	3 014 368	2 794 657
Services	5 164 147	4 467 310	4 590 871	5 341 260	3 894 183
Fournitures et matériel	721 348	769 982	3 232 495	3 384 600	1 188 358
Paiements de transfert (à l'Institut national de la magistrature, à la Bibliothèque des juges, au Juge en chef de l'Ontario – Conférences et colloques et à l'Association des juges de paix)	158 551	135 464	135 464	138 764	139 329
	106 787 439	109 304 712	94 791 235	107 480 458	80 020 672
TOTAL – FONCTIONNEMENT	**301 705 569 $**	**290 905 826 $**	**281 922 417 $**	**276 932 020 $**	**245 470 110 $**
BUDGET DU FONCTIONNEMENT	306 003 900 $	305 548 800 $	290 257 500 $	278 516 900 $	246 184 300 $
IMMOBILISATIONS					
Construction de tribunaux					
Acquisition/construction de biens immobiliers	34 859 844	30 509 263	25 343 066	45 319 987	70 142 435
TOTAL – IMMOBILISATIONS	**34 859 844 $**	**30 509 263 $**	**25 343 066 $**	**45 319 987 $**	**70 142 435 $**
BUDGET DES IMMOBILISATIONS	34 861 000 $	33 313 400 $	55 507 300 $	54 074 600 $	88 500 000 $

Chapitre 7

Planifier l'avenir

Plan quinquennal de la Division des services aux tribunaux

La Division des services aux tribunaux (DST) a élaboré un plan quinquennal pour améliorer l'efficacité, l'efficience et l'accessibilité des services aux tribunaux. Le plan décrit :

- les objectifs opérationnels
- les normes de service
- les priorités pluriannuelles
- les besoins en matière de ressources
- les plans de mise en oeuvre

Le plan témoigne des objectifs des gestionnaires de première ligne des tribunaux et se veut une approche systématique pour améliorer certains aspects au moyen de stratégies axées sur les résultats.

Le plan tient compte des besoins en matière de ressources humaines en ce qui a trait aux effectifs et à la formation du personnel et expose une stratégie de base pour assurer le maintien des palais de justice dans l'ensemble de la province. Il énonce en outre les engagements précis pris par la DST sur le plan de la technologie pour assurer un traitement efficient des causes, fournir des renseignements de gestion exacts et contribuer à éliminer l'encombrement des rôles dans le domaine des causes de droit criminel et des affaires intéressant le bien-être de l'enfance.

Le processus de planification

En guise de première étape pour l'élaboration du plan, la DST a organisé une séance de planification stratégique à l'intention du comité de gestion de la Division au début de janvier 2002. À cette occasion, le comité a examiné deux questions préliminaires importantes : le rôle de l'efficience et d'autres valeurs dans la définition des normes de service pour les tribunaux et le rapport entre la DST et les autres participants du système judiciaire.

Cette séance a été suivie en mai 2002 d'une réunion des gestionnaires de la DST, des membres de la magistrature et du Barreau et d'autres participants chevronnés du système judiciaire. La réunion a servi à établir les priorités et les normes de service de la Division et à élaborer les éléments clés du plan quinquennal.

Le plan quinquennal qui suit est l'aboutissement des consultations supplémentaires tenues au cours de l'exercice 2002-2003 auprès de la magistrature et des intervenants de la DST. Le plan sera examiné et modifié tous les ans en consultation avec la magistrature, le Barreau et les autres usagers des tribunaux.

Photo : Hall de la Cour d'appel de l'Ontario à Osgoode Hall, Toronto

Mission, objectifs opérationnels et normes de service

Mission

Assurer des services aux tribunaux modernes et professionnels qui favorisent la prestation de services judiciaires accessibles, équitables, rapides et efficaces

Objectifs opérationnels

Traitement rapide et efficient des causes	Services accessibles	Prestation constante de services de grande qualité	Processus décisionnel responsable et efficace	Gestion efficiente des ressources

Normes de service

Les ressources des greffes et les salles d'audience entièrement fonctionnelles et dotées de tout le personnel nécessaire sont disponibles lorsqu'on en a besoin.	Les obstacles aux services fournis par la Division des services aux tribunaux sont définis et réduits ou éliminés.	Un effectif judiciaire professionnel et compétent fournit régulièrement des services responsables, avisés et courtois aux comptoirs et aux greffes des tribunaux, un soutien administratif et en salles d'audience de grande qualité à la magistrature et des services de mise à exécution efficaces.	Le plan quinquennal de la Division fournit une orientation stratégique pluriannuelle pour ses priorités.	Des modèles de ressources fournissent une base objective pour évaluer les besoins en personnel des salles d'audience et des greffes, l'effectif nécessaire de juges et de juges de paix pour la Cour de justice de l'Ontario, les budgets à allouer aux régions et les coûts privés/publics des procédures judiciaires.
La technologie des salles d'audience assure un traitement efficient des causes.	Le public et, plus particulièrement, les parties non représentées à la Cour de la famille et à la Cour des petites créances, peuvent accéder facilement aux services d'information.	La satisfaction de la clientèle à l'égard des services fait l'objet d'une surveillance continue au moyen de procédures relatives aux plaintes du public et de sondages.	Un plan opérationnel est publié au début de chaque exercice pour évaluer les défis à venir, les risques et les perspectives financières et pour définir et surveiller les engagements en matière de programmes au cours de l'exercice.	Les finances de la Division sont gérées conformément aux normes et aux politiques du Conseil de gestion et font l'objet d'un suivi mensuel pour s'assurer que la Division respecte son budget.
Les transcriptions des débats judiciaires sont produites rapidement et avec exactitude.	La technologie facilite l'accès aux renseignements, aux dossiers et aux rôles des tribunaux.	La Division respecte toutes les normes en matière de qualité des services.	Des rapports d'information de gestion sont mis à la disposition de la Division, du MPG, de la magistrature et d'autres intéressés pour faciliter l'examen continu des programmes et l'analyse des tendances du traitement des causes, les décisions relatives à l'affectation des ressources et la satisfaction de la clientèle à l'égard des services.	Les risques opérationnels et financiers sont rapidement définis et sont gérés de manière efficace.
Le dépôt des documents et l'entrée des données des tribunaux sont conformes aux règles, exacts et à jour dans tous les greffes.	La technologie permet la comparution à distance des parties et des témoins.	Les pratiques et programmes locaux, les programmes pilotes et les projets pilotes sont évalués à des fins d'application provinciale.	Un rapport annuel est publié à la fin de chaque exercice pour rendre compte des tendances sur le plan des causes, des réalisations de la Division et d'autres développements touchant les tribunaux.	Des stratégies ont été instaurées pour examiner les droits et les honoraires à intervalles réguliers et générer de nouvelles recettes s'il y a lieu.
Des pratiques de gestion efficientes des dossiers sont en vigueur dans tous les greffes.	Les liens électroniques entre les systèmes d'information répondent aux objectifs de sécurité publique.	Les cours municipales fournissent les services judiciaires relatifs à la *Loi sur les infractions provinciales*, conformément aux normes du ministère, au protocole d'entente et aux exigences de la loi.	Tous les programmes sont évalués selon un cycle de quatre ans.	Il existe des plans de gestion des biens pour toutes les ressources (p. ex., technologie, installations).
Le suivi électronique des causes permet d'assurer une surveillance continue du volume d'instances, du cheminement des causes et des décisions rendues à leur égard.	L'accès aux documents, aux dossiers et aux bases de données des tribunaux est géré par un cadre juridique et des principes directeurs.	Des services spécialisés sont offerts selon les besoins.	Le personnel du bureau principal et des bureaux régionaux collabore à l'élaboration et à la mise en œuvre des nouveaux programmes et des nouvelles politiques.	Il y a des politiques en vigueur pour assurer la perception des amendes impayées et des cautionnements dont la confiscation a été certifiée.
Des services de médiation sont offerts pour favoriser le règlement précoce des causes civiles et de droit de la famille.	Une stratégie de communications efficace est en vigueur pour informer les usagers des tribunaux des modifications apportées aux politiques et aux pratiques.	La Division a conclu des partenariats avec la communauté des affaires et d'autres organismes externes pour assurer la prestation de certains services.	La Division collabore avec les municipalités, la magistrature et le Barreau, les partenaires du secteur de la justice, les autres ministères et organismes et les autres divisions du MPG.	Les besoins et les ressources en matière de technologie sont définis et gérés de manière efficace.
Les règles et procédures des tribunaux favorisent le règlement rapide des causes et réduit les comparutions et les coûts inutiles.		La Division participe à des projets visant à fournir des services et une expertise judiciaires à la communauté internationale.	La Division possède une stratégie fédérale-provinciale-territoriale pour gérer l'effet des lois et des politiques fédérales sur les tribunaux de l'Ontario.	La Division collabore avec la Direction des installations pour assurer une gestion efficace des installations judiciaires et élaborer un plan stratégique pluriannuel pour la construction de futurs palais de justice.
La Division collabore avec la magistrature, le Barreau et les partenaires du secteur judiciaire à l'élimination de l'encombrement des rôles.			La Division a des liens avec des organismes externes pour cerner les nouveaux enjeux et définir les pratiques exemplaires et pour améliorer l'analyse des données des tribunaux.	
La Division participe aux révisions générales des lois et des politiques visant à améliorer le processus judiciaire.				

Initiatives

Objectif opérationnel n° 1 : traitement rapide et efficient des causes						
Norme de service	**Domaine de pratique**	**Initiative**	**2002-2003**	**2003-2004**	**2004-2005**	**2005-2006**
Les ressources des greffes et les salles d'audience entièrement fonctionnelles et dotées de tout le personnel nécessaire sont disponibles lorsqu'on en a besoin	Tous	Installer une salle d'audience électronique modèle à la Cour supérieure de justice au 393, avenue University, à Toronto, pour explorer l'utilisation de la technologie au tribunal (*terminé*)	✓			
La technologie des salles d'audience assure un traitement efficient des causes	Tous	Mettre à l'essai la salle d'audience électronique modèle sous forme de projet pilote	✓			
		Évaluer la salle d'audience électronique modèle				
		Examiner les règles et les pratiques relatives à la production des transcriptions des débats judiciaires (*terminé*)				
Les transcriptions des débats judiciaires sont produites rapidement et avec exactitude	Tous	Fixer des normes de délai pour la production et la transmission des transcriptions	✓			
		Élaborer des programmes de formation sur les principaux systèmes d'entrée de données				
Le dépôt des documents et l'entrée des données des tribunaux sont conformes aux règles, exacts et à jour dans tous les greffes	Tous	Offrir de la formation continue	✓			
		Rédiger de nouveaux guides pour tous les systèmes				
		Mettre régulièrement à jour les guides	✓			
		Examiner les méthodes de gestion des dossiers et les calendriers de conservation des dossiers et des pièces à conviction				
Des pratiques de gestion efficientes des dossiers sont en vigueur dans tous les greffes	Tous	Instaurer de nouvelles méthodes et de nouveaux calendriers pour la gestion des dossiers et former le personnel en conséquence				
		Assurer la conformité constante aux méthodes et aux calendriers et les mettre à jour au besoin				
		Concevoir et mettre à l'essai sous forme de projet pilote un nouveau système de suivi des causes pour les causes de la Cour supérieure de justice et les causes de droit de la famille de la Cour de justice de l'Ontario				
Le suivi électronique des causes permet d'assurer une surveillance continue du volume d'instances, du cheminement des causes et des décisions rendues à leur égard	Tous	Commencer à déployer le nouveau système de suivi des causes	✓			
		Concevoir un registre central pour les affaires successorales(*terminé*)				
		Déployer le registre central	✓			
		Élaborer des options pour améliorer le système de gestion des causes criminelles				
		Mettre en œuvre les améliorations du système de gestion des causes criminelles	✓			
		Atteindre un taux de règlement total ou partiel de 40 % des causes civiles renvoyées à la médiation				
	Civil	Évaluer l'efficacité du programme de médiation obligatoire au moyen de sondages	✓			
		Atteindre un taux de règlement total ou partiel de 60 % des causes renvoyées à la médiation familiale; assurer un suivi du taux de règlement				
		Atteindre un taux de règlement total ou partiel de 60 % des causes renvoyées à la médiation familiale; assurer un suivi du taux de règlement	✓			
		Conclure de nouvelles ententes avec les fournisseurs de services de médiation et d'information familiales (*terminé*)	✓			

Légende : Tous les domaines de pratique | Droit civil | Cour des petites créances | Droit de la famille | Droit criminel/LIP | ✓ = Exercice de réalisation de l'engagement

Objectif opérationnel n° 1 : traitement rapide et efficient des causes (suite)

Norme de service	Domaine de pratique	Initiative	2002-2003	2003-2004	2004-2005	2005-2006	
	Civil	Rassembler les données de base					
		Consulter la magistrature et le Barreau sur l'adoption de normes adéquates pour la Division des services aux tribunaux					
		Rassembler les données de base et établir des délais pour les jugements par défaut rendus par les greffiers					
		Assurer un suivi régulier des délais des jugements par défaut rendus par les greffiers					
		Rassembler les données de base et établir des délais pour l'émission des certificats de succession dans les requêtes successorales non contestées					
		Assurer un suivi régulier des délais pour l'émission des certificats dans les requêtes successorales non contestées					
		Participer au Comité des règles en matière civile					
		Étendre la gestion des causes et la médiation obligatoire au comté d'Essex (*terminé*)	✓				
		Participer au comité d'examen de la mise en œuvre de la gestion des causes de la région de Toronto	✓				
		Participer à l'examen des enquêtes préalables	✓				
		Soumettre un rapport final sur l'examen des enquêtes préalables; appuyer la mise en œuvre des recommandations					
		Examiner les répercussions des *règles relatives à la procédure simplifiée*					
	Petites créances	Rassembler les données de base					
		Consulter la magistrature et le Barreau sur l'adoption de normes adéquates pour la Division des services aux tribunaux					
		Rassembler les données de base et établir des délais pour les jugements par défaut rendus par les commis					
		Assurer un suivi régulier des délais des jugements par défaut rendus par les commis					
		Participer au sous-comité des règles de la Cour des petites créances					
		Participer à l'examen des règles de la Cour des petites créances, y compris de la possibilité d'imposer la tenue de conférences en vue d'une transaction à l'échelle de la province ainsi que des délais de rejet automatique	✓				
		Rassembler les données de base					
		Consulter la magistrature et le Barreau sur l'adoption de normes adéquates pour la Division des services aux tribunaux					
		Participer au Comité des règles en matière de droit de la famille					
		Participer à l'examen des règles et des formulaires en matière de droit de la famille					
		Participer à l'élargissement de l'application des règles en matière de droit de la famille à la Cour supérieure de justice					

Légende : Tous les domaines de pratique | Droit civil | Cour des petites créances | Droit de la famille | Droit criminel/LIP | ✓ = Exercice de réalisation de l'engagement

Objectif opérationnel n° 1 : traitement rapide et efficient des causes (suite)

Norme de service	Domaine de pratique	Initiative	2002-2003	2003-2004	2004-2005	2005-2006
Les règles et procédures des tribunaux favorisent le règlement rapide des causes et réduit les comparutions et les coûts inutiles (suite)	Cour d'appel – appels en matière civile/ familiale	Rassembler les données de base et établir des délais d'audience cibles, selon les directives de la Cour d'appel et en consultation avec les usagers				
		Assurer un suivi régulier du taux d'observation des délais d'audience				
	Cour d'appel – appels en matière criminelle	Atteindre un taux de 75 % des appels en matière criminelle entendus dans l'année où l'appel a été interjeté				
	Criminel-LIP	Rassembler les données de base				
		Consulter la magistrature et le Barreau sur l'adoption de normes adéquates pour la Division des services aux tribunaux				
		Participer au Comité des règles de la *Loi sur les infractions provinciales*	✓			
La Division collabore avec la magistrature, le Barreau et les partenaires du secteur judiciaire à l'élimination de l'encombrement des rôles	Famille	Participer au sommet de la justice (Justice Summit)	✓			
		Participer au comité et aux groupes de travail sur l'élimination de l'encombrement des rôles pour les affaires intéressant la protection des enfants	✓			
		Définir et recommander les pratiques exemplaires pour les affaires intéressant la protection des enfants (*terminé*)	✓			
		Participer à la mise en œuvre des pratiques exemplaires pour les affaires intéressant la protection des enfants				
	Criminel	Collaborer avec la magistrature et les procureurs de la Couronne à l'élaboration de stratégies visant à définir, à prévenir et à réduire l'encombrement des rôles pour les affaires pénales	✓			
		Appuyer l'établissement de tribunaux à Brampton, North York et Scarborough pour réduire l'encombrement des rôles ainsi que d'autres tribunaux dont l'emplacement reste à déterminer	✓			
		Participer aux groupes de travail du secteur pénal du sommet de la justice	✓			
		Préparer un rapport et des recommandations pour remédier à l'augmentation du nombre de comparutions dans les affaires de droit criminel				
		Établir des définitions de données normalisées pour la collecte de données sur les causes criminelles				
	Tous	Examiner et mettre en œuvre des modifications des lois, des politiques et des programmes aux paliers provincial et fédéral	✓			
	Famille	Se préparer en vue de la mise en œuvre de la *Loi sur la protection contre la violence familiale*	✓			
		Se préparer en vue de la mise en œuvre de la *Loi sur les ordonnances alimentaires d'exécution réciproque* (*terminé*)	✓			
		Mettre en œuvre les modifications de la *Loi sur le divorce* (après leur adoption)				
		Rationaliser la *Loi sur les infractions provinciales* de concert avec les municipalités				
		Participer à l'examen fédéral-provincial-territorial de la structure des cours criminelles de première instance	✓			

Légende | Tous les domaines de pratique | Droit civil | Cour des petites créances | Droit de la famille | Droit criminel/LIP | ✓ = Exercice de réalisation de l'engagement

Objectif opérationnel n° 2 : services accessibles

Norme de service	Domaine de pratique	Initiative	2002-2003	2003-2004	2004-2005	2005-2006
Les obstacles aux services fournis par la Division des services aux tribunaux sont définis et réduits ou éliminés	Tous	S'assurer que les installations judiciaires sont bien identifiées et qu'elles sont sécuritaires, sûres et faciles d'accès (p. ex., par les personnes handicapées et le grand public)	✓			
		S'assurer de la conformité au *Code des droits de la personne de l'Ontario*	✓			
		Assurer l'accès à des services en français et à des services d'interprète	✓			
		Évaluer l'incidence du barème actuel de droits et honoraires sur l'accès du public aux services et de toute proposition visant à les augmenter	✓			
		Passer en revue les formulaires, les documents destinés au public, les services et les sites Internet du secteur judiciaire et les rendre conformes à la *Loi sur les personnes handicapées de l'Ontario* (*terminé*)	✓			
		Rassembler des données de base sur les temps d'attente au comptoir (y compris à la Cour d'appel)				
		Instaurer des normes de temps d'attente au comptoir (y compris à la Cour d'appel)				
		Surveiller le respect des normes et des pratiques exemplaires en ce qui a trait aux temps d'attente au comptoir (y compris à la Cour d'appel)				
	Criminel	Négocier une entente avec le gouvernement fédéral sur la prestation de services en français pour les affaires relevant de la *Loi sur les contraventions* (*terminé*)	✓			
Le public et, plus particulièrement, les parties non représentées à la Cour de la famille et à la Cour des petites créances, peuvent accéder facilement aux services d'information	Tous	Participer au Réseau ontarien d'éducation juridique	✓			
		Examiner la qualité et la disponibilité des vidéos, des guides, des brochures, etc., du Réseau ontarien d'éducation juridique pour les parties non représentées				
		Créer un site Web pour le Réseau ontarien d'éducation juridique	✓			
		Réévaluer les besoins des parties qui plaident en personne, y compris à la Cour d'appel				
		Distribuer le matériel d'éducation du public dans un plus grand nombre d'endroits (p. ex., centres d'information du gouvernement, bibliothèques, organismes)	✓			
	Petites créances	Étudier les besoins en matière de séances/centres d'information publics sur la Cour des petites créances et envisager l'élaboration de documents Internet sur la Cour des petites créances	✓			
	Famille	Envisager l'expansion des centres d'information sur le droit de la famille	✓			
		Offrir des services d'information sur le droit de la famille dans tous les palais de justice (83)				
		Afficher de l'information sur les services des tribunaux sur le site Internet du ministère (p. ex., renseignements sur les ordonnances de non-publication, le processus de sélection des jurés, l'emplacement des palais de justice, les guides et les brochures et le processus de nomination des juges)	✓			
		Collaborer avec le Bureau des services communs à l'élaboration de documents complets sur les « événements de la vie » pour l'Internet (p. ex., renseignements complets à l'intention des conjoints qui divorcent)	✓			
		Afficher les formulaires judiciaires électroniques sur le site Internet du ministère	✓			
		Installer des tableaux d'affichage électroniques dans les palais de justice à volume d'instances élevé pour y afficher les rôles des tribunaux et d'autres renseignements				
		Examiner les options pour le dépôt électronique des documents judiciaires, le paiement des amendes et des droits et honoraires et l'accès aux dossiers et aux rôles des tribunaux	✓			

Légende : Tous les domaines de pratique | Droit civil | Cour des petites créances | Droit de la famille | Droit criminel/LIP | ✓ = Exercice de réalisation de l'engagement

Objectif opérationnel n° 2 : services accessibles (suite)

Norme de service	Domaine de pratique	Initiative	2002-2003	2003-2004	2004-2005	2005-2006
La technologie permet la comparution à distance des parties et des témoins	Tous	Envisager de recourir plus souvent à la technologie pour permettre davantage de comparutions à distance, en particulier dans le Nord de la province	✓			
		Élaborer des options pour permettre aux tribunaux du Nord de la province d'avoir accès à distance à des services d'interprète	✓			
		Étudier des options pour mener des évaluations procureur/client par vidéoconférence	✓			
		Faire l'essai de comparutions à distance dans la salle d'audience électronique modèle				
		Évaluer le recours aux comparutions à distance dans la salle d'audience électronique modèle, y compris l'incidence sur les procédures				
	Criminel-LIP	Étudier l'effet de la vidéoconférence (y compris les renvois par vidéo) sur l'encombrement des rôles des cours pénales et les délais pour rendre une décision, afin de déterminer l'orientation à adopter	✓			
		Élargir la disponibilité des télémandats pour les affaires relevant de la *Loi sur les infractions provinciales*	✓			
Les liens électroniques entre les systèmes d'information répondent aux objectifs de sécurité publique	Famille	Examiner si l'établissement de moyens d'échange de renseignements avec les sociétés d'aide à l'enfance, sous réserve des exigences de confidentialité, serait viable				
	Criminel-LIP	Établir des liens d'information sur la justice pénale avec les procureurs de la Couronne, les services de police, les services correctionnels				
		Améliorer les échanges de renseignements concernant la *Loi sur les infractions provinciales* entre les municipalités et le ministère des Transports				
L'accès aux documents, aux dossiers et aux bases de données des tribunaux est géré par un cadre juridique et des principes directeurs	Tous	Instaurer une politique et un cadre juridique pour assurer un équilibre entre le droit d'accès du public aux renseignements et aux services judiciaires et le droit à la confidentialité et à la protection de la vie privée. Cette politique doit être conforme aux règles prescrites (p. ex., *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée, Loi sur les tribunaux judiciaires, Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents, Loi sur les services à l'enfance et à la famille*), aux règles des tribunaux et aux politiques du ministère et de la fonction publique de l'Ontario				
		Évaluer la possibilité d'établir des canaux de communication électroniques et de faire une utilisation plus efficace des comités locaux de la magistrature et du Barreau, des comités des règles, des *Law Society Channels*, etc.	✓			

Légende : Tous les domaines de pratique | Droit civil | Cour des petites créances | Droit de la famille | Droit criminel/LIP | ✓ = Exercice de réalisation de l'engagement

Objectif opérationnel n° 3 : prestation constante de services de grande qualité

Norme de service	Domaine de pratique	Initiative	2002-2003	2003-2004	2004-2005	2005-2006	
Un effectif judiciaire professionnel et compétent fournit régulièrement des services responsables, avisés et courtois aux comptoirs et aux greffes des tribunaux, un soutien administratif et en salles d'audience de grande qualité à la magistrature et des services de mise à exécution efficaces.	Tous	Lancer l'intranet de la Division et de nouveaux guides de procédure électroniques pour favoriser l'uniformité des pratiques dans l'ensemble de la province *(terminé)*	✓				
		Assurer un soutien au personnel des tribunaux au moyen de l'actualisation constante des guides et des formulaires électroniques, de l'intranet, etc.,					
		Fournir de la formation lorsqu'il y a des changements dans les pratiques, dans les règles, dans les procédures, dans les lois et dans la technologie					
		Veiller à ce que les régions aient les ressources nécessaires pour fournir de la formation en permanence sur les programmes					
		Fournir de la formation sur la gestion des dossiers					
		Offrir des programmes de formation et de perfectionnement au personnel, y compris des programmes de niveau collégial ou universitaire, des programmes de mentorat et des possibilités de stage					
		Assurer la prestation de programmes de formation sur la *Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents*, la *Loi sur les ordonnances alimentaires d'exécution réciproque* et sur les services d'application *(terminé)*	✓				
		Examiner les besoins de dotation des salles d'audience et des greffes et trouver des solutions au taux de rotation élevé du personnel					
		Élaborer des plans de rendement pour tout le personnel					
		Mener des examens annuels du rendement de tout le personnel					
La satisfaction de la clientèle à l'égard des services fait l'objet d'une surveillance continue au moyen de procédures relatives aux plaintes du public et de sondages	Tous	Élaborer des procédures relatives aux plaintes et assurer le règlement rapide des plaintes du public					
		Assurer un suivi de tous les services et programmes des tribunaux au moyen de sondages réguliers de la satisfaction de la clientèle					
	Famille	Atteindre un taux de satisfaction de 80 % chez les usagers des centres d'information sur le droit de la famille, des services de médiation familiale et des séances d'information des parents, là où ces services sont offerts; assurer un suivi régulier du niveau de satisfaction					
		Respecter toutes les normes des appels téléphoniques (le personnel répond avant la troisième sonnerie, achemine les appels à la boîte vocale lorsqu'il n'est pas disponible, retourne tous les appels dans un délai d'un jour ouvrable et ne réachemine pas les appels plus d'une fois)					
		Respecter toutes les normes de la correspondance (le personnel répond à toute la correspondance dans un délai de 15 jours ouvrables)					
		Respecter toutes les normes de service au comptoir					
		Respecter toutes les normes de règlement des plaintes (le personnel répond aux plaintes et aux commentaires des clients dans un délai de deux jours ouvrables)					

Légende: Tous les domaines de pratique | Droit civil | Cour des petites créances | Droit de la famille | Droit criminel/LIP | ✓ = Exercice de réalisation de l'engagement

Objectif opérationnel n° 3 : prestation constante de services de grande qualité (suite)

Norme de service	Domaine de pratique	Initiative	2002-2003	2003-2004	2004-2005	2005-2006
Les pratiques et programmes locaux, les programmes pilotes et les projets pilotes sont évalués à des fins d'application provinciale	Civil	Examiner la gestion des causes et la médiation obligatoire à Toronto et surveiller ces activités à Windsor et Ottawa	✓			
	Petites créances	Examiner les règles de la Cour des petites créances pour évaluer la nécessité d'accroître l'uniformité des procédures préalables au procès dans l'ensemble de la province	✓			
	Famille	Examiner les règles en matière de droit de la famille pour évaluer la nécessité d'accroître l'uniformité des procédures et des pratiques des cours de la famille	✓			
		Envisager d'élargir l'application des règles en matière de droit de la famille à la Cour supérieure de justice (pour les cours autres que celles de la famille) *(terminé)*	✓			
		Élargir l'application des règles en matière de droit de la famille à la Cour supérieure de justice (pour les cours autres que celles de la famille)				
	Criminel	Évaluer la faisabilité, les répercussions et l'efficacité des pratiques exemplaires et des projets locaux aux fins d'application dans l'ensemble de la province	✓			
Les cours municipales fournissent les services judiciaires relatifs à la *Loi sur les infractions provinciales*, conformément aux normes du ministère, au protocole d'entente et aux exigences de la loi	Criminel-LIP	Créer un groupe pour étudier les questions de politique opérationnelle, le besoin de mieux communiquer les politiques du ministère, les exigences en matière de surveillance financière et de technologie				
		Engagement permanent				
Des services spécialisés sont offerts selon les besoins	Famille	Faire connaître les besoins de services spécialisés dans le Nord par l'entremise du groupe de travail du comité d'élimination de l'encombrement des rôles pour les affaires intéressant la protection des enfants *(terminé)*	✓			
		Participer à la mise en œuvre du rapport du Groupe de travail sur les questions nordiques				
	Criminel-LIP	De concert avec la magistrature, évaluer l'efficacité des tribunaux de droit criminel qui offrent des services spécialisés à certains endroits, notamment l'*Aboriginal Court*, les *Drug and Mental Health Courts*, les Tribunaux pour l'instruction des causes de violence conjugale, le Programme de formation de juges de paix autochtones				
La Division a conclu des partenariats avec la communauté des affaires et d'autres organismes externes pour assurer la prestation de certains services	Tous	Examiner constamment les possibilités de conclure d'autres partenariats	✓			
		Participation permanente	✓			

Légende : Tous les domaines de pratique | Droit civil | Cour des petites créances | Droit de la famille | Droit criminel/LIP | ✓ = Exercice de réalisation de l'engagement

Objectif opérationnel n° 4 : processus décisionnel responsable et efficace

Norme de service	Domaine de pratique	Initiative	2002-2003	2003-2004	2004-2005	2005-2006
Le plan quinquennal de la Division fournit une orientation stratégique pluriannuelle pour ses priorités	Tous	Mettre au point le plan quinquennal (*terminé*)	✓			
		Actualiser le plan quinquennal tous les ans, en consultation avec la magistrature, les avocats et les autres usagers des tribunaux				
Un plan opérationnel est publié au début de chaque exercice pour évaluer les défis à venir, les risques et les perspectives financières et pour définir et surveiller les engagements en matière de programmes au cours de l'exercice	Tous	Engagement permanent				
		Élaborer des plans opérationnels régionaux, selon les besoins				
Des rapports d'information de gestion sont mis à la disposition de la Division, du MPG, de la magistrature et d'autres intéressés pour faciliter l'examen continu des programmes et l'analyse des tendances du traitement des causes, les décisions relatives à l'affectation des ressources et la satisfaction de la clientèle à l'égard des services	Tous	Conclure une entente provinciale sur les définitions des données nécessaires pour établir des données de base				
		Créer une base de données provinciale et produire des rapports statistiques à intervalles réguliers				
		Mettre au point le mode de présentation des nouveaux rapports pour tous les domaines de pratique d'ici juin 2003 et mettre à jour les rapports à intervalles réguliers				
		Réviser les rapports de façon continuelle en réponse aux exigences des programmes et aux commentaires				
		Former le personnel à la collecte des données et à l'utilisation des outils de renseignement sur les activités pour produire des rapports personnalisés				
		Élaborer des sondages de satisfaction de la clientèle et les réviser de façon continuelle en réponse aux exigences des programmes et aux commentaires				
		Élaborer une base de données de recherche non statistiques pour les recherches sur les tendances sociales, économiques, démographiques et judiciaires, y compris sur les enjeux judiciaires et les pratiques exemplaires au Canada et à l'étranger				
		Collaborer avec la magistrature et les intervenants de la Division des services aux tribunaux et élaborer des partenariats de recherche pour renforcer la capacité d'analyse des données				
		Continuer de répondre aux demandes ponctuelles de données				
Un rapport annuel est publié à la fin de chaque exercice pour rendre compte des tendances sur le plan des causes, des réalisations de la Division et d'autres développements touchant les tribunaux	Tous	Mettre au point le mode de présentation du rapport annuel (*terminé*)	✓			
		Publier le premier Rapport annuel en juillet 2003				
		Engagement permanent				
Tous les programmes sont évalués selon un cycle de quatre ans	Tous	Préparer l'évaluation des services de soutien à la magistrature et des services d'application				
		Préparer l'évaluation du fonctionnement des tribunaux de droit criminel et du bureau principal				
		Préparer les évaluations du fonctionnement des tribunaux de droit civil et de droit de la famille				
		Créer des groupes opérationnels comme tribunes de discussion (*terminé*)	✓			
		Engagement permanent				

Légende : Tous les domaines de pratique | Droit civil | Cour des petites créances | Droit de la famille | Droit criminel/LIP | ✓ = Exercice de réalisation de l'engagement

Objectif opérationnel n° 4 : processus décisionnel responsable et efficace (suite)						
Norme de service	**Domaine de pratique**	**Initiative**	**2002-2003**	**2003-2004**	**2004-2005**	**2005-2006**
La Division collabore avec les municipalités, la magistrature et le Barreau, les partenaires du secteur de la justice, les autres ministères et organismes et les autres divisions du MPG	Tous	Établir des rapports de travail par le truchement du sommet de la justice, des comités d'élimination de l'encombrement des rôles, des comités locaux de la magistrature et du Barreau et des groupes de politique opérationnelle avec : – La magistrature et les avocats – Les partenaires du secteur de la justice et d'autres ministères (ministère de la Sûreté et de la Sécurité publique, ministère des Transports, Secrétariat du Conseil de gestion, ministère des Services à la collectivité, à la famille et à l'enfance) – Des organismes externes (services de police, sociétés d'aide à l'enfance, Aide juridique Ontario) – Les autres divisions du ministère du Procureur général (Division du droit criminel, le Bureau de l'avocat des enfants, les Services de gestion des installations, les directions de la planification financière, des ressources humaines et des politiques, les Services informatiques intégrés en matière de justice, les Services aux victimes) – SEEFPO, AEEGAPCO	✓			
		Rencontrer les comités consultatifs sur les normes en matière de services aux tribunaux une fois par année au sujet des normes et des pratiques exemplaires	✓			
		Transférer aux municipalités l'administration de la *Loi sur les infractions provinciales* et créer un rôle de soutien permanent (*terminé*)	✓			
The Division has a Federal-Provincial-Territorial strategy in place La Division possède une stratégie fédérale-provinciale-territoriale pour gérer l'effet des lois et des politiques fédérales sur les tribunaux de l'Ontario	Tous	Élaborer une stratégie fédérale-provinciale-territoriale à la Division pour gérer l'incidence des lois et des politiques fédérales sur les tribunaux de l'Ontario				
		Étudier la possibilité de créer un équivalent canadien du centre national américain des tribunaux d'État (U.S. National Center for State Courts)				
	Famille	Élaborer une stratégie pour répondre aux propositions fédérales concernant le financement sous forme de contribution et l'expansion des Cours unifiées de la famille				
		Participer au comité fédéral-provincial-territorial de coordination du droit de la famille des hauts fonctionnaires	✓			
		Obtenir les contributions du gouvernement fédéral au financement des programmes provinciaux et en rendre compte	✓			
	Criminel	Achever les négociations relatives à la *Loi sur les contraventions* avec le gouvernement fédéral (*terminé*)	✓			
		Surveiller l'incidence des modifications fédérales du Code criminel sur la charge de travail et les procédures des tribunaux				
		Participer à une étude de la structure des cours de première instance	✓			
		Mettre en œuvre le projet de loi C15A (modifications du *Code criminel*) et la *Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents*	✓			
		Miser sur les rapports avec l'Association des administrateurs judiciaires du Canada et le centre national américain des tribunaux d'État				
		Élaborer un plan pour conclure des partenariats avec des universités, des facultés de droit et d'autres organismes de recherche				
		Envisager la possibilité de fournir des données judiciaires à des fins de recherche				
		Envisager de faire connaître les intérêts de la Division en matière de recherche				
		Envisager de donner accès aux données et aux rapports de recherche de la Division moyennant des frais				

Légende : Tous les domaines de pratique | Droit civil | Cour des petites créances | Droit de la famille | Droit criminel/LIP | ✓ = Exercice de réalisation de l'engagement

Objectif opérationnel n° 5 : gestion efficiente des ressources

Norme de service	Domaine de pratique	Initiative	2002-2003	2003-2004	2004-2005	2005-2006
Des modèles de ressources fournissent une base objective pour évaluer les besoins en personnel des salles d'audience et des greffes, l'effectif nécessaire de juges et de juges de paix pour la Cour de justice de l'Ontario, les budgets à allouer aux régions et les coûts privés/publics des procédures judiciaires	Tous	Établir des normes de soutien avec la Cour supérieure (*terminé*)	✓			
		Terminer l'examen opérationnel des bureaux principaux des régions	✓			
		Établir des normes de soutien avec la Cour de l'Ontario				
		Examiner les besoins de dotation des greffes et des salles d'audience				
		Élaborer des indicateurs de charge de travail				
		Élaborer un modèle d'effectif pour la Cour de justice de l'Ontario de concert avec celle-ci				
		Examiner les budgets alloués aux régions				
		Concevoir un modèle d'évaluation des coûts privés/publics des procédures judiciaires				
		Incorporer les nouveaux besoins de ressources dans le Plan d'activités annuel et définir les économies, les mesures de compensation des nouvelles initiatives et les besoins en matière de ressources, s'il y a lieu				
		Créer un nouveau système de comptabilité des fonds en fidéicommis				
Les finances de la Division sont gérées conformément aux normes et aux politiques du Conseil de gestion et font l'objet d'un suivi mensuel pour s'assurer que la Division respecte son budget	Tous	Engagement permanent (suivi assuré par l'entremise du groupe de planification des activités)				
Les risques opérationnels et financiers sont rapidement définis et sont gérés de manière efficace	Tous	Engagement permanent (suivi assuré par l'entremise du groupe de planification des activités)				
Des stratégies ont été instaurées pour examiner les droits et les honoraires à intervalles réguliers et générer de nouvelles rec ettes s'il y a lieu	Tous	Élaborer une stratégie pour les droits et honoraires				
		Engagement permanent (suivi assuré par l'entremise des groupes des installations et des systèmes)				

Légende : Tous les domaines de pratique | Droit civil | Cour des petites créances | Droit de la famille | Droit criminel/LIP | ✓ = Exercice de réalisation de l'engagement

Objectif opérationnel n° 5 : gestion efficiente des ressources (suite)

Norme de service	Domaine de pratique	Initiative	2002-2003	2003-2004	2004-2005	2005-2006
Il y a des politiques en vigueur pour assurer la perception des amendes impayées et des cautionnements dont la confiscation a été certifiée	Tous	Transmettre électroniquement et à intervalles réguliers les renseignements sur les amendes impayées à l'unité responsable de la gestion de la perception (Collections Management Unit)				
		Assurer un suivi régulier des méthodes de perception du Conseil de gestion du gouvernement et consigner le montant perçu des amendes impayées et des cautionnements dont la confiscation a été certifiée				
Les besoins et les ressources en matière de technologie sont définis et gérés de manière efficace	Tous	Élaborer un plan de technologie stratégique pluriannuel pour définir les besoins en matière de ressources et fixer les délais des initiatives relatives à la technologie				
		Instaurer un système de suivi des actifs de technologie de l'information	✓			
		Élaborer un plan de soutien permanent des systèmes de gestion et de suivi des causes, y compris le système des greffes de la Cour d'appel	✓			
		Collaborer avec la Division des services informatiques intégrés en matière de justice et le Bureau du directeur général de l'information pour la fonction publique pour s'assurer que la technologie fournie à la magistrature et au personnel est moderne, efficace et sûre, qu'elle assure la protection des renseignements personnels et qu'elle est gérée de façon responsable et respectueuse de la confidentialité				
		Élaborer des politiques et des normes pour la distribution des ressources technologiques, y compris des protocoles d'entente avec les trois catégories de tribunaux				
		Créer une unité de planification des installations pour collaborer avec la Direction des installations à la gestion des immobilisations importantes (*terminé*)	✓			
		Élaborer un plan stratégique pluriannuel pour la gestion des immobilisations et des biens importants	✓			
		Suivi et planification stratégique assurés en permanence				
		Établir un nouveau plan d'immobilisations pour le cycle de planification des activités de 2004-2005				

Légende : Tous les domaines de pratique | Droit civil | Cour des petites créances | Droit de la famille | Droit criminel/LIP | ✓ = Exercice de réalisation de l'engagement

Annexe : Tendances sur cinq ans dans les tribunaux

Données statistiques pour les exercices
1998-1999 à 2002-2003

Cet ensemble de statistiques est différent des données annuelles que la Division publiait auparavant. Il présente les tendances que la Division consigne actuellement et répond aux questions qui nous sont fréquemment posées par les personnes et les organismes qui utilisent nos données.

Les données publiées antérieurement font présentement l'objet d'une mise à jour pour les exercices 2001-2002 et 2002-2003. La version révisée de ce rapport sera affichée sur le site Internet du ministère d'ici octobre 2003.

La Division a prévu un certain nombre d'initiatives pour améliorer la qualité, l'étendue et l'accessibilité des données statistiques sur les tribunaux et nous espérons être en mesure de fournir de meilleurs renseignements au fil de leur mise en œuvre.

Table des matières de l'annexe

Glossaire A1

Les tribunaux civils

Aperçu des affaires civiles par région A3
Affaires civiles reçues A4
Événements en matière civile entendus A6

Les tribunaux criminels

Cour de justice de l'Ontario – aperçu des affaires pénales par région A9
Cour de justice de l'Ontario – accusations reçues au criminel A10
Cour de justice de l'Ontario – accusations au criminel à l'égard desquelles une décision a été rendue A12
Cour de justice de l'Ontario – accusations en instance au criminel A14
Cour de justice de l'Ontario – événements entendus au criminel A16
Cour supérieure de justice – aperçu des affaires pénales par région A19
Cour supérieure de justice – actes d'accusation et appels reçus au criminel A20
Cour supérieure de justice – actes d'accusation et appels au criminel à l'égard desquels une décision a été rendue A22
Cour supérieure de justice – actes d'accusation et appels en instance au criminel A24
Cour supérieure de justice – événements entendus au criminel A26

Les tribunaux de la famille

Aperçu des affaires de droit de la famille par région (Cour supérieure de justice et Cour de justice de l'Ontario) A29
Affaires de droit de la famille reçues (Cour supérieure de justice et Cour de justice de l'Ontario) A30
Événements de droit de la famille entendus (Cour supérieure de justice et Cour de justice de l'Ontario) A32
Cour de justice de l'Ontario – aperçu des affaires de droit de la famille par région A35
Cour de justice de l'Ontario – affaires de droit de la famille reçues A36
Cour de justice de l'Ontario – événements de droit de la famille entendus A38
Cour supérieure de justice – aperçu des affaires de droit de la famille par région A41
Cour supérieure de justice – affaires de droit de la famille reçues A42
Cour supérieure de justice – événements de droit de la famille entendus A44

La Cour des petites créances

Cour des petites créances – aperçu des affaires par région A47
Cour des petites créances – demandes déposées A48
Cour des petites créances – événements entendus A50

La Cour d'appel

Cour d'appel – appels en matière criminelle A53
Cour d'appel – appels en matière civile A53

Appendix Glossary

SIST	Le Système d'information statistique des tribunaux (SIST) est un système informatique de bureau qui produit un rapport mensuel sur les activités de la Cour supérieure de justice (y compris la Cour des petites créances et la Cour de la famille) et sur les causes de droit de la famille de la Cour de justice de l'Ontario.
Civil	Les données en matière civile comprennent les affaires relevant de la *Motor Vehicle Act* et de la *Loi sur le privilège dans l'industrie de la construction*, les affaires en matière de succession et les autres affaires civiles introduites à la Cour supérieure de justice. Sont exclues les affaires relevant de la Cour des petites créances et les affaires de droit de la famille.
Criminel	Les données en matière criminelle comprennent toutes les infractions au *Code criminel*, à la *Loi réglementant certaines drogues et autres substances*, à la *Loi sur les stupéfiants* et à la *Loi sur les aliments et drogues* et d'autres infractions fédérales commises par des adultes et des jeunes. (Remarque : en mai 1997, la *Loi sur les stupéfiants* et des parties de la *Loi sur les aliments et drogues* ont été abrogées et remplacées par la *Loi réglementant certaines drogues et autres substances*.) Les données en matière criminelle de la Cour de justice de l'Ontario sont recueillies par accusation, tandis que celles pour la Cour supérieure de justice le sont par acte d'accusation. Les actes d'accusation reçus à la Cour supérieure de justice au cours des cinq dernières années comptaient en moyenne 3,5 accusations.
Famille	Les données en matière de famille comprennent toutes les causes relevant des lois suivantes, *Loi sur le droit de la famille*, *Loi portant réforme du droit de l'enfance*, *Loi sur le divorce*, *Loi sur les services à l'enfance et à la famille*, *Loi sur l'exécution réciproque d'ordonnances alimentaires*, et les autres causes de droit de la famille.
RIII	Le Réseau intégré d'information sur les infractions (RIII) est un système opérationnel qui consigne les accusations déposées à la Cour de justice de l'Ontario.
Petites créances	Les données en matière de petites créances comprennent toutes les affaires qui relèvent de la compétence de la Cour des petites créances (c.-à-d. les demandes civiles portant sur un montant maximum de 10 000 $, exception faite des demandes déposées en vertu de la *Loi sur le privilège dans l'industrie de la construction* et de toute autre affaire relevant de la compétence exclusive de la Cour supérieure de justice).

Aperçu des affaires civiles par région

Région	Exercice	Affaires reçues (2)	Événements entendus (3)
Centre-Est	1998-1999 (1)	12 524	8 705
	1999-2000	11 313	6 164
	2000-2001	10 849	6 081
	2001-2002	12 310	5 858
	2002-2003	13 059	4 737
Centre-Ouest	1998-1999 (1)	18 073	19 866
	1999-2000	17 065	18 118
	2000-2001	19 503	16 780
	2001-2002	18 262	17 091
	2002-2003	17 822	15 942
Est	1998-1999 (1)	9 316	13 658
	1999-2000	8 647	11 071
	2000-2001	8 860	11 217
	2001-2002	8 959	11 462
	2002-2003	8 962	11 368
Nord	1998-1999 (1)	5 719	5 328
	1999-2000	5 046	4 352
	2000-2001	4 898	4 085
	2001-2002	5 159	3 994
	2002-2003	5 663	4 220
Toronto	1998-1999 (1)	32 949	44 390
	1999-2000	26 450	48 022
	2000-2001	28 107	38 360
	2001-2002	27 419	41 142
	2002-2003	33 926	67 860
Ouest	1998-1999 (1)	14 211	25 535
	1999-2000	12 151	20 692
	2000-2001	11 807	16 817
	2001-2002	11 468	13 697
	2002-2003	11 733	12 614
Ontario	1998-1999 (1)	92 792	117 482
	1999-2000	80 672	108 419
	2000-2001	84 024	93 340
	2001-2002	83 577	93 244
	2002-2003	91 165	116 741

(1) Le 17 juin 1998, la compétence relative aux affaires de location résidentielle aux termes de la partie IV de la *Loi sur la location immobilière* a été transférée de la Cour supérieure de justice au Tribunal du logement de l'Ontario en vertu de la *Loi de 1997 sur la protection des locataires*. Les données ne sont plus recueillies.

(2) Comprend les déclarations, les avis d'action, les requêtes ainsi que les appels et les requêtes en révision judiciaire à la Cour divisionnaire. Les données ne comprennent pas les affaires intéressant la Cour des petites créances ni les affaires de droit de la famille.

(3) Comprend les procès, les conférences préparatoires aux procès, les conférences en vue d'une transaction, les motions, les conférences relatives à la cause, les audiences d'évaluation, les audiences sur l'état de l'instance, les renvois devant les protonotaires, l'homologation des comptes et les auditions d'appels.

SOURCE : SIST

Affaires civiles reçues (1)

Région	Lieu	98-99 (2)	99-00	00-01	01-02	02-03	Var. de 98-99 à 02-03	Var. en % de 98-99 à 02-03
Centre-Est	Barrie	2 173	1 942	2 112	2 041	2 196	23	1 %
	Bracebridge	546	543	376	348	345	-201	-37 %
	Cobourg	346	327	326	313	290	-56	-16 %
	Lindsay	367	403	307	310	323	-44	-12 %
	Newmarket	3 260	3 260	3 303	4 466	4 961	1 701	52 %
	Peterborough	687	591	561	572	652	-35	-5 %
	Whitby	5 145	4 247	3 864	4 260	4 292	-853	-17 %
Centre-Est, total		**12 524**	**11 313**	**10 849**	**12 310**	**13 059**	**535**	**4 %**
Centre-Ouest	Brampton	6 372	5 863	5 840	5 385	5 123	-1 249	-20 %
	Brantford	1 835	2 120	2 773	2 904	2 674	839	46 %
	Cayuga	373	231	248	203	186	-187	-50 %
	Hamilton	4 276	3 659	4 248	3 847	4 040	-236	-6 %
	Milton	2 569	2 801	3 681	2 954	2 660	91	4 %
	Orangeville	309	282	503	627	744	435	141 %
	Simcoe	303	273	281	313	220	-83	-27 %
	St. Catharines	1 205	1 082	1 032	1 102	1 163	-42	-3 %
	Welland	831	754	897	927	1 012	181	22 %
Centre-Ouest, total		**18 073**	**17 065**	**19 503**	**18 262**	**17 822**	**-251**	**-1 %**
Est	Belleville	552	570	534	498	667	115	21 %
	Brockville	491	369	345	354	377	-114	-23 %
	Cornwall	416	359	304	289	295	-121	-29 %
	Kingston	791	716	739	830	888	97	12 %
	L'Orignal	238	277	561	556	562	324	136 %
	Napanee	212	116	126	110	162	-50	-24 %
	Ottawa	5 832	5 595	5 547	5 497	5 233	-599	-10 %
	Pembroke	450	404	391	454	388	-62	-14 %
	Perth	239	203	224	296	287	48	20 %
	Picton	95	38	89	75	103	8	8 %
Est, total		**9 316**	**8 647**	**8 860**	**8 959**	**8 962**	**-354**	**-4 %**
Nord	Cochrane	561	578	589	493	528	-33	-6 %
	Fort Frances	118	91	98	96	104	-14	-12 %
	Gore Bay	50	43	61	50	47	-3	-6 %
	Haileybury	229	195	153	235	194	-35	-15 %
	Kenora	241	299	240	304	291	50	21 %
	North Bay	507	507	457	498	414	-93	-18 %
	Parry Sound	183	173	203	160	210	27	15 %
	Sault Ste. Marie	993	1 048	1 022	876	605	-388	-39 %
	Sudbury	1 557	1 006	1 198	1 593	1 900	343	22 %
	Thunder Bay	1 280	1 102	877	854	1 363	83	6 %
	Timmins	0	4	0	0	7	7	0 %
Nord, total		**5 719**	**5 046**	**4 898**	**5 159**	**5 663**	**-56**	**-1 %**

Région	Lieu	98-99 (2)	99-00	00-01	01-02	02-03	Var. de 98-99 à 02-03	Var. en % de 98-99 à 02-03
Toronto	Cour supérieure de justice de Toronto	32 949	26 450	28 107	27 419	33 926	977	3 %
Toronto, total		**32 949**	**26 450**	**28 107**	**27 419**	**33 926**	**977**	**3 %**
Ouest	Chatham	594	536	516	482	571	-23	-4 %
	Goderich	338	321	308	350	250	-88	-26 %
	Guelph	787	776	794	777	732	-55	-7 %
	Kitchener	2 228	1 844	1 920	1 722	1 878	-350	-16 %
	London	4 941	3 792	3 560	3 315	2 828	-2 113	-43 %
	Owen Sound	444	396	413	446	414	-30	-7 %
	Sarnia	717	651	683	636	674	-43	-6 %
	St. Thomas	268	263	232	267	402	134	50 %
	Stratford	330	375	290	287	318	-12	-4 %
	Walkerton	362	311	286	262	333	-29	-8 %
	Windsor	2 884	2 488	2 467	2 529	2 634	-250	-9 %
	Woodstock	318	398	338	395	699	381	120 %
Ouest, total		**14 211**	**12 151**	**11 807**	**11 468**	**11 733**	**-2 478**	**-17 %**
Ontario, total		**92 792**	**80 672**	**84 024**	**83 577**	**91 165**	**-1 627**	**-2 %**

(1) Comprend les déclarations, les avis d'action, les requêtes ainsi que les appels et les requêtes en révision judiciaire à la Cour divisionnaire. Les données ne comprennent pas les affaires intéressant la Cour des petites créances ni les affaires de droit de la famille.

(2) Le 17 juin 1998, la compétence relative aux affaires de location résidentielle aux termes de la partie IV de la *Loi sur la location immobilière* a été transférée de la Cour supérieure de justice au Tribunal du logement de l'Ontario en vertu de la *Loi de 1997 sur la protection des locataires*. Les données ne sont plus recueillies.

SOURCE : SIST

Événements en matière civile entendus (1)

Région	Lieu	98-99 (2)	99-00	00-01	01-02	02-03	Var. de 98-99 à 02-03	Var. en % de 98-99 à 02-03
Centre-Est	Barrie	2 039	1 796	1 858	2 086	1 230	-809	-40 %
	Bracebridge	389	371	360	258	203	-186	-48 %
	Cobourg	269	173	141	133	236	-33	-12 %
	Lindsay	249	202	224	126	207	-42	-17 %
	Newmarket	3 733	2 356	2 261	2 078	2 048	-1 685	-45 %
	Peterborough	547	578	486	456	304	-243	-44 %
	Whitby	1 479	688	751	721	509	-970	-66 %
Centre-Est, total		**8 705**	**6 164**	**6 081**	**5 858**	**4 737**	**-3 968**	**-46 %**
Centre-Ouest	Brampton	7 379	7 172	5 537	5 383	6 053	-1 326	-18 %
	Brantford	1 119	1 460	1 920	2 143	1 644	525	47 %
	Cayuga	176	144	105	108	113	-63	-36 %
	Hamilton	6 528	5 392	5 355	5 870	4 806	-1 722	-26 %
	Milton	2 195	1 808	1 874	1 444	1 426	-769	-35 %
	Orangeville	377	208	184	164	10	-367	-97 %
	Simcoe	246	220	317	478	247	1	0 %
	St. Catharines	1 375	1 369	1 159	1 137	991	-384	-28 %
	Welland	471	345	329	364	652	181	38 %
Centre-Ouest, total		**19 866**	**18 118**	**16 780**	**17 091**	**15 942**	**-3 924**	**-20 %**
Est	Belleville	640	785	828	851	824	184	29 %
	Brockville	1 184	440	277	326	386	-798	-67 %
	Cornwall	282	300	175	188	266	-16	-6 %
	Kingston	624	684	674	676	731	107	17 %
	L'Orignal	274	295	381	222	213	-61	-22 %
	Napanee	101	73	80	67	56	-45	-45 %
	Ottawa	9 721	7 849	8 340	8 598	8 495	-1 226	-13 %
	Pembroke	348	294	292	311	163	-185	-53 %
	Perth	397	304	103	123	162	-235	-59 %
	Picton	87	47	67	100	72	-15	-17 %
Est, total		**13 658**	**11 071**	**11 217**	**11 462**	**11 368**	**-2 290**	**-17 %**
Nord	Cochrane	416	351	284	204	187	-229	-55 %
	Fort Frances	64	78	89	93	73	9	14 %
	Gore Bay	14	15	28	21	15	1	7 %
	Haileybury	277	242	184	152	177	-100	-36 %
	Kenora	212	232	245	227	260	48	23 %
	North Bay	533	586	672	646	636	103	19 %
	Parry Sound	67	60	54	75	78	11	16 %
	Sault Ste. Marie	1 148	890	876	721	725	-423	-37 %
	Sudbury	1 277	823	830	844	1 114	-163	-13 %
	Thunder Bay	1 203	982	680	917	860	-343	-29 %
	Timmins	117	93	113	94	95	-22	-19 %
Nord, total		**5 328**	**4 352**	**4 085**	**3 994**	**4 220**	**-1 108**	**-21 %**

Région	Lieu	98-99 (2)	99-00	00-01	01-02	02-03	Var. de 98-99 à 02-03	Var. en % de 98-99 à 02-03
Toronto	Cour supérieure de justice de Toronto	44 390	48 022	38 360	41 142	67 860	23 470	53 %
Toronto, total		**44 390**	**48 022**	**38 360**	**41 142**	**67 860**	**23 470**	**53 %**
Ouest	Chatham	530	464	406	428	442	-88	-17 %
	Goderich	200	190	159	210	32	-168	-84 %
	Guelph	743	518	333	441	400	-343	-46 %
	Kitchener	4 407	3 865	3 789	1 718	1 427	-2 980	-68 %
	London	6 007	3 611	2 028	1 947	2 471	-3 536	-59 %
	Owen Sound	438	402	283	156	205	-233	-53 %
	Sarnia	681	636	689	654	496	-185	-27 %
	St. Thomas	254	260	281	232	232	-22	-9 %
	Stratford	135	90	94	180	81	-54	-40 %
	Walkerton	170	161	123	128	157	-13	-8 %
	Windsor	11 378	10 040	8 188	7 185	6 478	-4 900	-43 %
	Woodstock	592	455	444	418	193	-399	-67 %
Ouest, total		**25 535**	**20 692**	**16 817**	**13 697**	**12 614**	**-12 921**	**-51 %**
Ontario, total		**117 482**	**108 419**	**93 340**	**93 244**	**116 741**	**-741**	**-1 %**

(1) Comprend les procès, les conférences préparatoires aux procès, les conférences en vue d'une transaction, les motions, les conférences relatives à la cause, les audiences d'évaluation, les audiences sur l'état de l'instance, les renvois devant les protonotaires, l'homologation des comptes et les auditions d'appels.

(2) Le 17 juin 1998, la compétence relative aux affaires de location résidentielle aux termes de la partie IV de la *Loi sur la location immobilière* a été transférée de la Cour supérieure de justice au Tribunal du logement de l'Ontario en vertu de la *Loi de 1997 sur la protection des locataires*. Les données ne sont plus recueillies.

SOURCE : SIST

Cour de justice de l'Ontario – aperçu des affaires pénales par région

Région	Exercice	Accusations reçues	Accusations (décision rendue)	Accusations en instance (1)	Événements entendus (2)
Centre-Est	1998-1999	81 159	77 182	28 755	458 423
	1999-2000	84 826	79 240	31 901	495 789
	2000-2001	92 023	84 128	37 478	583 869
	2001-2002	97 612	94 349	39 993	620 956
	2002-2003	97 635	92 446	41 819	660 065
Centre-Ouest	1998-1999	88 051	89 147	29 648	509 451
	1999-2000	91 267	85 617	34 684	549 224
	2000-2001	100 996	94 565	40 952	662 351
	2001-2002	102 223	100 387	42 944	714 085
	2002-2003	106 042	99 605	46 222	757 228
Est	1998-1999	62 881	61 752	22 613	383 459
	1999-2000	60 680	57 236	25 673	374 233
	2000-2001	63 009	59 661	28 136	428 216
	2001-2002	68 911	64 940	32 987	477 416
	2002-2003	75 547	70 153	34 983	547 307
Nord	1998-1999	66 213	64 241	16 960	280 667
	1999-2000	62 098	61 394	16 410	289 534
	2000-2001	62 559	59 884	18 632	311 945
	2001-2002	64 279	63 668	18 217	329 174
	2002-2003	68 303	62 915	21 573	364 738
Toronto	1998-1999	139 123	134 839	59 603	1 107 634
	1999-2000	132 865	125 574	58 528	1 084 029
	2000-2001	133 063	117 246	65 898	1 124 223
	2001-2002	138 837	133 224	65 066	1 175 289
	2002-2003	143 740	126 733	70 131	1 193 055
Ouest	1998-1999	82 937	83 940	24 344	448 767
	1999-2000	83 218	79 858	26 902	459 963
	2000-2001	87 591	83 640	30 246	511 531
	2001-2002	91 364	88 060	27 559	557 607
	2002-2003	94 350	92 060	33 317	604 255
Ontario	1998-1999	520 364	511 101	181 923	3 188 401
	1999-2000	514 954	488 919	194 098	3 252 772
	2000-2001	539 241	499 124	221 342	3 622 135
	2001-2002	563 226	544 628	226 766	3 874 527
	2002-2003	585 617	543 912	248 045	4 126 648

(1) Ne comprend pas les accusations pour lesquelles un mandat d'arrêt de la cour est en vigueur.

(2) Comprend les procès, les conférences préparatoires aux procès, les auditions de motions, les enquêtes sur le cautionnement, les enquêtes préliminaires et les autres audiences tenues pour chaque accusation qui était devant la Cour. Par exemple, si une dénonciation comporte 2 accusations, RIII entre 2 événements pour chaque comparution en cour.

SOURCE : RIII

Cour de justice de l'Ontario – accusations reçues au criminel

Région	Lieu	98-99	99-00	00-01	01-02	02-03	Var. de 98-99 à 02-03	Var. en % de 98-99 à 02-03
Centre-Est	Barrie	15 597	17 750	18 899	20 143	19 769	4 172	27 %
	Bracebridge	3 374	3 703	3 363	3 318	3 522	148	4 %
	Cobourg	4 169	3 811	3 368	4 166	4 302	133	3 %
	Lindsay	5 747	5 938	5 864	6 074	7 158	1 411	25 %
	Newmarket	20 022	22 387	26 071	24 860	24 998	4 976	25 %
	Orillia	3 690	3 783	4 314	4 173	3 701	11	0 %
	Oshawa	22 258	21 042	23 743	27 178	26 792	4 534	20 %
	Peterborough	6 302	6 412	6 401	7 700	7 393	1 091	17 %
Centre-Est, total		**81 159**	**84 826**	**92 023**	**97 612**	**97 635**	**16 476**	**20 %**
Centre-Ouest	Brampton	27 060	28 552	36 667	38 065	42 970	15 910	59 %
	Brantford	8 223	7 773	9 006	8 817	7 954	-269	-3 %
	Cayuga	2 154	1 772	1 688	1 918	1 670	-484	-22 %
	Hamilton	21 373	22 607	23 660	22 144	21 700	327	2 %
	Milton	7 811	7 626	8 083	9 564	9 547	1 736	22 %
	Niagara Falls	46	18	24	1	0	-46	-100 %
	Orangeville	4 164	5 068	4 528	5 176	4 710	546	13 %
	Simcoe	2 551	2 837	2 967	2 538	2 972	421	17 %
	St. Catharines	11 363	11 097	11 108	10 871	11 491	128	1 %
	Welland	3 306	3 917	3 265	3 129	3 028	-278	-8 %
Centre-Ouest, total		**88 051**	**91 267**	**100 996**	**102 223**	**106 042**	**17 991**	**20 %**
Est	Alexandria	739	627	579	467	888	149	20 %
	Belleville	6 744	7 582	6 838	7 520	8 240	1 496	22 %
	Brockville	3 538	3 733	4 387	4 644	5 606	2 068	58 %
	Cornwall	5 586	4 787	5 025	4 723	5 202	-384	-7 %
	Kingston	6 482	7 333	7 700	8 230	8 340	1 858	29 %
	L'Orignal	2 562	2 284	2 290	2 463	2 507	-55	-2 %
	Morrisburg	703	641	726	898	879	176	25 %
	Napanee	2 168	1 842	1 854	2 455	2 636	468	22 %
	Ottawa	26 586	23 925	25 804	28 953	31 803	5 217	20 %
	Pembroke	4 075	4 078	4 120	4 077	4 486	411	10 %
	Perth	2 849	2 894	2 925	3 217	3 519	670	24 %
	Picton	849	954	761	1 264	1 441	592	70 %
Est, total		**62 881**	**60 680**	**63 009**	**68 911**	**75 547**	**12 666**	**20 %**
Nord	Cochrane	3 267	3 515	2 799	2 768	2 930	-337	-10 %
	Dryden	3 796	3 177	4 100	4 247	4 172	376	10 %
	Elliot Lake	1 595	1 336	1 407	1 087	1 687	92	6 %
	Espanola	809	628	640	775	723	-86	-11 %
	Fort Frances	1 478	1 526	1 583	1 806	1 603	125	8 %
	Gore Bay	1 561	1 128	1 627	1 572	1 502	-59	-4 %
	Haileybury	1 980	1 865	2 057	1 941	2 226	246	12 %
	Kenora	5 203	5 568	5 772	5 325	5 834	631	12 %
	Kirkland Lake	490	508	438	510	522	32	7 %
	North Bay	5 965	5 916	5 607	5 907	6 302	337	6 %
	Parry Sound	2 347	1 989	2 398	2 912	2 457	110	5 %
	Sault Ste. Marie	9 615	8 468	7 460	7 159	8 007	-1 608	-17 %
	Sudbury	10 790	9 845	10 085	10 974	12 104	1 314	12 %
	Thunder Bay	12 495	11 691	11 687	12 563	12 649	154	1 %
	Timmins	4 822	4 938	4 899	4 733	5 585	763	16 %
Nord, total		**66 213**	**62 098**	**62 559**	**64 279**	**68 303**	**2 090**	**3 %**

Région	Lieu	98-99	99-00	00-01	01-02	02-03	Var. de 98-99 à 02-03	Var. en % de 98-99 à 02-03
Toronto	1000, avenue Finch O.	23 300	23 090	25 206	26 032	28 794	5 494	24 %
	1911, avenue Eglinton	19 824	20 689	19 965	22 172	23 617	3 793	19 %
	2201, avenue Finch O.	19 561	19 209	18 556	20 018	20 893	1 332	7 %
	311, rue Jarvis	6 950	6 439	6 583	6 905	7 024	74	1 %
	College Park	27 395	22 980	21 492	24 306	22 079	0	0 %
	Ancien hôtel de ville	42 093	40 458	41 261	39 404	41 333	-760	-2 %
Toronto, total		**139 123**	**132 865**	**133 063**	**138 837**	**143 740**	**4 617**	**3 %**
Ouest	Chatham	5 649	5 520	6 072	5 765	5 564	-85	-2 %
	Goderich	2 058	1 979	1 958	1 653	1 982	-76	-4 %
	Guelph	5 669	5 842	5 833	6 491	6 322	653	12 %
	Kitchener	17 161	17 899	17 298	19 568	20 261	3 100	18 %
	London	15 517	15 941	17 611	18 489	19 157	3 640	23 %
	Owen Sound	3 390	3 600	3 416	3 515	4 001	611	18 %
	Sarnia	5 876	5 664	6 567	6 424	7 076	1 200	20 %
	St. Thomas	3 675	3 627	3 993	3 984	4 092	417	11 %
	Stratford	2 763	2 857	3 205	2 701	3 164	401	15 %
	Walkerton	2 369	2 151	2 540	2 523	2 680	311	13 %
	Windsor	14 372	13 827	15 189	16 261	16 070	1 698	12 %
	Woodstock	4 438	4 311	3 909	3 990	3 981	-457	-10 %
Ouest, total		**82 937**	**83 218**	**87 591**	**91 364**	**94 350**	**11 413**	**14 %**
Ontario, total		**520 364**	**514 954**	**539 241**	**563 226**	**585 617**	**65 253**	**13 %**

SOURCE : RIII

Cour de justice de l'Ontario – accusations au criminel à l'égard desquelles une décision a été rendue

Région	Lieu	98-99	99-00	00-01	01-02	02-03	Var. de 98-99 à	Var. en % de
Centre-Est	Barrie	15 051	16 442	17 444	19 219	17 909	2 858	19 %
	Bracebridge	3 205	3 487	3 691	3 247	3 275	70	2 %
	Cobourg	4 490	3 471	3 704	3 748	3 995	-495	-11 %
	Lindsay	5 677	5 375	5 471	5 636	6 638	961	17 %
	Newmarket	17 972	20 525	21 199	26 124	24 836	6 864	38 %
	Orillia	3 573	3 507	3 908	4 048	3 109	-464	-13 %
	Oshawa	21 196	20 403	22 505	25 409	25 764	4 568	22 %
	Peterborough	6 018	6 030	6 206	6 918	6 920	902	15 %
Centre-Est, total		**77 182**	**79 240**	**84 128**	**94 349**	**92 446**	**15 264**	**20 %**
Centre-Ouest	Brampton	29 658	25 199	31 713	35 052	38 637	8 979	30 %
	Brantford	8 016	7 480	8 208	9 006	7 979	-37	0 %
	Cayuga	1 977	1 767	1 817	1 897	1 723	-254	-13 %
	Hamilton	21 138	22 280	23 848	23 512	21 270	132	1 %
	Milton	7 597	7 554	8 032	8 482	9 166	1 569	21 %
	Niagara Falls	56	12	31	2	0	-56	-100 %
	Orangeville	3 771	4 626	4 427	4 863	4 442	671	18 %
	Simcoe	2 727	2 520	2 637	2 631	2 802	75	3 %
	St. Catharines	11 232	10 679	10 476	11 523	11 082	-150	-1 %
	Welland	2 975	3 500	3 376	3 419	2 504	-471	-16 %
Centre-Ouest, total		**89 147**	**85 617**	**94 565**	**100 387**	**99 605**	**10 458**	**12 %**
Est	Alexandria	714	665	602	485	699	-15	-2 %
	Belleville	6 681	6 893	6 800	7 618	8 163	1 482	22 %
	Brockville	3 208	3 465	3 809	4 621	4 740	1 532	48 %
	Cornwall	5 404	4 697	5 060	4 840	5 180	-224	-4 %
	Kingston	6 316	6 035	6 363	7 796	8 291	1 975	31 %
	L'Orignal	2 230	2 236	2 669	2 367	2 637	407	18 %
	Morrisburg	665	652	632	808	811	146	22 %
	Napanee	2 036	1 895	1 689	2 407	2 191	155	8 %
	Ottawa	27 109	23 354	23 836	25 722	28 352	1 243	5 %
	Pembroke	3 807	3 744	4 356	3 993	4 464	657	17 %
	Perth	2 684	2 632	2 989	3 124	3 245	561	21 %
	Picton	898	968	856	1 159	1 380	482	54 %
Est, total		**61 752**	**57 236**	**59 661**	**64 940**	**70 153**	**8 401**	**14 %**
Nord	Cochrane	3 177	3 114	2 802	2 852	2 784	-393	-12 %
	Dryden	3 709	3 191	3 729	4 085	3 712	3	0 %
	Elliot Lake	1 433	1 447	1 258	1 488	1 142	-291	-20 %
	Espanola	756	629	585	688	642	-114	-15 %
	Fort Frances	1 276	1 742	1 514	1 645	1 632	356	28 %
	Gore Bay	1 490	1 186	1 373	1 694	1 455	-35	-2 %
	Haileybury	1 919	1 894	1 879	1 731	2 028	109	6 %
	Kenora	5 070	5 260	5 608	5 528	5 114	44	1 %
	Kirkland Lake	563	509	476	449	517	-46	-8 %
	North Bay	5 193	5 803	5 791	6 158	5 796	603	12 %
	Parry Sound	2 162	2 233	2 136	2 665	2 497	335	15 %
	Sault Ste. Marie	9 435	9 100	7 668	7 109	7 565	-1 870	-20 %
	Sudbury	10 581	9 210	9 251	10 500	11 444	863	8 %
	Thunder Bay	12 216	11 192	11 119	12 175	11 683	-533	-4 %
	Timmins	5 261	4 884	4 695	4 901	4 904	-357	-7 %
Nord, total		**64 241**	**61 394**	**59 884**	**63 668**	**62 915**	**-1 326**	**-2 %**

Région	Lieu	98-99	99-00	00-01	01-02	02-03	Var. de 98-99 à 02-03	Var. en % de 98-99 à 02-03
Toronto	1000, avenue Finch O.	22 164	22 706	20 502	25 050	25 998	3 834	17%
	1911, avenue Eglinton	17 947	19 670	17 183	20 485	21 340	3 393	19%
	2201, avenue Finch O.	20 925	17 861	17 562	18 359	17 508	-3 417	-16%
	311, rue Jarvis	6 813	6 415	6 133	6 963	5 871	-942	-14%
	College Park	27 440	22 121	20 530	22 846	20 282	-7 158	-26%
	Ancien Hôtel de Ville	39 550	36 801	35 336	39 521	35 734	-3 816	-10%
Toronto, total		134 839	125 574	117 246	133 224	126 733	-8 106	-6%
Ouest	Chatham	6 098	5 845	6 121	5 518	5 252	-846	-14%
	Goderich	2 111	1 950	1 995	1 793	1 837	-274	-13%
	Guelph	6 000	5 627	5 317	6 236	5 780	-220	-4%
	Kitchener	17 137	16 666	17 493	18 200	20 754	3 617	21%
	London	16 380	15 564	16 805	17 205	17 573	1 193	7%
	Owen Sound	3 467	3 577	3 336	3 734	3 759	292	8%
	Sarnia	6 102	5 490	5 922	6 732	6 762	660	11%
	St. Thomas	3 323	3 861	3 760	4 292	3 859	536	16%
	Stratford	2 860	2 706	3 212	2 951	2 888	28	1%
	Walkerton	2 603	2 011	2 312	2 409	2 666	63	2%
	Windsor	13 476	12 561	13 019	15 197	17 118	3 642	27%
	Woodstock	4 383	4 000	4 347	3 793	3 812	-571	-13%
Ouest, total		83 940	79 858	83 640	88 060	92 060	8 120	10%
Ontario, total		511 101	488 919	499 124	544 628	543 912	32 811	6%

SOURCE: RIII

Cour de justice de l'Ontario – accusations en instance au criminel (1)

Région	Lieu	98-99	99-00	00-01	01-02	02-03	Var. de 98-99 à 02-03	Var. en % de 98-99 à 02-03
Centre-Est	Barrie	5 008	6 191	6 351	7 895	8 464	3 456	69 %
	Bracebridge	1 011	1 046	771	977	1 064	53	5 %
	Cobourg	1 061	1 234	1 054	1 368	1 502	441	42 %
	Lindsay	1 656	2 210	2 391	2 537	3 173	1 517	92 %
	Newmarket	8 774	10 135	14 371	12 291	11 930	3 156	36 %
	Orillia	808	613	559	747	805	-3	0 %
	Oshawa	8 511	8 478	9 944	11 490	11 687	3 176	37 %
	Peterborough	1 926	1 994	2 037	2 688	3 194	1 268	66 %
Centre-Est, total		**28 755**	**31 901**	**37 478**	**39 993**	**41 819**	**13 064**	**45 %**
Centre-Ouest	Brampton	9 505	12 535	17 057	19 464	21 465	11 960	126 %
	Brantford	2 520	2 698	3 501	3 072	3 086	566	22 %
	Cayuga	690	657	523	643	456	-234	-34 %
	Hamilton	6 856	7 715	7 861	6 634	7 241	385	6 %
	Milton	3 543	3 339	3 234	4 724	4 627	1 084	31 %
	Niagara Falls	0	1	0	0	0	0	0 %
	Orangeville	1 498	1 727	1 842	1 956	2 167	669	45 %
	Simcoe	552	787	1 241	1 189	1 205	653	118 %
	St. Catharines	3 493	3 862	4 488	4 437	4 826	1 333	38 %
	Welland	991	1 363	1 205	825	1 149	158	16 %
Centre-Ouest, total		**29 648**	**34 684**	**40 952**	**42 944**	**46 222**	**16 574**	**56 %**
Est	Alexandria	310	315	289	304	470	160	52 %
	Belleville	1 969	2 621	2 606	2 830	2 724	755	38 %
	Brockville	1 145	1 332	1 691	1 584	2 085	940	82 %
	Cornwall	2 260	2 433	2 444	2 229	2 218	-42	-2 %
	Kingston	1 822	2 822	4 037	4 214	3 949	2 127	117 %
	L'Orignal	790	1 080	773	898	867	77	10 %
	Morrisburg	283	293	324	361	381	98	35 %
	Napanee	551	492	660	905	966	415	75 %
	Ottawa	10 799	10 892	12 393	16 176	17 757	6 958	64 %
	Pembroke	1 231	1 714	1 371	1 735	1 744	513	42 %
	Perth	1 081	1 331	1 279	1 388	1 444	363	34 %
	Picton	372	348	269	363	378	6	2 %
Est, total		**22 613**	**25 673**	**28 136**	**32 987**	**34 983**	**12 370**	**55 %**
Nord	Cochrane	660	601	893	646	581	-79	-12 %
	Dryden	680	543	851	895	958	278	41 %
	Elliot Lake	607	438	558	323	569	-38	-6 %
	Espanola	235	188	193	265	206	-29	-12 %
	Fort Frances	360	286	382	429	355	-5	-1 %
	Gore Bay	366	341	568	503	499	133	36 %
	Haileybury	578	467	561	817	928	350	61 %
	Kenora	1 419	1 690	1 579	251	1 664	245	17 %
	Kirkland Lake	92	121	89	125	185	93	101 %
	North Bay	1 939	2 100	1 724	1 524	1 975	36	2 %
	Parry Sound	876	560	1 046	1 099	1 132	256	29 %
	Sault Ste. Marie	2 650	1 905	1 756	2 197	2 475	-175	-7 %
	Sudbury	2 396	2 862	3 536	3 907	4 129	1 733	72 %
	Thunder Bay	3 016	3 190	3 670	3 861	4 338	1 322	44 %
	Timmins	1 086	1 118	1 226	1 375	1 579	493	45 %
Nord, total		**16 960**	**16 410**	**18 632**	**18 217**	**21 573**	**4 613**	**27 %**

Région	Lieu	98-99	99-00	00-01	01-02	02-03	Var. de 98-99 à	Var. en % de
Toronto	1000, avenue Finch O.	10 375	9 914	13 986	13 769	15 382	5 007	48 %
	1911, avenue Eglinton	8 922	8 551	9 517	10 292	10 589	1 667	19 %
	2201, avenue Finch O.	7 792	7 715	7 720	8 756	9 896	2 104	27 %
	311, rue Jarvis	1 774	1 621	2 116	2 364	2 693	919	52 %
	College Park	10 592	10 322	10 577	10 768	10 897	305	3 %
	Ancien hôtel de ville	20 148	20 405	21 982	19 117	20 674	526	3 %
Toronto, total		**59 603**	**58 528**	**65 898**	**65 066**	**70 131**	**10 528**	**18 %**
Ouest	Chatham	1 906	1 652	1 575	1 870	2 119	213	11 %
	Goderich	472	558	576	581	673	201	43 %
	Guelph	1 299	1 482	1 697	2 041	2 368	1 069	82 %
	Kitchener	5 553	6 373	6 348	5 054	6 549	996	18 %
	London	4 465	5 130	6 046	7 551	8 451	3 986	89 %
	Owen Sound	812	785	938	869	1 134	322	40 %
	Sarnia	1 683	1 822	2 484	2 140	2 179	496	29 %
	St. Thomas	1 355	1 147	1 268	987	999	-356	-26 %
	Stratford	473	622	568	551	662	189	40 %
	Walkerton	554	628	944	959	937	383	69 %
	Windsor	4 477	5 150	6 596	3 607	5 809	1 332	30 %
	Woodstock	1 295	1 553	1 206	1 349	1 437	142	11 %
Ouest, total		**24 344**	**26 902**	**30 246**	**27 559**	**33 317**	**8 973**	**37 %**
Ontario, total		**181 923**	**194 098**	**221 342**	**226 766**	**248 045**	**66 122**	**36 %**

(1) Ne comprend pas les accusations pour lesquelles un mandat d'arrêt de la cour est en vigueur.

SOURCE : RIII

Cour de justice de l'Ontario – événements entendus au criminel (1)

Région	Lieu	98-99	99-00	00-01	01-02	02-03	Var. de 98-99 à 02-03	Var. en % de 98-99 à 02-03
Centre-Est	Barrie	78 282	95 273	110 108	111 616	119 465	41 183	53 %
	Bracebridge	12 383	18 475	17 009	14 513	14 625	2 242	18 %
	Cobourg	22 723	18 426	18 803	22 928	25 285	2 562	11 %
	Lindsay	35 023	35 483	37 893	40 267	48 547	13 524	39 %
	Newmarket	118 036	143 072	177 173	178 199	185 828	67 792	57 %
	Orillia	15 197	15 031	18 946	17 544	14 712	-485	-3 %
	Oshawa	132 622	132 910	155 437	180 670	194 124	61 502	46 %
	Peterborough	44 157	37 119	48 500	55 219	57 479	13 322	30 %
Centre-Est, total		**458 423**	**495 789**	**583 869**	**620 956**	**660 065**	**201 642**	**44 %**
Centre-Ouest	Brampton	155 876	176 656	256 295	296 212	323 252	167 376	107 %
	Brantford	44 387	46 109	57 415	57 114	53 562	9 175	21 %
	Cayuga	9 003	10 591	9 584	10 714	8 965	-38	0 %
	Hamilton	127 631	143 491	153 382	151 971	155 346	27 715	22 %
	Milton	43 846	42 669	46 501	57 813	63 676	19 830	45 %
	Niagara Falls	93	25	56	0	0	-93	-100 %
	Orangeville	19 913	26 045	26 938	27 923	29 106	9 193	46 %
	Simcoe	11 682	14 082	16 317	16 353	17 594	5 912	51 %
	St. Catharines	76 119	69 140	72 220	75 575	86 484	10 365	14 %
	Welland	20 901	20 416	23 643	20 410	19 243	-1 658	-8 %
Centre-Ouest, total		**509 451**	**549 224**	**662 351**	**714 085**	**757 228**	**247 777**	**49 %**
Est	Alexandria	3 336	3 257	3 458	2 901	4 173	837	25 %
	Belleville	36 397	43 157	48 137	49 359	53 376	16 979	47 %
	Brockville	21 430	23 638	25 107	25 369	33 216	11 786	55 %
	Cornwall	26 471	29 099	39 281	31 980	34 732	8 261	31 %
	Kingston	40 955	48 749	59 396	74 155	76 564	35 609	87 %
	L'Orignal	12 343	12 224	11 178	10 821	11 064	-1 279	-10 %
	Morrisburg	2 974	3 064	3 683	4 680	4 337	1 363	46 %
	Napanee	9 719	8 855	11 238	14 450	15 017	5 298	55 %
	Ottawa	190 094	160 136	173 054	213 684	257 317	67 223	35 %
	Pembroke	17 866	18 565	24 112	23 983	25 524	7 658	43 %
	Perth	16 810	18 446	24 905	21 145	24 950	8 140	48 %
	Picton	5 064	5 043	4 667	4 889	7 037	1 973	39 %
Est, total		**383 459**	**374 233**	**428 216**	**477 416**	**547 307**	**163 848**	**43 %**
Nord	Cochrane	11 010	12 368	11 952	11 849	11 800	790	7 %
	Dryden	12 342	10 097	14 858	15 679	15 958	3 616	29 %
	Elliot Lake	4 847	5 870	5 786	5 026	6 640	1 793	37 %
	Espanola	2 410	2 540	2 447	2 948	3 269	859	36 %
	Fort Frances	5 417	5 698	5 713	6 568	6 611	1 194	22 %
	Gore Bay	6 422	4 677	7 913	7 398	6 970	548	9 %
	Haileybury	9 462	7 581	9 510	9 081	13 688	4 226	45 %
	Kenora	20 579	22 616	25 664	26 050	25 789	5 210	25 %
	Kirkland Lake	1 852	1 766	1 643	1 929	1 946	94	5 %
	North Bay	33 380	45 711	39 546	40 235	38 967	5 587	17 %
	Parry Sound	10 395	9 545	11 888	13 718	13 497	3 102	30 %
	Sault Ste. Marie	43 279	39 422	36 901	37 359	42 338	-941	-2 %
	Sudbury	45 349	50 803	59 996	67 549	79 961	34 612	76 %
	Thunder Bay	56 807	53 632	60 393	65 573	74 248	17 441	31 %
	Timmins	17 116	17 208	17 735	18 212	23 056	5 940	35 %
Nord, total		**280 667**	**289 534**	**311 945**	**329 174**	**364 738**	**84 071**	**30 %**

Région	Lieu	98-99	99-00	00-01	01-02	02-03	Var. de 98-99 à 02-03	Var. en % de 98-99 à 02-03
Toronto	1000, avenue Finch O.	152 039	160 482	189 911	205 597	226 011	73 972	49 %
	1911, avenue Eglinton	136 515	139 740	138 716	157 775	177 605	41 090	30 %
	2201, avenue Finch O.	138 442	128 423	139 858	156 604	153 469	15 027	11 %
	311, rue Jarvis	48 756	43 961	45 486	47 772	48 962	206	0 %
	College Park	222 649	195 655	185 601	190 536	188 668	-33 981	-15 %
	Ancien hôtel de ville	409 233	415 768	424 651	417 005	398 340	-10 893	-3 %
Toronto, total		**1 107 634**	**1 084 029**	**1 124 223**	**1 175 289**	**1 193 055**	**85 421**	**8 %**
Ouest	Chatham	35 938	32 482	31 817	31 594	32 366	-3 572	-10 %
	Goderich	6 878	7 307	7 775	6 223	7 842	964	14 %
	Guelph	29 383	29 444	30 668	35 895	34 963	5 580	19 %
	Kitchener	97 754	103 211	106 835	115 514	124 613	26 859	27 %
	London	93 122	97 946	114 779	133 471	152 446	59 324	64 %
	Owen Sound	14 405	15 645	15 905	15 252	16 918	2 513	17 %
	Sarnia	30 802	33 735	38 156	38 746	41 223	10 421	34 %
	St. Thomas	20 909	21 295	22 216	20 685	26 391	5 482	26 %
	Stratford	9 189	9 615	11 698	10 137	12 200	3 011	33 %
	Walkerton	9 075	9 175	11 968	13 354	13 856	4 781	53 %
	Windsor	81 194	80 294	98 290	116 438	117 468	36 274	45 %
	Woodstock	20 118	19 814	21 424	20 298	23 969	3 851	19 %
Ouest, total		**448 767**	**459 963**	**511 531**	**557 607**	**604 255**	**155 488**	**35 %**
Ontario, total		**3 188 401**	**3 252 772**	**3 622 135**	**3 874 527**	**4 126 648**	**938 247**	**29 %**

(1) Comprend les procès, les conférences préparatoires aux procès, les auditions de motions, les enquêtes sur le cautionnement, les enquêtes préliminaires et les autres audiences tenues pour chaque accusation qui était devant la Cour. Par exemple, si une dénonciation comporte 2 accusations, RII entre 2 événements pour chaque comparution en cour.

SOURCE : RII

Cour supérieure de justice – aperçu des affaires pénales par région

Région	Exercice	Actes d'accusation et appels reçus (1)	Actes d'accusation et appels (décision rendue) (2)	Actes d'accusation et appels en instance (3)	Événements entendus (4)
Centre-Est	1998-1999	591	696	464	1 649
	1999-2000	548	513	502	1 368
	2000-2001	526	600	461	1 348
	2001-2002	460	550	389	1 504
	2002-2003	598	502	462	1 720
Centre-Ouest	1998-1999	979	1 057	651	3 588
	1999-2000	907	927	627	3 608
	2000-2001	874	934	539	3 833
	2001-2002	872	862	561	4 211
	2002-2003	910	869	631	4 412
Est	1998-1999	784	798	655	1 904
	1999-2000	833	960	620	2 244
	2000-2001	832	761	678	2 494
	2001-2002	684	758	617	2 650
	2002-2003	752	794	560	2 787
Nord	1998-1999	650	700	307	1 669
	1999-2000	510	529	262	1 412
	2000-2001	511	490	299	1 410
	2001-2002	563	492	314	1 443
	2002-2003	525	516	315	1 519
Toronto	1998-1999	1 386	1 354	942	7 038
	1999-2000	1 332	1 310	948	6 873
	2000-2001	1 174	1 377	845	7 281
	2001-2002	1 179	1 162	883	7 945
	2002-2003	1 217	1 039	1 147	5 863
Ouest	1998-1999	1 290	1 200	694	3 194
	1999-2000	949	1 000	608	3 101
	2000-2001	851	724	686	2 600
	2001-2002	876	921	650	2 925
	2002-2003	864	772	736	2 494
Ontario	1998-1999	5 680	5 805	3 713	19 042
	1999-2000	5 079	5 239	3 567	18 606
	2000-2001	4 768	4 886	3 508	18 966
	2001-2002	4 634	4 745	3 414	20 678
	2002-2003	4 866	4 492	3 851	18 795

(1) Comprend les actes d'accusation, les appels en matière de poursuites sommaires et les appels relatifs à la *Loi sur les jeunes contrevenants* reçus. Ne comprend pas les mandats d'arrêt de la cour exécutés ni les nouveaux choix de procès devant jury/procès sans jury.

(2) Comprend les actes d'accusation, les appels en matière de poursuites sommaires et les appels relatifs à la *Loi sur les jeunes contrevenants* à l'égard desquels une décision a été rendue. Ne comprend pas les mandats d'arrêt émis par la cour ni les nouveaux choix de procès devant jury/procès sans jury.

(3) Comprend les actes d'accusation, les appels en matière de poursuites sommaires et les appels relatifs à la *Loi sur les jeunes contrevenants* qui sont en instance. Ne comprend pas les actes d'accusation pour lesquels un mandat d'arrêt de la cour est en vigueur.

(4) Comprend les procès, les conférences préparatoires aux procès, les auditions de motions, les enquêtes sur le cautionnement, les auditions d'appels et les autres audiences tenues pour des actes d'accusation et des appels qui sont devant la Cour.

SOURCE : SIST

Cour supérieure de justice – actes d'accusation et appels reçus au criminel (1)

Région	Lieu	98-99	99-00	00-01	01-02	02-03	Var. de 98-99 à 02-03	Var. en % de 98-99 à 02-03
Centre-Est	Barrie	182	155	173	118	166	-16	-9 %
	Bracebridge	28	18	29	29	17	-11	-39 %
	Cobourg	16	31	20	9	25	9	56 %
	Lindsay	43	19	26	28	37	-6	-14 %
	Newmarket	141	130	97	138	177	36	26 %
	Peterborough	53	57	38	28	28	-25	-47 %
	Whitby	128	138	143	110	148	20	16 %
Centre-Est, total		**591**	**548**	**526**	**460**	**598**	**7**	**1 %**
Centre-Ouest	Brampton	360	303	282	327	431	71	20 %
	Brantford	49	20	32	20	24	-25	-51 %
	Cayuga	9	35	22	14	16	7	78 %
	Hamilton	170	167	142	203	167	-3	-2 %
	Milton	102	92	117	74	70	-32	-31 %
	Orangeville	16	21	27	39	37	21	131 %
	Simcoe	19	19	24	12	7	-12	-63 %
	St. Catharines	91	83	95	69	48	-43	-47 %
	Welland	163	167	133	114	110	-53	-33 %
Centre-Ouest, total		**979**	**907**	**874**	**872**	**910**	**-69**	**-7 %**
	Belleville	68	59	70	70	57	-11	-16 %
	Brockville	23	12	20	20	21	-2	-9 %
	Cornwall	70	84	86	88	74	4	6 %
	Kingston	141	131	117	143	106	-35	-25 %
	L'Orignal	33	65	46	49	77	44	133 %
	Napanee	45	23	30	26	26	-19	-42 %
	Ottawa	322	365	361	218	317	-5	-2 %
	Pembroke	55	44	62	32	37	-18	-33 %
	Perth	15	35	30	29	26	11	73 %
	Picton	12	15	10	9	11	-1	-8 %
Est, total		**784**	**833**	**832**	**684**	**752**	**-32**	**-4 %**
Nord	Cochrane	33	21	15	30	52	19	58 %
	Fort Frances	30	8	6	20	11	-19	-63 %
	Gore Bay	19	14	18	15	18	-1	-5 %
	Haileybury	18	27	18	32	35	17	94 %
	Kenora	43	36	38	86	31	-12	-28 %
	North Bay	46	62	75	80	77	31	67 %
	Parry Sound	18	14	16	13	14	-4	-22 %
	Sault Ste. Marie	92	78	118	66	70	-22	-24 %
	Sudbury	207	106	85	122	104	-103	-50 %
	Thunder Bay	112	103	98	70	80	-32	-29 %
	Timmins	32	41	24	29	33	1	3 %
Nord, total		**650**	**510**	**511**	**563**	**525**	**-125**	**-19 %**

Région	Lieu	98-99	99-00	00-01	01-02	02-03	Var. de 98-99 à 02-03	Var. en % de 98-99 à 02-03
Toronto	Cour supérieure de justice de Toronto	1 386	1 332	1 174	1 179	1 217	-169	-12 %
Toronto, total		**1 386**	**1 332**	**1 174**	**1 179**	**1 217**	**-169**	**-12 %**
Ouest	Chatham	59	52	28	23	29	-30	-51 %
	Goderich	36	35	37	38	44	8	22 %
	Guelph	90	71	72	62	60	-30	-33 %
	Kitchener	130	112	125	92	82	-48	-37 %
	London	513	325	271	296	314	-199	-39 %
	Owen Sound	23	19	17	27	16	-7	-30 %
	Sarnia	44	41	52	52	51	7	16 %
	St. Thomas	49	47	53	45	49	0	0 %
	Stratford	16	26	19	20	19	3	19 %
	Walkerton	15	12	11	13	19	4	27 %
	Windsor	262	159	121	167	154	-108	-41 %
	Woodstock	53	50	45	41	27	-26	-49 %
Ouest, total		**1 290**	**949**	**851**	**876**	**864**	**-426**	**-33 %**
Ontario, total		**5 680**	**5 079**	**4 768**	**4 634**	**4 866**	**-814**	**-14 %**

(1) Comprend les actes d'accusation, les appels en matière de poursuites sommaires et les appels relatifs à la *Loi sur les jeunes contrevenants* reçus. Ne comprend pas les mandats d'arrêt de la cour exécutés ni les nouveaux choix de procès devant jury/procès sans jury.

SOURCE : SIST

Cour supérieure de justice – actes d'accusation et appels au criminel à l'égard desquels

Région	Lieu	98-99	99-00	00-01	01-02	02-03	Var. de 98-99 à 02-03	Var. en % de 98-99 à 02-03
Centre-Est	Barrie	242	156	162	162	137	-105	-43 %
	Bracebridge	22	20	24	32	13	-9	-41 %
	Cobourg	20	25	26	22	16	-4	-20 %
	Lindsay	35	15	22	30	29	-6	-17 %
	Newmarket	185	118	135	159	146	-39	-21 %
	Peterborough	41	39	60	24	28	-13	-32 %
	Whitby	151	140	171	121	133	-18	-12 %
Centre-Est, total		**696**	**513**	**600**	**550**	**502**	**-194**	**-28 %**
Centre-Ouest	Bramoton	443	332	313	304	322	-121	-27 %
	Brantford	50	33	40	16	22	-28	-56 %
	Cayuga	7	36	17	21	13	6	86 %
	Hamilton	167	165	183	176	189	22	13 %
	Milton	121	91	110	83	79	-42	-35 %
	Orangeville	11	15	22	28	36	25	227 %
	Simcoe	11	25	21	10	9	-2	-18 %
	St. Catharines	75	91	77	104	70	-5	-7 %
	Welland	172	139	151	120	129	-43	-25 %
Centre-Ouest, total		**1 057**	**927**	**934**	**862**	**869**	**-188**	**-18 %**
	Belleville	78	61	51	82	53	-25	-32 %
	Brockville	19	20	10	15	32	13	68 %
	Cornwall	68	65	69	94	107	39	57 %
	Kingston	116	119	120	112	133	17	15 %
	L'Orignal	46	40	42	67	50	4	9 %
	Napanee	41	26	32	31	25	-16	-39 %
	Ottawa	364	563	338	277	327	-37	-10 %
	Pembroke	40	35	63	47	38	-2	-5 %
	Perth	12	19	24	23	21	9	75 %
	Picton	14	12	12	10	8	-6	-43 %
Est, total		**798**	**960**	**761**	**758**	**794**	**-4**	**-1 %**
Nord	Cochrane	39	15	20	25	44	5	13 %
	Fort Frances	22	27	8	19	10	-12	-55 %
	Gore Bay	18	16	18	15	13	-5	-28 %
	Haileybury	24	19	19	23	24	0	0 %
	Kenora	32	34	36	39	47	15	47 %
	North Bay	75	44	70	87	61	-14	-19 %
	Parry Sound	12	11	18	21	13	1	8 %
	Sault Ste. Marie	102	82	85	80	64	-38	-37 %
	Sudbury	206	124	86	91	129	-77	-37 %
	Thunder Bay	129	120	99	70	71	-58	-45 %
	Timmins	41	37	31	22	40	-1	-2 %
Nord, total		**700**	**529**	**490**	**492**	**516**	**-184**	**-26 %**

Région	Lieu	98-99	99-00	00-01	01-02	02-03	Var. de 98-99 à 02-03	Var. en % de 98-99 à 02-03
Toronto	Cour supérieure de justice de Toronto	1 354	1 310	1 377	1 162	1 039	-315	-23 %
Toronto, total		**1 354**	**1 310**	**1 377**	**1 162**	**1 039**	**-315**	**-23 %**
Ouest	Chatham	61	47	43	41	23	-38	-62 %
	Goderich	29	33	29	44	35	6	21 %
	Guelph	80	86	61	61	60	-20	-25 %
	Kitchener	185	98	120	105	89	-96	-52 %
	London	420	363	166	341	215	-204	-49 %
	Owen Sound	13	20	16	21	17	4	31 %
	Sarnia	43	43	37	64	44	1	2 %
	St. Thomas	39	48	48	43	56	17	44 %
	Stratford	28	20	18	23	15	-13	-46 %
	Walkerton	19	17	6	17	14	-5	-26 %
	Windsor	222	192	124	115	169	-53	-24 %
	Woodstock	61	33	56	46	34	-27	-44 %
Ouest, total		**1 200**	**1 000**	**724**	**921**	**772**	**-428**	**-36 %**
Ontario, total		**5 805**	**5 239**	**4 886**	**4 745**	**4 492**	**-1 313**	**-23 %**

(1) Comprend les actes d'accusation, les appels en matière de poursuites sommaires et les appels relatifs à la *Loi sur les jeunes contrevenants* à l'égard desquels une décision a été rendue. Ne comprend pas les mandats d'arrêt émis par la cour ni les nouveaux choix de procès devant jury/procès sans jury.

SOURCE : SIST

Région	Lieu	98-99	99-00	00-01	01-02	02-03	Var. de 98-99 à	Var. en % de 98-99
Centre-Est	Barrie	100	96	109	97	105	5	5 %
	Bracebridge	15	13	19	11	12	-3	-20 %
	Cobourg	17	24	20	7	17	0	0 %
	Lindsay	29	33	37	36	43	14	48 %
	Newmarket	168	180	142	114	145	-23	-14 %
	Peterborough	26	43	23	27	27	1	4 %
	Whitby	109	113	111	97	113	4	4 %
Centre-Est, total		**464**	**502**	**461**	**389**	**462**	**-2**	**0 %**
Centre-Ouest	Brampton	227	192	155	178	268	41	18 %
	Brantford	32	20	10	14	16	-16	-50 %
	Cayuga	7	6	11	4	7	0	0 %
	Hamilton	101	108	59	85	136	35	35 %
	Milton	66	69	72	63	54	-12	-18 %
	Orangeville	9	11	15	28	29	20	222 %
	Simcoe	11	3	8	12	10	-1	-9 %
	St. Catharines	84	76	84	58	36	-48	-57 %
	Welland	114	142	125	119	75	-39	-34 %
Centre-Ouest, total		**651**	**627**	**539**	**561**	**631**	**-20**	**-3 %**
	Belleville	33	31	50	36	41	8	24 %
	Brockville	17	9	19	24	13	-4	-24 %
	Cornwall	61	77	95	87	51	-10	-16 %
	Kingston	77	82	76	114	83	6	8 %
	L'Orignal	25	50	53	34	61	36	144 %
	Napanee	21	20	18	13	14	-7	-33 %
	Ottawa	359	276	295	254	237	-122	-34 %
	Pembroke	42	51	47	30	29	-13	-31 %
	Perth	12	15	18	19	23	11	92 %
	Picton	8	9	7	6	8	0	0 %
Est, total		**655**	**620**	**678**	**617**	**560**	**-95**	**-15 %**
Nord	Cochrane	5	11	6	11	17	12	240 %
	Fort Frances	15	5	3	3	4	-11	-73 %
	Gore Bay	12	10	10	10	14	2	17 %
	Haileybury	4	8	5	10	17	13	325 %
	Kenora	16	0	18	25	13	-3	-19 %
	North Bay	20	36	42	33	47	27	135 %
	Parry Sound	16	16	14	7	6	-10	-63 %
	Sault Ste. Marie	42	29	57	39	45	3	7 %
	Sudbury	96	81	78	110	84	-12	-13 %
	Thunder Bay	70	51	55	48	56	-14	-20 %
	Timmins	11	15	11	18	12	1	9 %
Nord, total		**307**	**262**	**299**	**314**	**315**	**8**	**3 %**

Région	Lieu	98-99	99-00	00-01	01-02	02-03	Var. de 98-99	Var. en % de 98-99
Toronto	Cour supérieure de justice de Toronto	942	948	845	883	1 147	205	22 %
Toronto, total		942	948	845	883	1 147	205	22 %
Ouest	Chatham	46	52	36	17	23	-23	-50 %
	Goderich	19	17	24	16	29	10	53 %
	Guelph	35	21	28	26	29	-6	-17 %
	Kitchener	68	78	81	79	72	4	6 %
	London	282	228	303	259	356	74	26 %
	Owen Sound	14	10	10	12	5	-9	-64 %
	Sarnia	27	25	40	30	36	9	33 %
	St. Thomas	50	48	53	54	46	-4	-8 %
	Stratford	5	11	12	10	14	9	180 %
	Walkerton	9	4	9	8	13	4	44 %
	Windsor	114	72	64	118	100	-14	-12 %
	Woodstock	25	42	26	21	13	-12	-48 %
Ouest, total		694	608	686	650	736	42	6 %
Ontario, total		3 713	3 567	3 508	3 414	3 851	138	4 %

(1) Comprend les actes d'accusation, les appels en matière de poursuites sommaires et les appels relatifs à la *Loi sur les jeunes contrevenants* qui sont en instance. Ne comprend pas les actes d'accusation pour lesquels un mandat d'arrêt de la cour est en vigueur.

SOURCE : SIST

Région	Lieu	98-99	99-00	00-01	01-02	02-03	Var. de 98-99 à 02-03	Var. en % de 98-99 à 02-03
Centre-Est	Barrie	552	442	396	425	714	162	29 %
	Bracebridge	25	31	54	67	32	7	28 %
	Cobourg	40	44	41	34	39	-1	-3 %
	Lindsay	62	40	59	63	78	16	26 %
	Newmarket	471	412	385	468	424	-47	-10 %
	Peterborough	53	48	64	34	33	-20	-38 %
	Whitby	446	351	349	413	400	-46	-10 %
Centre-Est, total		1 649	1 368	1 348	1 504	1 720	71	4 %
Centre-Ouest	Brampton	2 127	2 215	2 203	2 636	2 818	691	32 %
	Brantford	121	100	124	75	101	-20	-17 %
	Cayuga	15	56	32	37	37	22	147 %
	Hamilton	382	251	351	372	383	1	0 %
	Milton	330	296	443	419	370	40	12 %
	Orangeville	18	31	36	31	39	21	117 %
	Simcoe	22	42	56	48	25	3	14 %
	St. Catharines	215	249	264	257	209	-6	-3 %
	Welland	358	368	324	336	430	72	20 %
Centre-Ouest, total		3 588	3 608	3 833	4 211	4 412	824	23 %
	Belleville	216	271	337	440	413	197	91 %
	Brockville	64	73	62	63	103	39	61 %
	Cornwall	209	233	294	352	334	125	60 %
	Kingston	229	242	271	257	307	78	34 %
	L'Orignal	381	351	595	626	621	240	63 %
	Napanee	55	52	64	63	68	13	24 %
	Ottawa	556	848	592	585	738	182	33 %
	Pembroke	116	106	189	153	95	-21	-18 %
	Perth	41	37	59	68	65	24	59 %
	Picton	37	31	31	43	43	6	16 %
Est, total		1 904	2 244	2 494	2 650	2 787	883	46 %
Nord	Cochrane	76	36	37	38	90	14	18 %
	Fort Frances	46	34	10	35	32	-14	-30 %
	Gore Bay	33	27	32	32	42	9	27 %
	Haileybury	54	47	47	67	45	-9	-17 %
	Kenora	142	144	167	99	121	-21	-15 %
	North Bay	106	89	133	166	151	45	42 %
	Parry Sound	35	30	37	42	21	-14	-40 %
	Sault Ste. Marie	255	250	289	244	208	-47	-18 %
	Sudbury	435	280	233	255	265	-170	-39 %
	Thunder Bay	409	390	372	420	469	60	15 %
	Timmins	78	85	53	45	75	-3	-4 %
Nord, total		1 669	1 412	1 410	1 443	1 519	-150	-9 %

Région	Lieu	98-99	99-00	00-01	01-02	02-03	Var. de 98-99	Var. en % de 98-99
Toronto	Cour supérieure de justice de Toronto	7 038	6 873	7 281	7 945	5 863	-1 175	-17 %
Toronto, total		7 038	6 873	7 281	7 945	5 863	-1 175	-17 %
Ouest	Chatham	147	131	97	84	74	-73	-50 %
	Goderich	71	77	74	91	77	6	8 %
	Guelph	217	209	178	189	136	-81	-37 %
	Kitchener	613	450	476	495	443	-170	-28 %
	London	765	815	585	883	537	-228	-30 %
	Owen Sound	48	54	53	65	48	0	0 %
	Sarnia	147	106	145	231	105	-42	-29 %
	St. Thomas	84	95	93	56	65	-19	-23 %
	Stratford	44	43	42	38	19	-25	-57 %
	Walkerton	37	33	39	54	92	55	149 %
	Windsor	958	1 055	757	693	863	-95	-10 %
	Woodstock	63	33	61	46	35	-28	-44 %
Ouest, total		3 194	3 101	2 600	2 925	2 494	-700	-22 %
Ontario, total		19 042	18 606	18 966	20 678	18 795	-247	-1 %

(1) Comprend les procès, les conférences préparatoires aux procès, les auditions de motions, les enquêtes sur le cautionnement, les auditions d'appels et les autres audiences tenues pour des actes d'accusation et des appels qui sont devant la Cour.

SOURCE : SIST

Aperçu des affaires de droit de la famille par région (1)

Cour supérieure de justice et Cour de justice de l'Ontario

Région	Exercice	Affaires reçues (2)	Événements entendus (3)
Centre-Est	1998-1999	13 182	14 018
	1999-2000	14 316	15 692
	2000-2001	13 232	28 746
	2001-2002	12 426	28 763
	2002-2003	11 555	24 114
Centre-Ouest	1998-1999	15 820	16 611
	1999-2000	15 534	18 036
	2000-2001	15 221	19 374
	2001-2002	14 586	21 825
	2002-2003	14 932	21 005
Est (4)	1998-1999	14 013	10 829
	1999-2000	13 387	12 645
	2000-2001	16 342	13 708
	2001-2002	16 342	16 498
	2002-2003	16 342	17 643
Nord	1998-1999	9 151	8 534
	1999-2000	8 984	9 462
	2000-2001	9 794	11 125
	2001-2002	10 828	11 870
	2002-2003	13 024	13 888
Toronto	1998-1999	21 281	19 159
	1999-2000	20 493	20 220
	2000-2001	21 159	19 745
	2001-2002	20 488	18 724
	2002-2003	20 572	21 693
Ouest	1998-1999	15 928	16 331
	1999-2000	15 940	16 306
	2000-2001	16 111	20 570
	2001-2002	16 572	26 622
	2002-2003	16 284	28 464
Ontario	1998-1999	89 375	85 482
	1999-2000	88 654	92 361
	2000-2001	91 859	113 268
	2001-2002	91 242	124 302
	2002-2003	92 709	126 807

(1) Comprend les causes de droit de la famille assujetties aux *règles en matière de droit de la famille* (Cour de justice de l'Ontario et Cour de la famille de la Cour supérieure de justice) et aux règles 69 et 70 des *Règles de procédure civile* (Cour supérieure de justice).

(2) Comprend les requêtes, les pétitions et les déclarations déposées auprès de la Cour supérieure de justice et les requêtes déposées auprès de la Cour de la famille de la Cour supérieure de justice et auprès de la Cour de justice de l'Ontario.

(3) Comprend les procès, les conférences préparatoires aux procès, les conférences en vue d'une transaction, les conférences de gestion du procès, les motions, les conférences relatives à la cause et les premières audiences.

(4) Depuis 2001-2002, les données au sujet des nouvelles affaires de droit de la famille dans la région de l'Est étaient déclarées d'une façon qui ne concordait pas avec les chiffres de l'exercice précédent. Cette anomalie fait présentement l'objet d'un examen. En attendant que cette question soit résolue, les données de 2000-2001 de la région de l'Est ont été utilisées pour 2001-2002 et 2002-2003.

SOURCE : SIST

Affaires de droit de la famille reçues (1) (2) Cour supérieure de justice et Cour de justice de l'Ontario

Région	Lieu	98-99	99-00	00-01	01-02	02-03	Var. de 98-99 à 02-03	Var. en % de 98-99 à 02-03
Centre-Est	Barrie	2 726	2 973	3 239	3 016	2 819	93	3 %
	Bracebridge	545	631	634	547	540	-5	-1 %
	Cobourg	875	805	695	679	620	-255	-29 %
	Lindsay	716	812	546	541	555	-161	-22 %
	Newmarket	2 853	2 400	2 453	2 142	2 051	-802	-28 %
	Oshawa	2 795	4 537	4 597	4 666	3 902	1 107	40 %
	Peterborough	1 027	1 169	1 013	834	757	-270	-26 %
	Whitby	1 645	989	55	1	311	-1 334	-81 %
Centre-Est. total		**13 182**	**14 316**	**13 232**	**12 426**	**11 555**	**-1 627**	**-12 %**
Centre-Ouest	Brampton	5 014	4 677	4 618	4 354	4 071	-943	-19 %
	Brantford	1 016	1 250	875	953	910	-106	-10 %
	Cayuga	213	220	214	242	273	60	28 %
	Hamilton	2 893	3 257	3 309	3 171	3 275	382	13 %
	Milton	2 147	1 903	1 878	1 620	1 724	-423	-20 %
	Niagara Falls	1 144	1 037	1 112	1 225	1 375	231	20 %
	Orangeville	454	448	421	490	486	32	7 %
	Simcoe	561	514	509	487	611	50	9 %
	St. Catharines	1 685	1 438	1 523	1 266	1 401	-284	-17 %
	Welland	693	790	762	778	806	113	16 %
Centre-Ouest. total		**15 820**	**15 534**	**15 221**	**14 586**	**14 932**	**-888**	**-6 %**
Est (3)	Belleville	2 039	1 960	1 836	1 836	1 836	-203	-10 %
	Brockville	655	684	2 683	2 683	2 683	2 028	310 %
	Cornwall	841	1 084	837	837	837	-4	0 %
	Kingston	2 718	1 910	1 714	1 714	1 714	-1 004	-37 %
	L'Orignal	366	536	1 101	1 101	1 101	735	201 %
	Napanee	364	282	262	262	262	-102	-28 %
	Ottawa	5 425	5 389	6 084	6 084	6 084	659	12 %
	Pembroke	832	877	983	983	983	151	18 %
	Perth	460	455	644	644	644	184	40 %
	Picton	313	210	198	198	198	-115	-37 %
Est. total		**14 013**	**13 387**	**16 342**	**16 342**	**16 342**	**2 329**	**17 %**
Nord	Cochrane	575	580	526	676	660	85	15 %
	Dryden	174	154	222	235	263	89	51 %
	Elliot Lake	124	118	102	88	114	-10	-8 %
	Espanola	47	27	37	35	26	-21	-45 %
	Fort Frances	186	201	172	117	196	10	5 %
	Geraldton		0	0		0	0	0 %
	Gore Bay	215	170	241	296	334	119	55 %
	Haileybury	93	134	101	104	102	9	10 %
	Kenora	460	398	526	458	506	46	10 %
	Kirkland Lake	290	218	243	267	260	-30	-10 %
	Longlac	0					0	0 %
	Marathon	0	30	0	0	0	0	0 %
	North Bay	1 103	907	816	807	1 048	-55	-5 %
	Parry Sound	350	304	319	313	272	-78	-22 %
	Red Lake	12	11	53	63	24	12	100 %
	Sault Ste. Marie	844	822	708	675	878	34	4 %
	Sudbury	2 196	2 599	3 446	4 415	5 676	3 480	158 %
	Thunder Bay	1 473	1 321	1 368	1 290	1 918	445	30 %
	Timmins	1 009	990	914	989	747	-262	-26 %
Nord. total		**9 151**	**8 984**	**9 794**	**10 828**	**13 024**	**3 873**	**42 %**

Région	Lieu	98-99	99-00	00-01	01-02	02-03	Var. de 98-99 à 02-03	Var. en % de 98-99 à 02-03
Toronto	1911, avenue Eglinton	2 245	2 932	3 371	2 897	2 501	256	11 %
	2201, avenue Finch O.	2 058	1 719	2 071	940	0	-2 058	-100 %
	311, rue Jarvis	4 986	4 261	3 032	2 942	2 768	-2 218	-44 %
	47, avenue Sheppard E.	3 210	2 577	2 634	3 429	3 632	422	13 %
	Cour supérieure de justice de Toronto	8 782	9 004	10 051	10 280	11 671	2 889	33 %
Toronto, total		**21 281**	**20 493**	**21 159**	**20 488**	**20 572**	**-709**	**-3 %**
Ouest	Chatham	917	892	977	948	938	21	2 %
	Goderich	468	455	507	441	415	-53	-11 %
	Guelph	1 042	1 112	1 059	1 103	1 020	-22	-2 %
	Kitchener	3 111	2 516	2 894	3 820	3 889	778	25 %
	London	3 951	4 758	4 132	3 577	2 860	-1 091	-28 %
	Owen Sound	726	714	597	756	767	41	6 %
	Sarnia	1 121	923	1 206	873	932	-189	-17 %
	St. Thomas	727	667	765	938	922	195	27 %
	Stratford	532	488	564	597	582	50	9 %
	Walkerton	398	386	447	381	399	1	0 %
	Windsor	2 273	2 286	2 329	2 355	2 719	446	20 %
	Woodstock	662	743	634	783	841	179	27 %
Ouest, total		**15 928**	**15 940**	**16 111**	**16 572**	**16 284**	**356**	**2 %**
Ontario, total		**89 375**	**88 654**	**91 859**	**91 242**	**92 709**	**3 334**	**4 %**

(1) Comprend les causes de droit de la famille assujetties aux *règles en matière de droit de la famille* (Cour de justice de l'Ontario et Cour de la famille de la Cour supérieure de justice) et aux règles 69 et 70 des *Règles de procédure civile* (Cour supérieure de justice).

(2) Comprend les requêtes, les pétitions et les déclarations déposées auprès de la Cour supérieure de justice et les requêtes déposées auprès de la Cour de la famille de la Cour supérieure de justice et auprès de la Cour de justice de l'Ontario.

(3) Depuis 2001-2002, les données au sujet des nouvelles affaires de droit de la famille dans la région de l'Est étaient déclarées d'une façon qui ne concordait pas avec les chiffres de l'exercice précédent. Cette anomalie fait présentement l'objet d'un examen. En attendant que cette question soit résolue, les données de 2000-2001 de la région de l'Est ont été utilisées pour 2001-2002 et 2002-2003.

SOURCE : SIST

Événements de droit de la famille entendus (1) (2) Cour supérieure de justice et Cour de justice de l'Ontario

Région	Lieu	98-99	99-00	00-01	01-02	02-03	Var. de 98-99 à 02-03	Var. en % de 98-99 à 02-03
Centre-Est	Barrie	2 876	3 874	6 589	6 130	5 081	2 205	77 %
	Bracebridge	546	731	852	1 098	968	422	77 %
	Cobourg	834	615	942	1 110	862	28	3 %
	Lindsay	881	823	1 352	812	418	-463	-53 %
	Newmarket	3 340	4 516	5 490	6 872	5 433	2 093	63 %
	Oshawa	2 085	2 683	12 179	12 092	10 576	8 491	407 %
	Peterborough	1 139	1 066	1 318	649	770	-369	-32 %
	Whitby	2 317	1 384	24	0	6	-2 311	-100 %
Centre-Est, total		**14 018**	**15 692**	**28 746**	**28 763**	**24 114**	**10 096**	**72 %**
Centre-Ouest	Brampton	5 046	5 424	4 833	5 620	6 014	968	19 %
	Brantford	1 693	1 934	2 145	2 629	2 790	1 097	65 %
	Cayuga	361	460	463	403	612	251	70 %
	Hamilton	3 867	4 666	6 423	7 307	5 364	1 497	39 %
	Milton	2 035	2 051	2 483	2 261	2 271	236	12 %
	Niagara Falls	186	207	181	196	227	41	22 %
	Orangeville	504	408	277	282	164	-340	-67 %
	Simcoe	572	751	691	766	606	34	6 %
	St. Catharines	1 544	1 217	929	1 500	1 791	247	16 %
	Welland	803	918	949	861	1 166	363	45 %
Centre-Ouest, total		**16 611**	**18 036**	**19 374**	**21 825**	**21 005**	**4 394**	**26 %**
Est	Belleville	1 084	1 458	1 788	1 859	1 851	767	71 %
	Brockville	641	1 055	873	949	1 037	396	62 %
	Cornwall	832	890	1 012	1 185	1 190	358	43 %
	Kingston	1 582	1 166	1 539	1 511	1 869	287	18 %
	L'Orignal	524	617	599	925	1 105	581	111 %
	Napanee	238	235	278	309	379	141	59 %
	Ottawa	4 569	5 849	6 486	8 281	8 715	4 146	91 %
	Pembroke	643	739	649	796	977	334	52 %
	Perth	606	525	374	553	342	-264	-44 %
	Picton	110	111	110	130	178	68	62 %
Est, total		**10 829**	**12 645**	**13 708**	**16 498**	**17 643**	**6 814**	**63 %**
Nord	Cochrane	472	634	595	715	579	107	23 %
	Dryden	159	107	112	105	159	0	0 %
	Elliot Lake	3	0	15	40	1	-2	-67 %
	Espanola	5	2	4	2	5	0	0 %
	Fort Frances	128	163	210	171	261	133	104 %
	Geraldton	0	2	1	0	1	1	0 %
	Gore Bay	34	35	82	89	80	46	135 %
	Haileybury	143	182	196	155	227	84	59 %
	Kenora	454	376	363	475	661	207	46 %
	Kirkland Lake	2	39	66	66	27	25	1250 %
	Longlac	1	0	0	0	0	-1	-100 %
	Marathon	0	29	0	2	1	1	0 %
	North Bay	1 076	1 108	1 140	1 231	1 327	251	23 %
	Parry Sound	159	181	275	404	356	197	124 %
	Red Lake	21	1	36	16	11	-10	-48 %
	Sault Ste. Marie	1 482	1 701	1 932	1 681	1 457	-25	-2 %
	Sudbury	2 178	1 959	2 842	2 788	4 797	2 619	120 %
	Thunder Bay	1 485	1 984	1 673	2 410	2 369	884	60 %
	Timmins	732	959	1 583	1 520	1 569	837	114 %
Nord, total		**8 534**	**9 462**	**11 125**	**11 870**	**13 888**	**5 354**	**63 %**

Région	Lieu	98-99	99-00	00-01	01-02	02-03	Var. de 98-99	Var. en % de
Toronto	1911, avenue Eglinton	1 174	1 722	991	782	865	-309	-26 %
	2201, avenue Finch O.	1 595	1 215	2 100	569	0	-1 595	-100 %
	311, rue Jarvis	6 991	8 204	7 605	6 454	5 097	-1 894	-27 %
	47, avenue Sheppard E.	1 121	1 286	962	1 344	1 577	456	41 %
	Cour supérieure de justice de Toronto	8 278	7 793	8 087	9 575	14 154	5 876	71 %
Toronto, total		**19 159**	**20 220**	**19 745**	**18 724**	**21 693**	**2 534**	**13 %**
Ouest	Chatham	823	839	1 099	1 594	1 646	823	100 %
	Goderich	691	605	580	640	441	-250	-36 %
	Guelph	947	969	1 063	1 217	1 220	273	29 %
	Kitchener	4 489	4 057	4 605	7 667	6 878	2 389	53 %
	London	2 438	1 668	1 863	2 261	3 072	634	26 %
	Owen Sound	1 167	1 296	1 160	1 379	1 505	338	29 %
	Sarnia	1 662	1 688	1 693	1 838	2 138	476	29 %
	St. Thomas	628	531	901	778	993	365	58 %
	Stratford	456	393	456	582	461	5	1 %
	Walkerton	472	482	578	525	549	77	16 %
	Windsor	1 974	3 265	6 139	7 633	8 586	6 612	335 %
	Woodstock	584	513	433	508	975	391	67 %
Ouest, total		**16 331**	**16 306**	**20 570**	**26 622**	**28 464**	**12 133**	**74 %**
Ontario, total		**85 482**	**92 361**	**113 268**	**124 302**	**126 807**	**41 325**	**48 %**

(1) Comprend les causes de droit de la famille assujetties aux *règles en matère de droit de la famille* (Cour de justice de l'Ontario et Cour de la famille de la Cour supérieure de justice) et aux règles 69 et 70 des *Règles de procédure civile* (Cour supérieure de justice).

(2) Comprend les procès, les conférences préparatoires aux procès, les conférences en vue d'une transaction, les conférences de gestion du procès, les motions, les conférences relatives à la cause et les premières audiences.

SOURCE : SIST

Cour de justice de l'Ontario – aperçu des affaires de droit de la famille par région

Région	Exercice	Affaires reçues (1)	Événements entendus (2)
Centre-Est (3)	1998-1999	5 613	3 987
	1999-2000	3 272	1 954
	2000-2001	0	0
	2001-2002	0	0
	2002-2003	0	0
Centre-Ouest (3)	1998-1999	7 101	4 283
	1999-2000	5 486	3 810
	2000-2001	4 884	2 940
	2001-2002	4 475	3 256
	2002-2003	4 536	3 253
Est (3) (4)	1998-1999	6 748	1 794
	1999-2000	5 044	1 172
	2000-2001	2 115	396
	2001-2002	2 115	492
	2002-2003	2 115	620
Nord	1998-1999	6 638	2 953
	1999-2000	6 343	3 803
	2000-2001	7 080	5 869
	2001-2002	7 919	6 981
	2002-2003	9 069	8 528
Toronto	1998-1999	12 499	10 881
	1999-2000	11 489	12 427
	2000-2001	11 108	11 658
	2001-2002	10 208	9 149
	2002-2003	8 901	7 539
Ouest	1998-1999	6 901	5 361
	1999-2000	5 933	6 079
	2000-2001	6 901	7 822
	2001-2002	7 725	11 445
	2002-2003	7 921	11 201
Ontario	1998-1999	45 500	29 259
	1999-2000	37 567	29 245
	2000-2001	32 088	28 685
	2001-2002	32 442	31 323
	2002-2003	32 542	31 141

(1) Comprend les requêtes déposées.

(2) Comprend les enquêtes préliminaires et les motions entendues.

(3) En novembre 1999, le nombre de municipalités comptant une Cour de la famille de la Cour supérieure de justice a augmenté. Par conséquent, les affaires qui auraient été entendues par la Cour de justice de l'Ontario l'ont été par la Cour de la famille de la Cour supérieure de justice.

(4) Depuis 2001-2002, les données au sujet des nouvelles affaires de droit de la famille dans la région de l'Est étaient déclarées d'une façon qui ne concordait pas avec les chiffres de l'exercice précédent. Cette anomalie fait présentement l'objet d'un examen. En attendant que cette question soit résolue, les données de 2000-2001 de la région de l'Est ont été utilisées pour 2001-2002 et 2002-2003.

SOURCE : SIST

Cour de justice de l'Ontario – affaires de droit de la famille reçues (1)

Région	Lieu	98-99	99-00	00-01	01-02	02-03	Var. de 98-99 à	Var. en % de 98-99
Centre-Est	Bracebridge (2)	336	236	0	0	0	-336	-100 %
	Cobourg (2)	514	274	0	0	0	-514	-100 %
	Lindsay (2)	488	211	0	0	0	-488	-100 %
	Newmarket (2)	736	451	0	0	0	-736	-100 %
	Oshawa (2)	2 795	1 650	0	0	0	-2 795	-100 %
	Peterborough (2)	744	450	0	0	0	-744	-100 %
Centre-Est, total		5 613	3 272	0	0	0	-5 613	-100 %
Centre-Ouest	Brampton	2 735	2 145	1 933	1 527	1 406	-1 329	-49 %
	Brantford	665	441	435	532	470	-195	-29 %
	Cayuga	77	59	56	108	126	49	64 %
	Milton	811	755	734	553	570	-241	-30 %
	Niagara Falls	1 144	1 037	1 112	1 225	1 375	231	20 %
	Orangeville	270	231	307	315	318	48	18 %
	Simcoe	361	290	307	215	271	-90	-25 %
	St. Catharines (2)	1 038	528	0	0	0	-1 038	-100 %
Centre-Ouest, total		7 101	5 486	4 884	4 475	4 536	-2 565	-36 %
Est (3)	Belleville	1 542	1 421	1 280	1 280	1 280	-262	-17 %
	Brockville (2)	408	259	0	0	0	-408	-100 %
	Cornwall (2)	617	445	0	0	0	-617	-100 %
	L'Orignal (2)	228	173	0	0	0	-228	-100 %
	Ottawa (2)	2 843	1 750	0	0	0	-2 843	-100 %
	Pembroke	553	609	663	663	663	110	20 %
	Perth (2)	279	196	0	0	0	-279	-100 %
	Picton	278	191	172	172	172	-106	-38 %
Est, total		6 748	5 044	2 115	2 115	2 115	-4 633	-69 %
Nord	Cochrane	340	320	280	365	407	67	20 %
	Dryden	174	154	222	235	263	89	51 %
	Elliot Lake	124	118	102	88	114	-10	-8 %
	Espanola	47	27	37	35	26	-21	-45 %
	Fort Frances	140	155	108	55	117	-23	-16 %
	Geraldton	0	0	0	0	0	0	0 %
	Gore Bay	196	162	229	280	319	123	63 %
	Kenora	330	290	421	352	382	52	16 %
	Kirkland Lake	290	218	243	267	260	-30	-10 %
	Longlac	0	0	0	0	0	0	0 %
	Marathon	0	30	0	0	0	0	0 %
	North Bay	756	586	503	555	787	31	4 %
	Parry Sound	299	251	256	258	212	-87	-29 %
	Red Lake	12	11	53	63	24	12	100 %
	Sault Ste. Marie	367	336	290	296	342	-25	-7 %
	Sudbury	1 617	1 881	2 606	3 203	4 263	2 646	164 %
	Thunder Bay	937	814	821	878	811	-126	-13 %
	Timmins	1 009	990	909	989	742	-267	-26 %
Nord, total		6 638	6 343	7 080	7 919	9 069	2 431	37 %

Région	Lieu	98-99	99-00	00-01	01-02	02-03	Var. de 98-99	Var. en % de 98-99
Toronto	1911, avenue Eglinton	2 245	2 932	3 371	2 897	2 501	256	11 %
	2201, avenue Finch O.	2 058	1 719	2 071	940		-2 058	-100 %
	311, rue Jarvis	4 986	4 261	3 032	2 942	2 768	-2 218	-44 %
	47, avenue Sheppard E.	3 210	2 577	2 634	3 429	3 632	422	13 %
Toronto, total		12 499	11 489	11 108	10 208	8 901	-3 598	-29 %
Ouest	Chatham	563	584	642	647	650	87	15 %
	Goderich	318	301	368	297	307	-11	-3 %
	Guelph	664	585	617	639	563	-101	-15 %
	Kitchener	1 989	1 333	1 780	2 589	2 541	552	28 %
	Owen Sound	497	482	342	509	534	37	7 %
	Sarnia	722	558	816	436	564	-158	-22 %
	St. Thomas	382	409	490	625	578	196	51 %
	Stratford	321	325	389	396	385	64	20 %
	Walkerton	206	234	282	219	258	52	25 %
	Windsor	892	876	837	894	1 052	160	18 %
	Woodstock	347	246	338	474	489	142	41 %
Ouest, total		6 901	5 933	6 901	7 725	7 921	1 020	15 %
Ontario, total		45 500	37 567	32 088	32 442	32 542	-12 958	-28 %

(1) Comprend les requêtes déposées.

(2) En novembre 1999, une Cour de la famille de la Cour supérieure de justice a été établie à ces endroits. Par conséquent, les affaires qui auraient été entendues par la Cour de justice de l'Ontario l'ont été par la Cour de la famille de la Cour supérieure de justice.

(3) Depuis 2001-2002, les données au sujet des nouvelles affaires de droit de la famille dans la région de l'Est étaient déclarées d'une façon qui ne concordait pas avec les chiffres de l'exercice précédent. Cette anomalie fait présentement l'objet d'un examen. En attendant que cette question soit résolue, les données de 2000-2001 de la région de l'Est ont été utilisées pour 2001-2002 et 2002-2003.

SOURCE : SIST

Cour de justice de l'Ontario – événements de droit de la famille entendus (1)

Région	Lieu	98-99	99-00	00-01	01-02	02-03	Var. de 98-99 à	Var. en % de 98-99
Centre-Est	Bracebridge (2)	94	47	0	0	0	-94	-100 %
	Cobourg (2)	270	163	0	0	0	-270	-100 %
	Lindsay (2)	542	247	0	0	0	-542	-100 %
	Newmarket (2)	242	122	0	0	0	-242	-100 %
	Oshawa (2)	2 085	855	0	0	0	-2 085	-100 %
	Peterborough (2)	754	520	0	0	0	-754	-100 %
Centre-Est, total		3 987	1 954	0	0	0	-3 987	-100 %
Centre-Ouest	Bramoton	2 257	1 738	1 199	1 216	934	-1 323	-59 %
	Brantford	852	624	618	1 066	1 426	574	67 %
	Cavuga	17	20	69	38	10	-7	-41 %
	Milton	337	645	648	491	465	128	38 %
	Niagara Falls	186	207	181	196	227	41	22 %
	Orangeville	102	102	19	53	60	-42	-41 %
	Simcoe	166	178	206	196	131	-35	-21 %
	St. Catharines (2)	366	296	0	0	0	-366	-100 %
Centre-Ouest, total		4 283	3 810	2 940	3 256	3 253	-1 030	-24 %
Est (3)	Belleville	73	63	102	151	183	110	151 %
	Brockville (2)	282	140	0	0	0	-282	-100 %
	Cornwall (2)	464	247	0	0	0	-464	-100 %
	L'Orignal (2)	185	124	0	0	0	-185	-100 %
	Ottawa (2)	413	197	0	0	0	-413	-100 %
	Pembroke	292	316	246	311	405	113	39 %
	Perth (2)	56	44	0	0	0	-56	-100 %
	Picton	29	41	48	30	32	3	10 %
Est, total		1 794	1 172	396	492	620	-1 174	-65 %
Nord	Cochrane	46	34	128	146	131	85	185 %
	Dryden	159	107	112	105	159	0	0 %
	Elliot Lake	3	0	15	40	1	-2	-67 %
	Espanola	5	2	4	2	5	0	0 %
	Fort Frances	28	47	54	32	91	63	225 %
	Geraldton	0	2	1	0	1	1	0 %
	Gore Bay	1	17	47	72	66	65	6500 %
	Kenora	308	224	217	314	330	22	7 %
	Kirkland Lake	2	39	66	66	27	25	1250 %
	Longlac	1	0	0	0	0	-1	-100 %
	Marathon	0	29	0	2	1	1	0 %
	North Bay	220	239	478	636	659	439	200 %
	Parry Sound	72	100	165	287	235	163	226 %
	Red Lake	21	1	36	16	11	-10	-48 %
	Sault Ste. Marie	293	497	566	535	515	222	76 %
	Sudbury	334	674	1 403	1 627	3 189	2 855	855 %
	Thunder Bay	732	833	997	1 582	1 538	806	110 %
	Timmins	728	958	1 580	1 519	1 569	841	116 %
Nord, total		2 953	3 803	5 869	6 981	8 528	5 575	189 %
Toronto	1911, avenue Eglington	1 174	1 722	991	782	865	-309	-26 %
	2201, avenue Finch O.	1 595	1 215	2 100	569	0	-1 595	-100 %
	311, rue Jarvis	6 991	8 204	7 605	6 454	5 097	-1 894	-27 %
	47, avenue Sheppard E.	1 121	1 286	962	1 344	1 577	456	41 %
Toronto, total		10 881	12 427	11 658	9 149	7 539	-3 342	-31 %

Région	Lieu	98-99	99-00	00-01	01-02	02-03	Var. de 98-99 à 02-03	Var. en % de 98-99 à 02-03
Ouest	Chatham	299	369	603	1 060	1 130	831	278 %
	Goderich	481	382	368	403	366	-115	-24 %
	Guelph	273	331	494	597	435	162	59 %
	Kitchener	1 760	1 123	1 320	4 317	3 390	1 630	93 %
	Owen Sound	573	612	582	793	992	419	73 %
	Sarnia	829	793	876	921	1 211	382	46 %
	St. Thomas	205	196	300	332	381	176	86 %
	Stratford	179	168	239	327	210	31	17 %
	Walkerton	221	223	338	281	227	6	3 %
	Windsor	265	1 661	2 700	2 404	2 541	2 276	859 %
	Woodstock	276	221	2	10	318	42	15 %
Ouest, total		5 361	6 079	7 822	11 445	11 201	5 840	109 %
Ontario, total		29 259	29 245	78 685	31 323	31 141	1 882	6 %

(1) Comprend les enquêtes préliminaires et les motions entendues.

(2) En novembre 1999, une Cour de la famille de la Cour supérieure de justice a été établie à ces endroits. Par conséquent, les affaires qui auraient été entendues par la Cour de justice de l'Ontario l'ont été par la Cour de la famille de la Cour supérieure de justice.

SOURCE : SIST

Cour supérieure de justice – aperçu des affaires de droit de la famille par région (1)

Région	Exercice	Causes reçues (2)	Causes entendues (3)
Centre-Est (4)	1998-1999	7 569	10 031
	1999-2000	11 044	13 738
	2000-2001	13 232	28 746
	2001-2002	12 426	28 763
	2002-2003	11 555	24 114
Centre-Ouest (4)	1998-1999	8 719	12 328
	1999-2000	10 048	14 226
	2000-2001	10 337	16 434
	2001-2002	10 111	18 569
	2002-2003	10 396	17 752
Est (4) (5)	1998-1999	7 265	9 035
	1999-2000	8 343	11 473
	2000-2001	14 227	13 312
	2001-2002	14 227	16 006
	2002-2003	14 227	17 023
Nord	1998-1999	2 513	5 581
	1999-2000	2 641	5 659
	2000-2001	2 714	5 256
	2001-2002	2 909	4 889
	2002-2003	3 955	5 360
Toronto	1998-1999	8 782	8 278
	1999-2000	9 004	7 793
	2000-2001	10 051	8 087
	2001-2002	10 280	9 575
	2002-2003	11 671	14 154
Ouest	1998-1999	9 027	10 970
	1999-2000	10 007	10 227
	2000-2001	9 210	12 748
	2001-2002	8 847	15 177
	2002-2003	8 363	17 263
Ontario	1998-1999	43 875	56 223
	1999-2000	51 087	63 116
	2000-2001	59 771	84 583
	2001-2002	58 800	92 979
	2002-2003	60 167	95 666

(1) Comprend les causes de droit de la famille assujetties aux *règles en matière de droit de la famille* (Cour de justice de l'Ontario et Cour de la famille de la Cour supérieure de justice) et aux règles 69 et 70 des *Règles de procédure civile* (Cour supérieure de justice).

(2) Comprend les requêtes, les pétitions et les déclarations déposées auprès de la Cour supérieure de justice et les requêtes déposées auprès de la Cour de la famille de la Cour supérieure de justice.

(3) Comprend les procès, les conférences préparatoires aux procès, les conférences en vue d'une transaction, les conférences de gestion du procès, les motions, les conférences relatives à la cause et les premières audiences.

(4) En novembre 1999, le nombre de municipalités comptant une Cour de la famille de la Cour supérieure de justice a augmenté. Par conséquent, les affaires qui auraient été entendues par la Cour de justice de l'Ontario l'ont été par la Cour de la famille de la Cour supérieure de justice.

(5) Depuis 2001-2002, les données au sujet des nouvelles affaires de droit de la famille dans la région de l'Est étaient déclarées d'une façon qui ne concordait pas avec les chiffres de l'exercice précédent. Cette anomalie fait présentement l'objet d'un examen. En attendant que cette question soit résolue, les données de 2000-2001 de la région de l'Est ont été utilisées pour 2001-2002 et 2002-2003.

SOURCE : SIST

Cour supérieure de justice – affaires de droit de la famille reçues (1)(2)

Région	Lieu	98-99	99-00	00-01	01-02	02-03	Var. de 98-99 à 02-03	Var. en % de 98-99 à 02-03
Centre-Est	Barrie	2 726	2 973	3 239	3 016	2 819	93	3 %
	Bracebridge (3)	209	395	634	547	540	331	158 %
	Cobourg (3)	361	531	695	679	620	259	72 %
	Lindsay (3)	228	601	546	541	555	327	143 %
	Newmarket (3)	2 117	1 949	2 453	2 142	2 051	-66	-3 %
	Oshawa (3)	0	2 887	4 597	4 666	3 902	3 902	0 %
	Peterborough (3)	283	719	1 013	834	757	474	167 %
	Whitby	1 645	989	55	1	311	-1 334	-81 %
Centre-Est, total		**7 569**	**11 044**	**13 232**	**12 426**	**11 555**	**3 986**	**53 %**
Centre-Ouest	Brampton	2 279	2 532	2 685	2 827	2 665	386	17 %
	Brantford	351	809	440	421	440	89	25 %
	Cayuga	136	161	158	134	147	11	8 %
	Hamilton	2 893	3 257	3 309	3 171	3 275	382	13 %
	Milton	1 336	1 148	1 144	1 067	1 154	-182	-14 %
	Orangeville	184	217	114	175	168	-16	-9 %
	Simcoe	200	224	202	272	340	140	70 %
	St. Catharines (3)	647	910	1 523	1 266	1 401	754	117 %
	Welland	693	790	762	778	806	113	16 %
Centre-Ouest, total		**8 719**	**10 048**	**10 337**	**10 111**	**10 396**	**1 677**	**19 %**
Est (4)	Belleville	497	539	556	556	556	59	12 %
	Brockville (3)	247	425	2 683	2 683	2 683	2 436	986 %
	Cornwall (3)	224	639	837	837	837	613	274 %
	Kingston	2 718	1 910	1 714	1 714	1 714	-1 004	-37 %
	L'Orignal (3)	138	363	1 101	1 101	1 101	963	698 %
	Napanee	364	282	262	262	262	-102	-28 %
	Ottawa (3)	2 582	3 639	6 084	6 084	6 084	3 502	136 %
	Pembroke	279	268	320	320	320	41	15 %
	Perth (3)	181	259	644	644	644	463	256 %
	Picton	35	19	26	26	26	-9	-26 %
Est, total		**7 265**	**8 343**	**14 227**	**14 227**	**14 227**	**6 962**	**96 %**
Nord	Cochrane	235	260	246	311	253	18	8 %
	Fort Frances	46	46	64	62	79	33	72 %
	Gore Bay	19	8	12	16	15	-4	-21 %
	Haileybury	93	134	101	104	102	9	10 %
	Kenora	130	108	105	106	124	-6	-5 %
	North Bay	347	321	313	252	261	-86	-25 %
	Parry Sound	51	53	63	55	60	9	18 %
	Sault Ste. Marie	477	486	418	379	536	59	12 %
	Sudbury	579	718	840	1 212	1 413	834	144 %
	Thunder Bay	536	507	547	412	1 107	571	107 %
	Timmins	0	0	5	0	5	5	0 %
Nord, total		**2 513**	**2 641**	**2 714**	**2 909**	**3 955**	**1 442**	**57 %**

Région	Lieu	98-99	99-00	00-01	01-02	02-03	Var. de 98-99	Var. en % de 98-99
Toronto	Cour supérieure de justice de Toronto	8 782	9 004	10 051	10 280	11 671	2 889	33 %
Toronto, total		**8 782**	**9 004**	**10 051**	**10 280**	**11 671**	**2 889**	**33 %**
Ouest	Chatham	354	308	335	301	288	-66	-19 %
	Goderich	150	154	139	144	108	-42	-28 %
	Guelph	378	527	442	464	457	79	21 %
	Kitchener	1 122	1 183	1 114	1 231	1 348	226	20 %
	London	3 951	4 758	4 132	3 577	2 860	-1 091	-28 %
	Owen Sound	229	232	255	247	233	4	2 %
	Sarnia	399	365	390	437	368	-31	-8 %
	St. Thomas	345	258	275	313	344	-1	0 %
	Stratford	211	163	175	201	197	-14	-7 %
	Walkerton	192	152	165	162	141	-51	-27 %
	Windsor	1 381	1 410	1 492	1 461	1 667	286	21 %
	Woodstock	315	497	296	309	352	37	12 %
Ouest, total		**9 027**	**10 007**	**9 210**	**8 847**	**8 363**	**-664**	**-7 %**
Ontario, total		**43 875**	**51 087**	**59 771**	**58 800**	**60 167**	**16 292**	**37 %**

(1) Comprend les causes de droit de la famille assujetties aux *règles en matière de droit de la famille* (Cour de justice de l'Ontario et Cour de la famille de la Cour supérieure de justice) et aux règles 69 et 70 des *Règles de procédure civile* (Cour supérieure de justice).

(2) Comprend les requêtes, les pétitions et les déclarations déposées auprès de la Cour supérieure de justice et les requêtes déposées auprès de la Cour de la famille de la Cour supérieure de justice et auprès de la Cour de justice de l'Ontario.

(3) En novembre 1999, une Cour de la famille de la Cour supérieure de justice a été établie à ces endroits. Par conséquent, les affaires qui auraient été entendues par la Cour de justice de l'Ontario l'ont été par la Cour de la famille de la Cour supérieure de justice.

(4) Depuis 2001-2002, les données au sujet des nouvelles affaires de droit de la famille dans la région de l'Est étaient déclarées d'une façon qui ne concordait pas avec les chiffres de l'exercice précédent. Cette anomalie fait présentement l'objet d'un examen. En attendant que cette question soit résolue, les données de 2000-2001 de la région de l'Est ont été utilisées pour 2001-2002 et 2002-2003.

SOURCE : SIST

Cour supérieure de justice – [illegible] de la famille entendus (1)(2)

Région	Lieu	98-99	99-00	00-01	01-02	02-03	Var. de 98-99 à 02-03	Var. en % de 98-99 à 02-03
Centre-Est	Barrie	2 876	3 874	6 589	6 130	5 081	2 205	77 %
	Bracebridge (3)	452	684	852	1 098	968	516	114 %
	Cobourg (3)	564	452	942	1 110	862	298	53 %
	Lindsay (3)	339	576	1 352	812	418	79	23 %
	Newmarket (3)	3 098	4 394	5 490	6 872	5 433	2 335	75 %
	Oshawa (3)	0	1 828	12 179	12 092	10 576	10 576	0 %
	Peterborough (3)	385	546	1 318	649	770	385	100 %
	Whitby	2 317	1 384	24		6	-2 311	-100 %
Centre-Est, total		**10 031**	**13 738**	**28 746**	**28 763**	**24 114**	**14 083**	**140 %**
Centre-Ouest	Brampton	2 789	3 686	3 634	4 404	5 080	2 291	82 %
	Brantford	841	1 310	1 527	1 563	1 364	523	62 %
	Cayuga	344	440	394	365	602	258	75 %
	Hamilton	3 867	4 666	6 423	7 307	5 364	1 497	39 %
	Milton	1 698	1 406	1 835	1 770	1 806	108	6 %
	Orangeville	402	306	258	229	104	-298	-74 %
	Simcoe	406	573	485	570	475	69	17 %
	St. Catharines (3)	1 178	921	929	1 500	1 791	613	52 %
	Welland	803	918	949	861	1 166	363	45 %
Centre-Ouest, total		**12 328**	**14 226**	**16 434**	**18 569**	**17 752**	**5 424**	**44 %**
Est (4)	Belleville	1 011	1 395	1 686	1 708	1 668	657	65 %
	Brockville (3)	359	915	873	949	1 037	678	189 %
	Cornwall (3)	368	643	1 012	1 185	1 190	822	223 %
	Kingston	1 582	1 166	1 539	1 511	1 869	287	18 %
	L'Orignal (3)	339	493	599	925	1 105	766	226 %
	Napanee	238	235	278	309	379	141	59 %
	Ottawa (3)	4 156	5 652	6 486	8 281	8 715	4 559	110 %
	Pembroke	351	423	403	485	572	221	63 %
	Perth (3)	550	481	374	553	342	-208	-38 %
	Picton	81	70	62	100	146	65	80 %
Est, total		**9 035**	**11 473**	**13 312**	**16 006**	**17 023**	**7 988**	**88 %**
Nord	Cochrane	426	600	467	569	448	22	5 %
	Fort Frances	100	116	156	139	170	70	70 %
	Gore Bay	33	18	35	17	14	-19	-58 %
	Haileybury	143	182	196	155	227	84	59 %
	Kenora	146	152	146	161	331	185	127 %
	North Bay	856	869	662	595	668	-188	-22 %
	Parry Sound	87	81	110	117	121	34	39 %
	Sault Ste. Marie	1 189	1 204	1 366	1 146	942	-247	-21 %
	Sudbury	1 844	1 285	1 439	1 161	1 608	-236	-13 %
	Thunder Bay	753	1 151	676	828	831	78	10 %
	Timmins	4	1	3	1	0	-4	-100 %
Nord, total		**5 581**	**5 659**	**5 256**	**4 889**	**5 360**	**-221**	**-4 %**

Région	Lieu	98-99	99-00	00-01	01-02	02-03	Var. de 98-99 à 02-03	Var. en % de 98-99 à 02-03
Toronto	Cour supérieure de justice de Toronto	8 278	7 793	8 087	9 575	14 154	5 876	71 %
Toronto, total		**8 278**	**7 793**	**8 087**	**9 575**	**14 154**	**5 876**	**71 %**
Ouest	Chatham	524	470	496	534	516	-8	-2 %
	Goderich	210	223	212	237	75	-135	-64 %
	Guelph	674	638	569	620	785	111	16 %
	Kitchener	2 729	2 934	3 285	3 350	3 488	759	28 %
	London	2 438	1 668	1 863	2 261	3 072	634	26 %
	Owen Sound	594	684	578	586	513	-81	-14 %
	Sarnia	833	895	817	917	927	94	11 %
	St. Thomas	423	335	601	446	612	189	45 %
	Stratford	277	225	217	255	251	-26	-9 %
	Walkerton	251	259	240	244	322	71	28 %
	Windsor	1 709	1 604	3 439	5 229	6 045	4 336	254 %
	Woodstock	308	292	431	498	657	349	113 %
Ouest, total		**10 970**	**10 227**	**12 748**	**15 177**	**17 263**	**6 293**	**57 %**
Ontario, total		**56 223**	**63 116**	**84 583**	**92 979**	**95 666**	**39 443**	**70 %**

(1) Comprend les causes de droit de la famille assujetties aux *règles en matière de droit de la famille* (Cour de justice de l'Ontario et Cour de la famille de la Cour supérieure de justice) et aux règles 69 et 70 des *Règles de procédure civile* (Cour supérieure de justice).

(2) Comprend les procès, les conférences préparatoires aux procès, les conférences en vue d'une transaction, les conférences de gestion du procès, les motions, les conférences relatives à la cause et les premières audiences.

(3) En novembre 1999, une Cour de la famille de la Cour supérieure de justice a été établie à ces endroits. Par conséquent, les affaires qui auraient été entendues par la Cour de justice de l'Ontario l'ont été par la Cour de la famille de la Cour supérieure de justice.

SOURCE : SIST

Cour des petites créances – aperçu des affaires par région (1)

Région	Exercice	Plaintes déposées (2)	Causes entendues (3)
Centre-Est	1998-1999	12 872	10 231
	1999-2000	12 370	8 373
	2000-2001	11 425	7 927
	2001-2002	12 846	9 386
	2002-2003	12 356	8 990
Centre-Ouest	1998-1999	18 335	12 050
	1999-2000	19 211	12 267
	2000-2001	13 577	9 168
	2001-2002	16 189	9 823
	2002-2003	15 739	10 423
Est	1998-1999	9 884	5 922
	1999-2000	10 236	5 685
	2000-2001	9 874	5 678
	2001-2002	9 576	6 090
	2002-2003	8 954	5 744
Nord	1998-1999	7 809	3 806
	1999-2000	7 145	3 234
	2000-2001	7 222	3 357
	2001-2002	6 166	3 012
	2002-2003	6 370	3 037
Toronto	1998-1999	19 298	13 100
	1999-2000	18 393	6 986
	2000-2001	15 172	7 513
	2001-2002	17 502	14 089
	2002-2003	17 465	13 069
Ouest	1998-1999	15 147	8 788
	1999-2000	14 822	7 665
	2000-2001	13 192	6 933
	2001-2002	15 187	7 379
	2002-2003	14 906	7 769
Ontario	1998-1999	83 345	53 897
	1999-2000	82 177	44 210
	2000-2001	70 462	40 576
	2001-2002	77 466	49 779
	2002-2003	75 790	49 032

(1) Le 1er avril 2001, la compétence d'attribution de la Cour des petites créances a été augmentée de 6 000 $ à 10 000 $.

(2) Comprend les déclarations déposées. Ne comprend pas les certificats de jugement pour ordonnances de dédommagement ni les certificats de jugement émanant d'autres compétences.

(3) Comprend les procès, les conférences préparatoires aux procès, les auditions de motions, les interrogatoires des débiteurs judiciaires, les audiences sur les mandats d'incarcération et les audiences sur les modalités de paiement.

SOURCE : SIST

Cour des petites créances – demandes déposées (1)(2)

Région	Lieu	98-99	99-00	00-01	01-02	02-03	Var. de 98-99 à 02-03	Var. en % de 98-99 à 02-03
Centre-Est	Barrie	1 962	2 085	1 781	2 224	2 111	149	8 %
	Bracebridge	453	481	498	573	441	-12	-3 %
	Cobourg	871	909	788	692	807	-64	-7 %
	Lindsay	531	534	473	507	547	16	3 %
	Newmarket	1 139	990	905	1 086	1 048	-91	-8 %
	Orillia	615	454	403	383	452	-163	-27 %
	Oshawa	1 408	1 488	867			-1 408	-100 %
	Peterborough	913	837	702	762	751	-162	-18 %
	Richmond Hill	3 367	3 160	2 948	3 778	3 564	197	6 %
	Whitby	1 613	1 432	2 060	2 841	2 635	1 022	63 %
Centre-Est, total		**12 872**	**12 370**	**11 425**	**12 846**	**12 356**	**-516**	**-4 %**
Centre-Ouest	Brampton	2 179	2 113	4 607	6 444	6 091	3 912	180 %
	Brantford	867	842	745	971	944	77	9 %
	Burlington	939	812	701	834	833	-106	-11 %
	Cayuga	224	183	160	180	167	-57	-25 %
	Hamilton	4 531	6 937	2 473	2 916	3 080	-1 451	-32 %
	Milton	426	394	365	478	441	15	4 %
	Mississauga	4 259	3 569	696			-4 259	-100 %
	Niagara Falls	1 283	1 074	573			-1 283	-100 %
	Oakville	755	727	689	857	735	-20	-3 %
	Orangeville	365	327	281	309	285	-80	-22 %
	Simcoe	415	312	284	293	243	-172	-41 %
	St. Catharines	1 432	1 265	1 386	1 972	1 939	507	35 %
	Welland	660	656	617	935	981	321	49 %
Centre-Ouest, total		**18 335**	**19 211**	**13 577**	**16 189**	**15 739**	**-2 596**	**-14 %**
Est (4)	Alexandria	109	82	76	89	79	-30	-28 %
	Bancroft	31					-31	-100 %
	Belleville	994	1 199	973	944	888	-106	-11 %
	Brockville	573	608	584	564	475	-98	-17 %
	Cornwall	555	648	645	536	618	63	11 %
	Iroquois	85	78	68	83	62	-23	-27 %
	Kaladar	12	7	8	15		-12	-100 %
	Kingston	841	968	870	900	779	-62	-7 %
	L'Orignal	624	659	609	643	521	-103	-17 %
	Napanee	177	181	168	157	137	-40	-23 %
	Ottawa	4 801	4 685	3 960	4 471	4 292	-509	-11 %
	Pembroke	378	420	350	348	328	-50	-13 %
	Perth	348	372	657	528	483	135	39 %
	Picton	136	147	712	104	90	-46	-34 %
	Renfrew	207	180	193	193	201	-6	-3 %
	Sharbot Lake	13	2	1	1	1	-12	-92 %
Est, total		**9 884**	**10 236**	**9 874**	**9 576**	**8 954**	**-930**	**-9 %**
Nord	Burks Falls	77	95	90	112	70	-7	-9 %
	Cochrane	257	157	145	147	133	-124	-48 %
	Dryden	230	232	225	190	215	-15	-7 %
	Elliot Lake	129	96	71	125	102	-27	-21 %
	Englehart	47	52	35	39	38	-9	-19 %
	Fort Frances	179	172	162	115	151	-28	-16 %
	Geraldton	110	105	137	108	144	34	31 %
	Gore Bay	64	52	48	50	71	7	11 %
	Haileybury	95	116	75	89	86	-9	-9 %
	Kapuskasing	280	184	225	199	198	-82	-29 %
	Kenora	234	247	180	160	145	-89	-38 %
	Kirkland Lake	294	262	193	201	146	-148	-50 %
	Nipigon	200	111	111	90	85	-115	-58 %
	North Bay	690	707	661	648	807	117	17 %
	Parry Sound	94	61	296	73	75	-19	-20 %
	Red Lake	80	52	56	43	37	-43	-54 %
	Sault Ste. Marie	810	833	746	759	665	-145	-18 %
	Sturgeon Falls	87	77	75	103	108	21	24 %
	Sudbury	1 381	1 170	1 075	1 061	1 040	-341	-25 %
	Thunder Bay	1 747	1 704	2 044	1 313	1 597	-150	-9 %
	Timmins	724	660	572	541	457	-267	-37 %
Nord, total		**7 809**	**7 145**	**7 222**	**6 166**	**6 370**	**-1 439**	**-18 %**

Région	Lieu	98-99	99-00	00-01	01-02	02-03	Var. de 98-99 à 02-03	Var. en % de 98-99 à 02-03
Toronto	47, avenue Sheppard E.	10 231	13 858	14 532	17 502	17 465	7 234	71 %
	College Park	5 675	4 535	640	0	0	-5 675	-100 %
	Rue Keele	2 368	0	0	0	0	-2 368	-100 %
	Avenue Lawrence E.	1 024	0	0	0	0	-1 024	-100 %
Toronto, total		**19 298**	**18 393**	**15 172**	**17 502**	**17 465**	**-1 833**	**-9 %**
Ouest	Cambridge	467	584	394	967	1 060	593	127 %
	Chatham	960	863	892	898	976	16	2 %
	Goderich	384	394	343	317	289	-95	-25 %
	Guelph	1 077	1 023	886	960	954	-123	-11 %
	Kitchener	2 283	2 225	2 065	2 296	2 280	-3	0 %
	London	3 515	3 183	2 593	3 187	2 828	-687	-20 %
	Owen Sound	573	522	530	495	558	-15	-3 %
	Sarnia	964	876	790	869	677	-287	-30 %
	St. Thomas	519	550	484	739	797	278	54 %
	Stratford	530	550	504	524	447	-83	-16 %
	Walkerton	360	317	299	313	276	-84	-23 %
	Windsor	2 801	3 114	2 730	2 859	3 130	329	12 %
	Woodstock	714	621	682	761	634	-80	-11 %
Ouest, total		**15 147**	**14 822**	**13 192**	**15 187**	**14 906**	**-241**	**-2 %**
Ontario, total		**83 345**	**82 177**	**70 462**	**77 466**	**75 790**	**-7 555**	**-9 %**

(1) Le 1er avril 2001, la compétence d'attribution de la Cour des petites créances a été augmentée de 6 000 $ à 10 000 $.

(2) Comprend les déclarations déposées. Ne comprend pas les certificats de jugement pour ordonnances de dédommagement ni les certificats de jugement émanant d'autres compétences.

SOURCE : SIST

Cour des petites creances – evenements entendus (1)(2)

Région	Lieu	98-99	99-00	00-01	01-02	02-03	Var. de 98-99 à 02-03	Var. en % de 98-99 à 02-03
Centre-Est	Barrie	1 171	1 151	1 120	1 377	1 610	439	37 %
	Bracebridge	185	158	219	233	256	71	38 %
	Cobourg	370	291	304	441	507	137	37 %
	Lindsay	441	447	312	332	330	-111	-25 %
	Newmarket	836	643	571	697	299	-537	-64 %
	Orillia	220	208	184	248	266	46	21 %
	Oshawa	962	681	462			-962	-100 %
	Peterborough	362	439	345	357	454	92	25 %
	Richmond Hill	4 365	3 216	3 047	3 918	3 768	-597	-14 %
	Whitby	1 319	1 139	1 362	1 783	1 500	181	14 %
Centre-Est, total		**10 231**	**8 373**	**7 927**	**9 386**	**8 990**	**-1 241**	**-12 %**
Centre-Ouest	Brampton	1 549	1 315	3 213	3 719	4 642	3 093	200 %
	Brantford	507	442	411	412	354	-153	-30 %
	Burlington	513	464	436	537	635	122	24 %
	Cayuga	119	108	88	108	101	-18	-15 %
	Hamilton	2 807	3 645	1 527	1 847	1 829	-978	-35 %
	Milton	216	370	231	216	245	29	13 %
	Mississauga	3 461	3 060	564			-3 461	-100 %
	Niagara Falls	810	663	390			-810	-100 %
	Oakville	480	498	515	531	360	-120	-25 %
	Orangeville	213	191	175	223	195	-18	-8 %
	Simcoe	160	145	129	193	122	-38	-24 %
	St. Catharines	858	964	1 086	1 589	1 371	513	60 %
	Welland	357	402	401	448	569	212	59 %
Centre-Ouest, total		**12 050**	**12 267**	**9 168**	**9 823**	**10 423**	**-1 627**	**-14 %**
Est (4)	Alexandria	74	63	61	66	71	-3	-4 %
	Bancroft	13	31	28	43	11	-2	-15 %
	Belleville	450	607	597	680	711	261	58 %
	Brockville	455	270	292	285	347	-108	-24 %
	Cornwall	218	241	205	237	216	-2	-1 %
	Iroquois	36	37	14	53	31	-5	-14 %
	Kaladar	4	2	4	2	4	0	0 %
	Kingston	460	457	649	933	458	-2	0 %
	L'Orignal	400	324	316	350	357	-43	-11 %
	Napanee	93	134	142	107	124	31	33 %
	Ottawa	3 022	2 831	2 591	2 584	2 703	-319	-11 %
	Pembroke	269	235	244	205	167	-102	-38 %
	Perth	251	248	332	288	303	52	21 %
	Picton	70	76	128	140	112	42	60 %
	Renfrew	102	126	75	106	129	27	26 %
	Sharbot Lake	5	3		11		-5	-100 %
Est, total		**5 922**	**5 685**	**5 678**	**6 090**	**5 744**	**-178**	**-3 %**
Nord	Burks Falls	53	20	63	40	43	-10	-19 %
	Cochrane	68	95	46	89	69	1	1 %
	Dryden	50	41	48	59	89	39	78 %
	Elliot Lake	90	53	86	85	83	-7	-8 %
	Englehart	12	14	16	11	15	3	25 %
	Fort Frances	55	47	29	40	51	-4	-7 %
	Geraldton	17	11	8	14	16	-1	-6 %
	Gore Bay	23	27	25	23	18	-5	-22 %
	Haileybury	64	71	46	38	54	-10	-16 %
	Kapuskasing	102	72	85	75	93	-9	-9 %
	Kenora	98	50	45	78	65	-33	-34 %
	Kirkland Lake	133	83	109	91	72	-61	-46 %
	Nipigon	24	19	31	16	12	-12	-50 %
	North Bay	497	448	636	395	513	16	3 %
	Parry Sound	64	48	45	34	59	-5	-8 %
	Red Lake	4	4	9	2	4	0	0 %
	Sault Ste. Marie	269	225	287	258	220	-49	-18 %
	Sturgeon Falls	12		13	20	24	12	100 %
	Sudbury	1 060	872	796	783	710	-350	-33 %
	Thunder Bay	712	620	575	510	528	-184	-26 %
	Timmins	399	414	359	351	299	-100	-25 %
Nord, total		**3 806**	**3 234**	**3 357**	**3 012**	**3 037**	**-769**	**-20 %**

Région	Lieu	98-99	99-00	00-01	01-02	02-03	Var. de 98-99 à 02-03	Var. en % de 98-99 à 02-03
Toronto	47, avenue Sheppard E.	9 195	5 085	7 162	14 089	13 069	3 874	42 %
	College Park	2 359	1 901	351	0	0	-2 359	-100 %
	Rue Keele	1 103	0	0	0	0	-1 103	-100 %
	Avenue Lawrence E.	443	0	0	0	0	-443	-100 %
Toronto, total		**13 100**	**6 986**	**7 513**	**14 089**	**13 069**	**-31**	**0 %**
Ouest	Cambridge	363	310	270	249	261	-102	-28 %
	Chatham	315	330	351	343	367	52	17 %
	Goderich	254	195	199	137	147	-107	-42 %
	Guelph	702	529	551	501	467	-235	-33 %
	Kitchener	1 795	1 497	1 335	1 629	1 447	-348	-19 %
	London	1 972	1 669	1 360	1 296	1 663	-309	-16 %
	Owen Sound	168	394	221	302	319	151	90 %
	Sarnia	320	271	227	317	304	-16	-5 %
	St. Thomas	268	259	239	329	461	193	72 %
	Stratford	314	271	307	237	185	-129	-41 %
	Walkerton	261	253	224	217	272	11	4 %
	Windsor	1 697	1 416	1 469	1 525	1 505	-192	-11 %
	Woodstock	359	271	180	297	371	12	3 %
Ouest, total		**8 788**	**7 665**	**6 933**	**7 379**	**7 769**	**-1 019**	**-12 %**
Ontario, total		**53 897**	**44 210**	**40 576**	**49 779**	**49 032**	**-4 865**	**-9 %**

(1) Le 1er avril 2001, la compétence d'attribution de la Cour des petites créances a été augmentée de 6 000 $ à 10 000 $.

(2) Comprend les procès, les conférences préparatoires aux procès, les auditions de motions, les interrogatoires des débiteurs judiciaires, les audiences sur les mandats d'incarcération et les audiences sur les modalités de paiement.

SOURCE : SIST

Cour d'appel de l'Ontario
Appels en matière criminelle – résumé de l'activité

	1998	1999	2000	2001	2002
Appels en instance au 1er janvier (2)	1 590	1 518	1 573	1 448	1 263
Appels qui se sont ajoutés	1 147	1 159	1 164	966	873
Appels à l'égard desquels une décision a été rendue (1)	1 219	1 104	1 289	1 151	950
Appels en instance au 31 décembre (2)	1 518	1 573	1 448	1 263	1 186

(1) Comprend les appels clos.
(2) Les statistiques sont produites tous les ans; les corrections apportées en cours d'année donnent lieu à des écarts.

Source : Cour d'appel de l'Ontario

Cour d'appel de l'Ontario
Appels en matière civile (1) – résumé de l'activité

	1998	1999	2000	2001	2002
Appels en instance au 1er janvier (2)	1 654	1 318	931	871	886
Appels qui se sont ajoutés au cours de la période	1 232	1 002	963	948	939
Appels à l'égard desquels une décision a été rendue au cours de la période	1 568	1 389	1 013	934	1 015
Appels en instance au 31 décembre (2)	1 318	931	871	885	810

(1) Comprend les appels en état et non en état.
(2) Les statistiques sont produites tous les ans; les corrections apportées en cours d'année donnent lieu à des écarts.

Source : Cour d'appel de l'Ontario